Ralph Schoenman

L’histoire cachée du sionisme

SELIO, 1988

Traduction numérisée et revue par le Groupe marxiste internationaliste en 2024

# Préface

## L’Intifada

Avec colère, avec haine, et une véritable férocité, des milliers d’adolescents jetaient des pierres sur les occupants israéliens, ne reculant pas devant la mitraille qui les accueillait. C’était plus que de l’agitation populaire... C’était le début d’une révolte populaire.

C’est ainsi que le correspondant du *Jerusalem Post* Hirsh Goodman décrivait le soulèvement de la jeunesse palestinienne de la Cisjordanie et de Gaza à la mi-décembre 1987 (cité par Dan Fisher, *Los Angeles Times*, 20 décembre 1987). Les remarques de Goodman étaient écrites à la veille de la grève générale du 21 décembre dans laquelle s’engouffra l’ensemble de la population palestinienne sous domination israélienne. Cette grève a été décrite par le quotidien israélien *Haaretz* comme « *étant un avertissement plus grave encore que les émeutes sanglantes des deux dernières semaines* » (cité par Dan Fisher, *Los Angeles Times*, 20 décembre 1987)

Ce jour-là, l’immense armée des travailleurs arabes qui servent à table, cueillent les légumes, ramassent les ordures, maçonnent et effectuent pour ainsi dire tous les bas travaux en Israël, est restée chez elle. (John Kifner, New York Times, 22 décembre 1987)

La réponse israélienne au soulèvement a été brutale. Le ministre de la Défense Isaac Rabin a ordonné l’usage des tanks, des véhicules blindés et des mitrailleuses contre une population désarmée.

« Ils peuvent tirer pour abattre les dirigeants de ce désordre », a- dit Rabin pour justifier les pratiques de l’armée qui utilise des tireurs avec des 22 long riﬂe de grande puissance pour tirer sans discrimination sur les jeunes palestiniens. (San Francisco Examiner, 23 décembre 1987)

Rabin a donné l’ordre de faire des fouilles maison par maison pour embarquer des jeunes gens, et par la suite quiconque pourrait servir d’exemple. Au 27 décembre, plus de 2 500 Palestiniens avaient été arrêtés, nombre d’entre eux ayant à peine 12 ans ; à la fin janvier ce nombre atteignait 4 000 et continuait à augmenter. Les « militants » étaient désignés à la déportation. Les prisons israéliennes de haute sécurité et les centres de détention étaient surpeuplés. Des procès de masse des Palestiniens étaient en cours.

L’acte de brutalité qui enflamma le plus la population palestinienne fut l’arrestation par l’armée des blessés dans leurs lits d’hôpital. Cette pratique, procédure courante au cours de l’invasion du Liban en 1982, transforma l’hôpital Al-Shifa de Gaza en un centre de résistance. D’énormes foules s’agglutinèrent pour défendre les blessés, craignant à juste titre de ne plus jamais les revoir.

Les jeunes de Gaza et de la rive ouest où les émeutes ont éclaté n’ont reçu aucun entrainement terroriste, et ne sont membres d‘aucune organisation terroriste. Ils sont plutôt membres de cette génération palestinienne qui a grandi sans rien connaitre d’autre que l’occupation. (Hirsh Goodman, Jerusalem Post, cité par Dan Fisher, Los Angeles Times, 23 décembre 1987)

La question a été posée à la mère d’un Palestinien tué de trois balles dans la tête par les soldats israéliens de savoir si elle laisserait ses autres fils se joindre aux manifestations.

Aussi longtemps que je vivrai, a-t-elle répondu, j’apprendrai aux jeunes à combattre... Je me moque de ce qui peut arriver, pourvu que nous ayons notre terre. (John Kifner, New York Times, 21 décembre 1987)

Le maire destitué de Gaza Rachad Chawa a exprimé les mêmes sentiments :

Les jeunes ont perdu l’espoir qu’Israël reconnaisse un jour leurs droits. Ils ont le sentiment que les pays arabes sont incapables d’accomplir quoi que ce soit. Ils ont le sentiment que l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) a échoué. (cité par Dan Fisher, Los Angeles Times, 23 décembre 1987)

Le commentaire du journaliste est encore plus significatif.

Ce nouveau sens de leur unité a été l’une des modifications les plus frappantes aux yeux des observateurs et des Palestiniens de l’extérieur... C’est un phénomène qui s’étend aux anciennes divisions entre jeunes et vieux et entre ceux qui travaillent en Israël et ceux qui ne le font pas. (Dan Fisher, Los Angeles Times, 20 décembre 1987)

## Violence, déploiement de force, tabassages

Face à l’intensification du soulèvement, le gouvernement israélien et le ministre de la Défense Yitzhak Rabin ont mis en œuvre des mesures de « *punition collective* », une tactique caractéristique de l’occupation nazie en France, au Danemark et en Yougoslavie. On a empêché la nourriture, l’eau et les médicaments de parvenir dans les camps de réfugiés palestiniens à Gaza et sur la rive ouest. Le personnel de l’Agence des œuvres d’aide pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient de l’ONU (UNRWA) a rapporté que des enfants qui venaient chercher du lait en poudre aux dépôts de l’ONU ont été abattus ou matraqués.

Un analyste du *Jerusalem Post* expliquait ainsi la politique de Rabin :

La priorité absolue c’est l’usage de la violence, le déploiement de force, les tabassages. C’est considéré plus efficace que l’emprisonnement... parce qu’ils peuvent alors recommencer à lancer des pierres aux soldats. Mais si les troupes leur brisent les mains, ils ne pourront plus lancer de pierres... (New York Times, 21 janvier 1988)

Le lendemain même, les médias rapportaient le tabassage le plus bestial qu’aient effectue les soldats dans toute la rive ouest et Gaza. Le compte rendu par John Knifer était implacable :

Naplouse, rive occidentale sous occupation israélienne, 22 janvier : Les deux mains emprisonnées dans des plâtres, Imad OmarAbu Rud a expliqué de son lit d’hôpital de Rafidia ce qui est arrivé lorsque l’armée israélienne est venue au village de Qabatiya : « Ils sont entrés dans la maison comme des brutes, en hurlant », a expliqué l’étudiant de 22 ans de l’Université de Bir Zeit. « Ils nous ont sortis de la maison, nous donnant des coups de pied à la tête, nous frappant, tous les soldats ensemble, avec leurs crosses de fusils ». Puis on l’a amené sur l’emplacement d’une maison en construction où les soldats, a-t-il dit, lui ont mis un seau vide sur la tête. Plusieurs soldats l’ont maintenu à terre, lui agrippant les bras pour coller de force ses mains sur un rocher. Deux autres, a-t-il dit, lui ont frappé les mains avec des morceaux de pierre minuscules, pour lui briser les os. Ces blessures sont le produit d’une nouvelle politique de l’armée et de la police israélienne, annoncée officiellement, de tabassage des Palestiniens dans l’espoir de mettre un terme à la vague de protestations dans la bande de Gaza et la rive ouest occupée qui a commencé début décembre. Au moins 38 Palestiniens ont été abattus par les Israéliens au cours des manifestations. Dans le lit à côté de celui de M. Abu Rud, Hassan Arif Kemal, un étudiant de 17 ans du collège de Qabatiya, a rapporté une histoire à peu près identique. (John Kifner, New York Times, 23 janvier 1988)

Les dirigeants travaillistes et ceux du Likoud ont répondu d’une seule voix face à la protestation unanime dans le monde devant de telles pratiques.

Le premier ministre Yitzhak Shamir et le ministre de la Défense Yitzhak Rabin ont continué à défendre cette politique, les deux hommes disant publiquement que le but de ces passages à tabac était d’instiller la crainte de l’armée israélienne aux Palestiniens. (John Kifner, New York Times, 27 janvier 1988)

Le président a déclaré :

Nous faisons aujourd’hui face à l’alternative suivante : supprimer ces émeutes ou leur permettre de se développer pour aboutir à un nouveau Téhéran ou un nouveau Beyrouth. (Chaïm Herzog, cité par New York Times, 27 janvier 1988)

Le premier ministre :

Les évènements avaient disloqué la barrière de peur... Notre tâche est de recréer cette barrière et de rendre une fois encore la peur de la mort aux Arabes de ces régions... Le soulèvement n’aurait jamais eu lieu « si les troupes avaient utilisé leurs armes à feu dès le départ. (Yitzhak Shamir, cité par New York Times, 27 janvier 1988)

# Les quatre mythes

Ce n’est pas par accident si quiconque tentant d’examiner la nature du sionisme - son origine, son histoire et sa dynamique – se retrouve face à des gens qui le menacent ou le terrorisent. Très récemment, après avoir signalé un meeting sur le sort du peuple palestinien au cours d’un interview sur *KPFK* (une radio de Los Angeles), les organisateurs de cette réunion ont été submergés de coup de téléphone anonymes les menaçant de déposer des bombes.

Il n’est pas non plus facile, que ce soit aux États-Unis ou en Europe occidentale, de diffuser des informations sur la nature du sionisme ou d’analyser les faits spécifiques qui caractérisent le sionisme comme mouvement politique. Même l’annonce sur les campus universitaires de forums ou de meetings autorisés sur le sujet engendre invariablement une campagne visant à clore la discussion. Les affiches sont déchirées aussi vite qu’elles ont été collées. Les meetings sont bourrés par des escadrons itinérants de jeunes sionistes qui cherchent à les briser. Les tables de publication sont saccagées, tracts et articles sont publiés, accusant l’orateur d’antisémitisme ou, dans le cas où il est d’origine juive, de reniement et de haine de soi.

Si les agressions et les calomnies sont ainsi utilisées contre les antisionistes, c’est parce que la différence entre la fiction officielle au sujet du sionisme et de l’État d’Israël, et les pratiques barbares de cette idéologie colonialiste et de cet appareil coercitif constitue un véritable abime. Les gens sont en état de choc lorsqu’ils ont l’occasion d’entendre parler ou de lire des faits au sujet des persécutions subies par les Palestiniens depuis un siècle et c’est pourquoi les défenseurs du sionisme cherchent sans cesse à empêcher un examen cohérent, sans passion, des témoignages sur le chauvinisme virulent du mouvement sioniste et de l’État qui incarne ses valeurs.

L’ironie c’est que lorsque nous étudions ce que les sionistes ont écrit et dit - en particulier lorsqu’ils s’adressent à eux-mêmes - il n’y a aucun doute possible sur ce qu’ils ont fait et sur leur place dans l’éventail politique depuis le dernier quart du XIXe siècle jusqu’à aujourd’hui.

## Façonner les consciences

Dans notre société, quatre mythes puissants ont façonné la conscience de la grande majorité à propos du sionisme.

* Le premier c’est celui d’une « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* ». Ce mythe a été assidument cultivé par les premiers sionistes pour faire passer la fiction selon laquelle la Palestine était un lieu perdu, désolé, offert à qui voulait le prendre. Cette prétention a été rapidement suivie par la négation de l’identité palestinienne, de son existence comme nation et du droit légitime à la terre sur laquelle les Palestiniens ont vécu toute leur histoire connue.
* Le second c’est le mythe de la démocratie israélienne. D’innombrables histoires dans les journaux ou références à la télévision à l’État d’Israël sont suivies de l’affirmation que c’est la seule démocratie « véritable » du Proche-Orient. En fait, Israël est à peu près aussi démocratique que l’État sud-africain. Les libertés publiques, les moyens de les mettre en œuvre et les droits de l’homme les plus fondamentaux sont déniés par la loi à ceux qui ne répondent pas à certains critères raciaux et religieux.
* Le troisième mythe, c’est celui de la « sécurité » comme force motrice de la politique étrangère d’Israël. Les sionistes affirment que leur État doit être la quatrième puissance militaire mondiale parce qu’Israël a dû se défendre contre la menace immédiate de masses d’Arabes primitifs, consumés par la haine, qui viennent tout juste de descendre de leurs arbres.
* Le quatrième mythe c’est celui du sionisme comme légataire moral des victimes de l’holocauste. C’est là à la fois le mythe le plus répandu et le plus insidieux sur le sionisme. Les idéologues du mouvement sioniste se sont drapés dans le linceul collectif de six millions de Juifs victimes des assassinats de masse des nazis. L’ironie cruelle et amère de cette prétention mensongère c’est que le mouvement sioniste a lui-même été en étroite collusion avec le nazisme dès sa conception.

Pour la plupart des gens, il parait impossible que le mouvement sioniste, qui invoque toujours l’horreur de l’holocauste, ait pu collaborer activement avec l’ennemi le plus terrible auquel les Juifs aient jamais eu à faire face. Les faits cependant révèlent non seulement des intérêts communs, mais une affinité idéologique profonde enracinée dans le chauvinisme extrémiste qu’ils ont en commun.

# Les objectifs sionistes

Les objectifs du sionisme n’ont jamais été simplement la colonisation de la Palestine - ce qui était le but des mouvements impérialistes et colonialistes classiques au cours du XIXe et du XXe siècles. Le but du colonialisme européen en Afrique et en Asie était essentiellement l’exploitation des populations indigènes comme force de travail à bas prix tout en pillant les ressources naturelles pour en tirer des profits exorbitants.

Ce qui distingue le sionisme des autres mouvements colonialistes c’est la relation entre les colons et le peuple à conquérir. Le but avoué du sionisme n’était pas simplement d’exploiter les Palestiniens mais de les disperser et de les déposséder. L’objectif était de remplacer la population indigène par une nouvelle communauté de colons, d’éliminer les fermiers, les artisans et les citadins de Palestine pour leur substituer une force de travail entièrement nouvelle composée par des colons. En niant l’existence du peuple palestinien, le sionisme cherchait à créer le climat politique pour les chasser non seulement de leur terre mais de l’histoire. Lorsqu’on reconnaissait un tant soit peu leur existence, les Palestiniens étaient présentés comme un vestige nomade à moitié sauvage. Les faits historiques ont été falsifiés - selon une procédure amorcée au cours du dernier quart du XIXe siècle mais qui se continue aujourd’hui par des écrits pseudo-historiques comme celui de Joan Peter, *Depuis des temps immémoriaux*.

Le sionisme devait rechercher différents appuis impérialistes pour cette entreprise sanglante : parmi eux, l’Empire ottoman, l’Allemagne impériale, le Raj britannique, le colonialisme français et la Russie tsariste. Les plans sionistes pour le peuple palestinien anticipaient la solution ottomane de la question des Arméniens, qui devaient être massacrés lors du premier grand génocide du XXe siècle.

## Les plans sionistes pour le peuple palestinien

Dès l’origine, le mouvement sioniste a cherché à « arméniser » le peuple palestinien. Comme les indigènes d’Amérique du Nord, les Palestiniens étaient considérés comme « un peuple en trop ». La logique c’était leur élimination ; le résultat : un génocide.

Cela n’était pas moins vrai pour le mouvement travailliste sioniste, qui cherchait à donner un vernis « socialiste » à cette entreprise coloniale. L’un des principaux théoriciens du sionisme travailliste, qui était l’un des fondateurs du parti sioniste Hapoël Hatzaïr (Jeune travailleur), et partisan de Poale Zion (Travailleurs de Sion), était Aaron David Gordon.

Gordon et ses camarades voulaient que chaque arbre et chaque buisson soit planté par un pionnier juif. (Walter Laqueur, Histoire du sionisme, Gallimard, 1972)

C’est Gordon qui a estampillé le slogan *kibbush avodah* (conquête des travailleurs). Il a fait appel aux capitalistes juifs et aux responsables des plantations Rothschild, qui avaient obtenu des terres des seigneurs turcs absents par-dessus la tête du peuple palestinien, *« pour* *louer aux Juifs et uniquement aux Juifs* ». Il organisa le boycott de toute entreprise sioniste qui n’employait pas exclusivement des Juifs, et prépara des grèves contre les colons des Rothschild qui autorisaient les paysans arabes à moissonner avec eux ou à travailler pour eux, même à bas prix. Ainsi, les « sionistes travaillistes » utilisèrent-ils les méthodes du mouvement ouvrier pour interdire l’emploi des Arabes ; leur objectif n’était pas l’exploitation mais l’usurpation.

## La société palestinienne

Il y avait plus d’un millier de villages en Palestine à la fin du XIXe siècle. Jérusalem, Haïfa, Gaza, Naplouse, Acre, Jéricho, Ramle, Hébron et Nazareth étaient des villes florissantes. Les collines étaient laborieusement cultivées en terrasses. Les canaux d’irrigation sillonnaient la terre. Les vergers de citronniers, les forêts d’oliviers et les céréales de Palestine étaient connus dans le monde entier. Le commerce, l’artisanat, le textile, la construction et la production agricole étaient largement développés.

Les comptes rendus de voyageurs au XVIIIe et au XIXe siècles en témoignent unanimement, comme l’étaient les rapports trimestriels très précis publiés au XIXe siècle par le Fonds britannique d’exploration de la Palestine.

En fait, c’est précisément la cohésion sociale et la stabilité de la société palestinienne qui ont conduit Lord Palmerston en 1840, lorsque l’Angleterre a établi un consulat à Jérusalem, à proposer avec prescience la fondation d’une colonie de Juifs européens pour :

Préserver les intérêts les plus larges de l’Empire britannique. (Joy Bonds, Our Roots are still alive, the Story of the Palestinian People, Peoples Press, 1977, p. 13)

La société palestinienne, si elle souffrait de la collaboration des propriétaires terriens féodaux (effendi) avec l’Empire ottoman, était néanmoins productive et diversifiée culturellement, avec une paysannerie très consciente de son rôle social.

Les paysans palestiniens et les citadins avait établi une distinction claire, fortement ressentie entre les Juifs qui vivaient parmi eux et les colons potentiels, et ce depuis 1820 lorsque les 20 000 Juifs de Jérusalem avaient été totalement intégrés et acceptés dans la société palestinienne.

Lorsque les colons de Petah Tikva cherchèrent à chasser les paysans de leurs terres, en 1886, ils rencontrèrent une résistance organisée, mais les travailleurs juifs des villages voisins et leurs communautés ne furent nullement inquiétés. Lorsque les Arméniens fuyant le génocide turc s’installèrent en Palestine ils furent les bienvenus. Mais ce génocide fut de façon inquiétante soutenu par Vladimir Jabotinsky et d’autres sionistes qui tentèrent ainsi d’obtenir le soutien des Turcs.

En fait, jusqu’à la déclaration Balfour (1917), la réaction palestinienne à l’installation des colonies sionistes fut d’une tolérance imprudente. Il n’y avait pas de haine organisée des Juifs en Palestine, pas de massacres comme en préparaient les antisémites du tsar et de Pologne, pas de contrepartie raciste dans la réaction palestinienne aux colons armés (qui utilisaient la force partout où ça leur était possible pour chasser les Palestiniens de leurs terres). Même les émeutes spontanées, exprimant la rage refoulée des Palestiniens devant les vols incessants de leurs terres, n’étaient pas dirigées contre les Juifs comme tels.

## À la recherche des faveurs des empires

En 1896, Theodor Herzl mit en avant son plan pour pousser l’Empire ottoman à céder la Palestine au mouvement sioniste.

En supposant que Sa Majesté le Sultan veuille bien nous donner la Palestine, nous pourrions en retour entreprendre de régulariser les finances de la Turquie. Nous serions là-bas un poste avancé de la civilisation contre la barbarie. (Theodor Herzl, L’État juif, 1896)

En 1905, le 7e congrès sioniste mondial dut reconnaitre que le peuple palestinien était en train d’organiser un mouvement politique pour l’indépendance nationale à l’égard de l’Empire ottoman - une menace non seulement pour le pouvoir turc mais également pour les desseins sionistes. Prenant la parole lors de ce congrès, Max Nordau, un éminent dirigeant sioniste, mit en avant les préoccupations sionistes :

Le mouvement qui est devenu celui d’une grande partie du peuple arabe pourrait aisément prendre une direction néfaste à la Palestine... Le gouvernement turc pourrait se sentir alors obligé de défendre son règne en Palestine et en Syrie par la force armée... Dans de telles circonstances, la Turquie peut être convaincue par nous qu’il sera important pour elle d’avoir en Palestine et en Syrie un groupe fort et bien organisé qui résistera à toute attaque contre l’autorité du sultan et défendra l’autorité de ce dernier de toute sa force. (cité par Hyman Lumer, Zionism Its Role in World Politics, International Publishers, 1973)

Tandis que le kaiser entreprenait de forger une alliance avec la Turquie dans le cadre de son conflit avec la France et la Grande-Bretagne au sujet du contrôle du Proche-Orient, le mouvement sioniste fit des ouvertures similaires auprès de l’Allemagne impériale. Le kaiser mit presque dix ans dans ses tractations intermittentes avec la direction sioniste pour formuler un plan pour un État juif sous des auspices ottomans qui aurait eu pour principale tâche l’éradication de la résistance anticolonialiste palestinienne et l’affermissement des intérêts de l’Allemagne impériale dans la région.

En 1914 cependant, l’Organisation sioniste mondiale était déjà engagée très loin dans son offre parallèle pour enrôler l’Empire britannique dans une entreprise de démolition de l’Empire ottoman avec l’aide des sionistes.

Nous pouvons raisonnablement dire que si la Palestine devait tomber dans la sphère d’influence britannique, et si l’Angleterre devait encourager les installations de Juifs là-bas, comme dépendance de l’Angleterre, nous pourrions avoir en 20 ou 30 ans un million de Juifs sur place, peut-être plus ; ils développeraient le pays, y ramèneraient la civilisation et représenteraient une protection efficace du canal de Suez. (Chaïm Weizmann, Trial and Error, Harper, 1949, p. 149)

## La déclaration Balfour

Weizmann obtint des Anglais ce que les dirigeants sionistes avaient recherché à la fois auprès des gouvernements ottomans et de l’Empire allemand. Le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour était publiée.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage avec faveur l’établissement en Palestine d’un foyer national pour le peuple juif, et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif...

Les sionistes étaient cyniques dans la présentation de leurs prétentions sur la Palestine et ne s’embarrassaient pas de contradictions. À certains moments ils affirmaient que la Palestine était un désert parcouru parfois par des nomades ; la minute d’après, ils proposaient de soumettre la population palestinienne qu’ils avaient présentée comme inexistante. Gordon lui-même déclarait sans cesse que les Palestiniens qui, il insistait là-dessus, n’existaient pas, devaient être empêchés par la force de cultiver la terre. Cela se traduisit par l’expulsion total des « non-Juifs » de la « terre ancestrale » juive. La même méthode structure les déclarations des dirigeants britanniques et sionistes dans leurs plans pour la population palestinienne. A l’époque de la déclaration Balfour, les armées de l’Empire britannique avaient occupé la majeure partie de l’Empire ottoman au Proche-Orient, ayant enrôlé les dirigeants arabes dans le combat contre les Turcs sous leur direction en échange de promesses sur « l’autodétermination ».

Tandis que les sionistes dans leur propagande insistaient sur le fait que la Palestine était déserte, dans leurs négociations avec leurs protecteurs impériaux ils expliquaient clairement que la sujétion du peuple palestinien était à l’ordre du jour et proposaient leurs services à cette fin. Les Britanniques répondirent de la même façon. La déclaration Balfour contenait également un passage prévu pour bercer les dirigeants féodaux arabes choqués par la traitrise de l’Empire britannique qui offrait aux sionistes la région même où l’autodétermination arabe avait été promise.

Étant clairement entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine...

Les Anglais avaient utilisé durant des années la direction sioniste pour obtenir le soutien à leur guerre contre l’Allemagne impériale des plus gros capitalistes et banquiers juifs aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Avec Weizmann, ils se préparaient à utiliser la colonisation sioniste de la Palestine comme l’instrument de leur contrôle politique sur la population palestinienne.

La « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » était en fait un pays en ébullition contre la sujétion coloniale. L’ancien premier ministre Balfour lui-même a été brutalement explicite dans son mémorandum pour les cercles officiels, en dépit des grandes déclarations à l’usage du public sur « *les droits civils et religieux des communautés non juives* (sic) *de Palestine* ».

Le sionisme, qu’il ait tort ou raison, qu’il soit bon ou mauvais, est enraciné dans des besoins actuels, et dans des espoirs futurs d’une importance bien plus grande que les souhaits de 700 000 Arabes en plus qui habitent en ce moment ce vieux pays. (cité par Harry Howard, The King Commission, Beyrouth, 1963)

## La connexion sud-africaine

Il y avait une dimension particulière à cet accord secret entre Balfour et la direction sioniste pour bafouer les aspirations du peuple palestinien. C’était l’ami intime de Weizmann et futur premier ministre de l’Afrique du Sud, le général Jan Smuts, qui, comme délégué sud-africain au cabinet de guerre britannique au cours de la Première Guerre mondiale, avait aidé à faire pression sur le gouvernement britannique pour qu’il adoptât la déclaration Balfour et s’engage à la construction d’une colonie sioniste sous la direction des Britanniques.

La relation entre le mouvement sioniste et les colons sud-africains s’était développée auparavant, tout comme l’amitié entre le général Jan Christiaan Smuts et Chaïm Weizmann. À la fin du siècle, une importante population juive, venue en particulier de Lituanie, s’était installée en Afrique du Sud. Le mouvement sioniste considérait cette population comme particulièrement sensible aux idées sionistes du fait de son statut déjà établi de colons en Afrique du Sud. Les dirigeants sionistes ont effectué des voyages incessants en Afrique du Sud pour y chercher un soutien politique et financier. Kirschner, ancien président de la fédération sioniste sud-africaine, a fourni un compte rendu vivant de l’interaction étroite entre les dirigeants sionistes et sud-africains, de l’identification de sionistes comme Weizmann et Herzl avec la conception sud-africaine d’une population colonisatrice racialement distincte, et de l’importance d’un pacte virtuel entre les deux mouvements. (Nicolai Kirschner, « Zionism and the Union of South Africa »*, Jewish Affairs*, mai 1960). En identifiant le sionisme avec l’idéologie des colons sud-africains, Chaïm Weizmann était dans la lignée de l’admiration exprimée auparavant par Théodore Herzl, fondateur du sionisme politique, pour celui qui représentait la quintessence de l’idéologie coloniale, Sir Cecil Rhodes. Herzl tenta de modeler son propre devenir politique sur les réalisations de Rhodes.

Bien sûr, il y a de grandes différences entre Cecil Rhodes et mon humble personne, les aspects personnels étant largement en ma défaveur ; les aspects objectifs sont grandement en faveur du mouvement sioniste. (Theodor Herzl, Diaries, t. 2, p. 793)

Herzl se faisait l’avocat de l’achèvement de la dispersion des Palestiniens par les sionistes en utilisant des méthodes dont Rhodes avait été le pionnier, et il réclamait d’urgence la formation de l’équivalent juif d’une compagnie coloniale fondatrice, un amalgame d’exploitation coloniale et d’entreprise :

La Compagnie juive est en partie façonnée selon les lignes d’une grande compagnie d’acquisition. On pourrait l’appeler une Compagnie fondatrice juive, bien qu’elle ne puisse exercer un pouvoir souverain, et n’ait d’autres tâches que purement coloniales. (Theodor Herzl, The Jewish State, p. 33)

Les plus pauvres d’abord iront cultiver le sol. Selon un plan préétabli ils construiront les routes, les ponts, les chemins de fer et installations télégraphiques, domestiqueront les rivières et construiront leurs propres logements ; leur travail créera le commerce, le commerce créera des marchés, et les marchés attireront de nouveaux colons. (p. 28)

En 1934, un important groupe d’investisseurs sud-africains et de gros capitalistes avait fondé les Investissements Afrique-Israël pour acheter des terres en Palestine. La compagnie existe toujours après 54 années avec des Sud-Africains comme coactionnaires, les actions étant détenues par la banque israélienne Leumi. (« For Love and Money », *Financial Mail*, 11 mai 1984).

« Le mur d’acier**»**

La tension provoquée par l’affirmation que la terre était vide et l’exigence que les habitants « inexistants » soient sauvagement asservis était moins aigu lorsque les sionistes discutaient de stratégie entre eux. La réalité de ce qui était nécessaire pour coloniser la Palestine prenait le pas sur la propagande.

L’un des porte-parole idéologiques du sionisme, Vladimir Jabotinsky, est connu comme le fondateur du sionisme révisionniste, le courant sioniste que la façade libérale et socialiste employée par les sionistes travaillistes irritait (le sionisme révisionniste est représenté aujourd’hui par Menahem Begin et Yitzhak Shamir).

En 1923, Jabotinsky écrivit *Le Mur d’acier*, que l’on peut considérer comme une borne de référence pour tout le mouvement sioniste. Il avançait sans mettre de gants les prémisses essentielles du sionisme qui avaient, en fait, été établies auparavant, peut-être avec moins d’éloquence, par Theodor Herzl, Chaïm Weizmann et d’autres. Le raisonnement de Jabotinsky a été cité et repris dans des plaidoiries sionistes ultérieures - de la prétendue « gauche » à la prétendue « droite ».

Il ne peut être question d’une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant, ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps l’impossibilité complète d’aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d’un pays arabe en pays à majorité juive. Chacun d’entre vous a une compréhension globale de l’histoire de la colonisation. Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d’un pays s’est faite avec l’accord de la population autochtone. Ça ne s’est produit nulle part. Les autochtones combattront toujours obstinément les colonisateurs - et c’est du pareil au même qu’ils soient civilisés ou non. Les compagnons d’armes de Hernan Cortez ou de Francisco Pizarro se sont conduits comme des brigands. Les Peaux-Rouges ont combattu avec ferveur et sans compromis les colonisateurs au bon cœur comme les méchants. Les indigènes ont combattu parce que toute forme de colonisation n’importe où à n’importe quelle époque est inacceptable pour le peuple indigène. Tout peuple indigène considère son pays comme sa patrie, dont il veut être totalement maitre. Il ne permettra pas de bon gré que s’installe un nouveau maitre. Il en est ainsi pour les Arabes. Les partisans du compromis parmi nous essaient de nous convaincre que les Arabes sont des espèces d’imbéciles que l’on peut tromper avec des formulations falsifiées de nos buts fondamentaux. Je refuse purement et simplement d’accepter cette vision des Arabes palestiniens. Ils ont exactement la même psychologie que nous. Ils considèrent la Palestine avec le même amour instinctif et la ferveur véritable avec laquelle tout Aztèque considérait Mexico ou tout Sioux sa prairie. Tout peuple combattra les colonisateurs jusqu’à ce que la dernière étincelle d’espoir d’éviter les dangers de la conquête et de la colonisation soft éteinte. Les Palestiniens combattront de cette façon jusqu’à qu’il n’y ait pour ainsi dire plus une parcelle d’espoir. Peu importe les mots que nous utilisons pour expliquer notre colonisation. La colonisation a sa propre signification intégrale et inévitable qui est comprise par tous les Juifs et tous les Arabes. La colonisation n’a qu’un but. C’est dans la nature des choses. Changer cette nature est impossible. Il était nécessaire de mener la colonisation contre la volonté des Arabes palestiniens et cette nécessité existe aujourd’hui de la même manière. Même un accord avec les non-Palestiniens est une lubie du même type. Pour que les nationalistes arabes de Bagdad, de la Mecque et de Damas acceptent de payer un tel prix, il faudrait qu’ils refusent de maintenir le caractère arabe de la Palestine. Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens, ni aux Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu’à l’abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un Mur d’acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l’hypocrisie. Que ce soit au travers de la déclaration Balfour ou au travers du mandat, l’exercice d’une force étrangère est une nécessité pour établir dans le pays les conditions d’un pouvoir et d’une défense par lesquels la population locale, quels que soient ses désirs, soit privée de la possibilité d’empêcher la colonisation, par des moyens administratifs ou physiques. La force doit jouer son rôle - brutalement et sans indulgence. De ce point de vue, il n’y a pas de différence significative entre nos militaristes et nos végétariens. Les uns préfèrent un Mur d’acier fait de baïonnettes juives, les autres un Mur d’acier constitué de baïonnettes anglaises. Au reproche habituel selon lequel ce point de vue est immoral, je réponds : « absolument pas ». C’est là notre morale. Il n’y a pas d’autre morale. Aussi longtemps qu’il y aura la moindre étincelle d’espoir pour les Arabes de nous résister, ils n’abandonneront pas cet espoir, ni pour des mots doux ni pour des récompenses alléchantes, parce qu’il ne s’agit pas d’une tourbe mais d’un peuple, d’un peuple vivant. Et aucun peuple ne fait de telles concessions sur de telles questions concernant son sort, sauf lorsqu’il ne reste aucun espoir, jusqu’à ce que nous ayons supprimé toute ouverture visible dans le Mur d’acier. (« O Zheleznoi Stene », Rassvyet, 4 novembre 1923)

## La métaphore de l’acier

Le thème et l’imagerie du fer et de l’acier coercitifs évoqués par Vladimir Jabotinsky devaient être repris par le mouvement national-socialiste naissant en Allemagne, de même que Jabotinsky à son tour a été inspiré par Benito Mussolini. L’invocation mystique de la volonté de fer au service de la conquête militaire et chauviniste réunit les idéologues sionistes, colonialistes et fascistes. Elle recherchait sa légitimité dans les légendes d’un passé conquérant.

Le *Samson et Dalila* de Cecil De Mille était plus qu’une romance biblique hollywoodienne sur la perfidie de la femme et la vertu de la force masculine. Ce film était porteur également des valeurs autoritaires du roman dont il était l’adaptation, le *Samson le nazir* écrit par Vladimir Jabotinsky, qui se faisait le héraut de la nécessité de la force brute si les Israéliens devaient conquérir les Philistins.

« Transmettrai-je un message de votre part à notre peuple ? » Samson réfléchit un moment, puis dit lentement : « Le premier mot c’est le fer. Ils doivent se procurer du fer. Ils doivent donner tout ce qu’ils ont pour obtenir du fer - leur argent et leur blé, leur huile et leur vin et leurs troupeaux, et même leurs femmes et leurs filles. Tout pour le fer ! Il n’y a rien au monde qui ait plus de valeur que l’airain » (cité par Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed Books, 1984, p. 79)

Jabotinsky, chantre du « *mur d’acier que la population locale ne pourra pas briser* » et de « *la loi d’airain de tout mouvement colonisateur... la force armée* », allait trouver un écho à son appel au cours des prochaines décennies au travers des grandes razzias sionistes contre le peuple opprimé.

L’actuel ministre de la Défense d’Israël, Yitzhak Rabin, a lancé la guerre de 1967 comme chef d’état-major « à la volonté d’airain ». Comme premier ministre en 1975 et 1976 il lançait la politique de l’Hayad Barzel, « *la main de fer* », en Cisjordanie. Plus de 300 000 Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes dans des conditions où la torture était permanente et institutionnalisée, comme l’a révélé le *Sunday Times* de Londres et l’a dénoncé Amnesty International.

Son successeur comme chef des armées, Raphael Eitan, a imposé « *le bras d’airain* » - Zro’aa Barzel - sur la rive ouest, ajoutant l’assassinat à l’arsenal répressif. Le 17 juillet 1982, le cabinet israélien s’est réuni pour préparer ce que le *Sunday Times* de Londres devait appeler « *cette opération militaire de purge des camps soigneusement préparée, appelée Moah Barzel ou Cerveau d’acier* ». Les camps en question étaient Sabra et Chatila.

L’opération était bien connue de Sharon et Begin, faisant partie d’un plan plus large de Sharon discuté par le cabinet israélien. (Sunday Times, 26 septembre 1982)

Lorsque Yitzhak Rabin, qui avait soutenu le Likoud révisionniste au Liban au cours de la guerre, devint le ministre de la Défense de Shimon Peres dans l’actuel gouvernement « d’unité nationale », il lança au Liban et sur la rive ouest du Jourdain (Cisjordanie) la politique de l’Egrouf Barzel, « *le poing de fer* ». C’est le « *poing de fer* » que Rabin a cité à nouveau comme la base de sa politique de répression tous azimuts et de représailles collectives face au soulèvement palestinien de 1987-1988 en Cisjordanie et à Gaza.

## La doctrine de la pureté du sang

Il est également intéressant de noter que Jabotinsky fondait sa volonté colonialiste sur la doctrine de la pureté du sang.

Il est impossible à un homme de s’assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien. Pour être assimilé, il faudrait qu’il change son corps, il doit devenir leur, par son sang. Il ne peut y avoir d’assimilation. Nous n’autoriserons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité nationale est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race et pour ce faire nous aurons ce territoire dont notre peuple constituera la population racialement pure… La source du sentiment national... se trouve dans le sang de l’homme dans son type physico-racial et là seulement... La vision spirituelle d’un homme est fondamentalement déterminée par sa structure physique. C’est pour cette raison que nous ne croyons pas à l’assimilation spirituelle, fi est inconcevable, d’un point de vue physique, qu’un juif né dans une famille de pur-sang juif puisse s’adapter à la vision spirituelle d’un Allemand ou d’un Français. Il peut être entièrement imprégné du fluide germanique, mais le noyau de sa structure spirituelle restera toujours juif. (Vladimir Jabotinsky, « Lettre sur l’autonomie », 1904, cité par Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed, p. 28)

L’adoption des doctrines chauvines de la pureté de la race et de la loi du sang n’était pas limitée à Jabotinsky ou aux révisionnistes. Le philosophe libéral Martin Buber situait également son sionisme dans le cadre de la doctrine raciste européenne.

Les couches les plus profondes de notre être sont déterminées par le sang, nos pensées les plus intimes et notre volonté sont colorées par lui. (cité par Lenni Brenner, p. 31)

Comment cela allait-il être mis en application ?

# La colonisation de la Palestine

En 1917 il y avait 56 000 Juifs en Palestine et 644 000 Palestiniens arabes. En 1922, il y avait 83 794 Juifs et 663 000 Arabes. En 1931, il y avait 174 616 Juifs et 750 000 Arabes (voir Sami Hadawi, *Bitter Harvest*, Caravan Books, 1979, p. 43-44)

## La collaboration avec le colonialisme britannique

Avec la constitution d’une alliance tacite avec les Britanniques, les sionistes recevaient à présent un soutien sur la base de leur conquête du pays. Ce processus a été décrit par le poète et essayiste marxiste palestinien Ghassan Kanafani.

En dépit du fait qu’une grande partie des capitaux juifs étaient alloués aux zones rurales, et en dépit de la présence des forces militaires impérialistes britanniques et de la pression immense exercée par la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n’obtinrent que des résultats minimes en ce qui concerne l’acquisition des terres. Ils parvinrent cependant à sérieusement dégrader le statut de la population rurale arabe. La possession de terrains agricoles ou urbains passa de 300 000 dounams en 1929 (26 800 hectares) à 1 250 000 dounams en 1930 (112 000 hectares). Le pourcentage de terre acheté était insignifiant du point de vue d’une colonisation massive et du règlement du « problème juif ». Mais l’expropriation d’un million de dounams - presque un tiers de la terre arable - conduisait à un appauvrissement sévère des paysans arabes et des bédouins. En 1931, 20 000 familles paysannes avaient été évincées par les sionistes. De plus, la vie des paysans dans un pays sous-développé, et dans le monde arabe en particulier, ne représente pas seulement un mode de production, mais également un mode de vie social, religieux et traditionnel. Ainsi, en plus de la perte de la terre, la société arabe rurale était détruite par le processus de la colonisation. (Ghassan Kanafani, The 1936-1939 Revolt in Palestine, Committee for a Democratic Palestine, 1972)

L’impérialisme britannique encouragea la déstabilisation économique de l’économie palestinienne. Le gouvernement mandataire octroya un statut privilégié aux capitaux juifs, leur accordant 90 % des concessions en Palestine. Cela permit aux sionistes de prendre le contrôle de l’infrastructure économique (projets de route, minéraux de la mer Morte, électricité, ports, etc.). En 1935, les sionistes contrôlaient 872 des 1 212 firmes industrielles en Palestine. Les importations pour des industries sionistes étaient exemptées de taxes. Un code du travail discriminatoire était adopté contre la force de travail arabe, qui aboutit à un chômage à large échelle et pour ceux qui arrivaient à obtenir du travail à subsister dans des conditions inférieures au niveau de vie moyen.

## Le soulèvement de 1936

La perte de leurs terres et la répression accélérèrent pour les Palestiniens la prise de conscience du sort qui les attendait et aboutirent à un vaste soulèvement qui dura de 1936 à 1939. La révolte prit la forme de la désobéissance civile et de l’insurrection armée. Les paysans quittèrent leurs villages pour rejoindre des unités de combattants qui se formaient dans les montagnes. Les nationalistes arabes de Syrie et Jordanie participèrent bientôt à la bataille.

La décision de refuser de payer les impôts fut prise le 7 mai 1936, lors d’une conférence à laquelle participaient 150 délégués représentant tous les secteurs de la population, et une grève générale balaya la Palestine. La réaction britannique fut immédiate et brutale. La loi martiale fut déclarée le 30 juillet 1936 - environ cinq mois après le début du soulèvement - et une vaste répression se déchaina. Quiconque était suspecté d’organiser ou de sympathiser avec la grève générale ou tout autre acte de résistance était emprisonné. On fit sauter les maisons dans toute la Palestine. Une grande partie de la ville de Jaffa fut détruite par les Britanniques le 18 juin 1936, laissant 6 000 personnes sans abri. Les habitations dans les communautés environnantes furent également détruites. Les Britanniques envoyèrent d’importantes forces militaires en Palestine pour écraser la révolte (20 000 hommes selon les estimations). À la fin de l’année 1937 et au début 1938, cependant, les forces britanniques étaient en passe de perdre le contrôle de la révolte populaire armée.

## Les sionistes forment une police supplétive

C’est à ce moment-là que les Britanniques commencèrent à s’appuyer sur les sionistes qui leur fournissaient une ressource unique sur laquelle ils n’avaient jamais pu compter dans une quelconque de leurs autres colonies : une force locale qui faisait cause commune avec le colonialisme britannique et qui était extrêmement mobilisée contre la population indigène. Si avant cette époque les sionistes avaient pris en charge de nombreuses opérations de représailles, ils jouaient à présent un rôle plus important dans l’escalade de la répression qui devait inclure des arrestations massives, des assassinats et des exécutions. En 1938, 5 000 Palestiniens étaient emprisonnés, dont 2 000 condamnés à des peines de prison de longue durée, 148 personnes étaient exécutées par pendaison et plus de 5 000 logements étaient détruits (Ghassan Kanafani, *The 1936-1939 Revolt in Palestine*, p. 96).

Les forces sionistes étaient intégrées aux services secrets britanniques et devinrent l’organe de police d’une répression britannique draconienne. Une Force para-policière fut établie pour fournir une couverture à la présence armée sioniste encouragée par les Britanniques. Elle comptait 2 863 recrues, 12 000 hommes étaient organisés dans la Haganah travailliste et 3 000 dans l`Organisation militaire nationale (Irgoun) de Jabotinsky (Ghassan Kanafani, p. 39). En été 1937, elle fut dénommée Force de défense des colonies juives et plus tard Police de la colonie.

Ben Gourion considérait la Force de para-police comme un cadre idéal pour l’entrainement de la Haganah. Orde Wingate, l’officier britannique qui en avait la responsabilité, fut en fait le fondateur de l’armée israélienne. Il entraina des personnages comme Moshe Dayan au terrorisme et à l’assassinat. En 1939, les forces sionistes travaillant avec les Britanniques regroupaient 14 411 hommes organisés en dix groupes de Police de la colonie bien armés, chacun commandé par un officier britannique, avec un représentant officiel de l’Agence juive comme adjoint. Au printemps 1939, la force sioniste comprenait 63 unités motorisées, composée chacune de 8 à 10 hommes.

## Le rapport Peel

Une commission royale fut établie en 1937 sous la direction de Lord Peel, pour déterminer les causes de la révolte de 1936. La Commission Peel conclut que les deux facteurs primordiaux étaient le désir des Palestiniens d’obtenir leur indépendance nationale et la crainte des Palestiniens de voir s’établir une colonie sioniste sur leur sol. Le rapport Peel analysait une série d’autres facteurs avec une franchise inhabituelle. Il s’agissait de :

* L’extension de l`esprit nationaliste arabe en dehors de la Palestine ;
* L’augmentation de l’immigration juive depuis 1933 ;
* La capacité des sionistes à dominer l’opinion publique en Grande-Bretagne du fait du soutien tacite du gouvernement ;
* Le manque de confiance des Arabes dans les bonnes intentions du gouvernement britannique ;
* La crainte des Palestiniens devant les incessants achats de terre par les Juifs auprès des propriétaires féodaux absentéistes qui vendaient leurs domaines et évinçaient les paysans palestiniens qui travaillaient jusque-là sur leurs terres ;
* L’attitude évasive du gouvernement mandataire sur ses intentions en ce qui concernait la souveraineté palestinienne.

Le mouvement national incluait la bourgeoisie urbaine, les propriétaires terriens féodaux, les dirigeants religieux et les représentants des paysans et des ouvriers.

Ses revendications étaient :

1. L’arrêt immédiat de l’immigration sioniste,
2. La cessation et la prohibition du transfert des terres possédées par les Arabes aux colons sionistes,
3. L’établissement d’un gouvernement démocratique dans lequel les Palestiniens auraient une majorité de contrôle.

## Analyse de la révolte

La véritable cause de la révolte était que le conflit aigu impliqué dans la transformation de la société palestinienne de société arabe agricole féodale et cléricale en société industrielle bourgeoise juive (occidentale) avait atteint son sommet... Le processus de mise en place des racines du colonialisme et de sa transformation d’un mandat britannique en un colonialisme sioniste... atteignit son point le plus élevé au milieu des années 1930, et en fait la direction du mouvement nationaliste palestinien dût adopter une certaine forme de lutte armée parce qu’elle ne pouvait plus continuer à diriger à un moment où le conflit avait atteint des proportions décisives. (Ghassan Kanafani, The 1936-1939 Revolt in Palestine, Committee for a Democratic Palestine, 1972, p. 18)

L’incapacité du mufti et des autres dirigeants religieux, des propriétaires terriens féodaux et de la bourgeoisie naissante à soutenir jusqu’au bout les paysans et les travailleurs a permis au régime colonial et aux sionistes d’écraser la rébellion après trois ans de lutte héroïque. En cela, les Britanniques ont été aidés de façon décisive par la traitrise des régimes arabes traditionnels qui dépendaient de leurs tuteurs colonialistes.

La lutte nationale des Palestiniens était continue depuis 1918 et s’était accompagnée d’une forme ou une autre de résistance armée. Elle incluait également la désobéissance civile, les grèves générales, le non-paiement des impôts, le refus de porter des cartes d’identité, les boycotts et les manifestations.

# Conséquences tragiques

En 1947, il y avait 630 000 Juifs et 1 300 000 Palestiniens arabes. Ainsi, à l’époque de la partition de la Palestine par l’ONU de 1947, les Juifs représentaient 31 % de la population (voir Sami Hadawi, *Bitter Harvest*, Caravan Books, 1979, p. 33-34).

La décision de la partition de la Palestine, mise en avant par les grandes puissances impérialistes et l’Union soviétique de Staline, donnait 54 % de la terre cultivable au mouvement sioniste. Mais avant que l’État d’Israël ne soit établi, l’Irgoun et la Haganah s’étaient emparés des 3/4 de la terre et avaient expulsé virtuellement tous ses habitants. En 1948, il y avait 475 villes et villages palestiniens. 385 d’entre eux furent totalement rasés, démolis pierre par pierre. 90 ont continué à exister, mais privés de leurs terres.

## Les masques tombent

En 1940, le chef du service de colonisation de l’Agence juive, qui était responsable de l’organisation effective des colonies en Palestine, écrivait :

Entre nous, il faut qu’il soit clair qu’il n’y a pas place pour les deux peuples dans le pays. Nous n’atteindrons pas notre but s’il y a des Arabes dans ce petit pays. Il n’y a pas d’autre issue que de transférer les Palestiniens d’ici dans les pays avoisinants - de les transférer tous. Il ne doit pas rester un seul village, une seule tribu. (Yossef Weitz, 29 septembre 1967, dans Uri Davis et Norton Mezvinsky, Documents from Israel, Ithaca, 1975, p. 21)

Il explicitait ce que signifiait pratiquement « rendre la Palestine juive ».

Il y en a qui croient que la population non juive, même en pourcentage élevé, à l’intérieur de nos frontières, sera plus facilement surveillée par nous ; et il y en a d’autres qui croient le contraire, c’est-à-dire qu’il est plus facile de surveiller les activités d’un voisin que celles d’un locataire. Je tends à soutenir ce deuxième point de vue et j’ai un argument supplémentaire : la nécessité de renforcer le caractère de l’État qui sera désormais juif avec une minorité non juive limitée à 15 %. J’étais déjà arrivé à cette conclusion fondamentale dès 1940 (et) je l’avais notée dans mon journal. (Yossef Weitz cité par Uri Davis, Israel, an Apartheid State)

Le « rapport Koenig » [du gouvernement israélien] exprimait cette politique avec encore plus de brutalité.

Nous devons utiliser la terreur, l’assassinat, l’intimidation, la confiscation des terres et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe. (Al HaMishmar, 7 septembre 1976)

Heilbrun, président du comité pour la réélection du général Shlomo Lahat, le maire de Tel-Aviv, proclamait :

Nous devons tuer tous les Palestiniens à moins qu’ils se résignent à vivre ici comme des esclaves. (cité par Fawzi al-Asmar et Salih Baransi au cours de discussions avec l’auteur, octobre 1983)

Uri Lubrani, conseiller spécial aux affaires arabes du premier ministre israélien David Ben Gourion en 1960 utilisait les termes suivants.

Nous réduirons la population arabe à une communauté de bucherons et de serviteurs. (cité par Sabri Jiryis, « The Arabs in Israel », Monthly Review Press, avril 1976)

Rafael Eitan, chef d’état-major des Forces armées israéliennes, affirmait :

Nous déclarons ouvertement que les Arabes n’ont aucun droit à s’établir ne serait-ce que sur un centimètre d’Eretz Israël. Vous autres bonnes âmes et modérés devriez savoir que les chambres à gaz d’Adolf Hitler seraient pour eux un palais de récréation… La force est la seule chose qu’ils comprennent et qu’ils comprendront. Nous utiliserons la force extrême jusqu’à ce que les Palestiniens viennent à nos pieds en rampant… Lorsque nous aurons pacifié le pays, tout ce que les Arabes pourront faire ce sera de tourner en rond comme des cafards drogués dans une bouteille. (cité par Becker, Yediot Aharonot, 13 avril 1983)

## Ben Gourion et le but final

Les ambitions territoriales du sionisme ont été clairement établies par David Ben Gourion dans un discours lors d’un rassemblement sioniste le 13 octobre 1936.

Nous ne suggérons pas d’annoncer maintenant notre but final qui va très loin - plus loin encore que les révisionnistes qui s’opposent à la partition. Je ne veux pas abandonner la grande vision, la vision finale qui est une composante organique, spirituelle et idéologique de mes aspirations sionistes. (David Ben Gourion, Memoirs, t. 3, 1970, p. 467)

Et dans un discours de 1937 :

Les frontières des aspirations sionistes sont l’affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter. (Memoirs)

En 1936, Ben Gourion, dans une lettre à son fils, écrivit :

Un État juif partiel n’est pas une fin, mais seulement un commencement. Je suis convaincu que l’on ne peut nous empêcher de nous établir dans les autres parties du pays et de la région.

En 1938, dans un rapport au conseil mondial de Poalei Zion (l’ancêtre du Parti travailliste) à Tel Aviv, il fut plus explicite.

Les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d’aujourd’hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï. (cité par Israel Shahak, Journal of Palestine Studies, printemps 1981)

Ben Gourion a formulé la stratégie sioniste très clairement dans un *discours* de 1938.

Après être devenus une force importante grâce à la création de l’État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L’État ne sera qu’une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l’expansion. L’État devra préserver l’ordre - non par le prêche mais par les mitrailleuses. (Ben Gourion)

En mai 1948, il présenta ses orientations stratégiques à l’état-major suprême.

Nous devrions nous préparer à lancer l’offensive. Notre but c’est d’écraser le Liban, la Cisjordanie et la Syrie, Le point faible c’est le Liban, car le régime musulman y est artificiel et il nous sera facile de le miner. Nous y établirons un État chrétien, puis nous écraserons la Légion arabe, éliminerons la Cisjordanie ; la Syrie tombera dans nos mains. Alors Nous bombarderons et avancerons pour prendre Port-Saïd, Alexandrie et le Sinaï. (cité par Michael Bar Zohar, Ben Gurion, Delacorte, 1978)

Lorsque le général Yigal Allon demanda en juillet 1948 à Ben Gourion : « *Que ferons-nous de la population de Lydda et Ramle ?* », environ 50 000 habitants, il répondit : « *Chassez-les !* » (cité par Bar Zohar).

Yitzhak Rabin, actuel ministre de la Défense, réalisa cette promesse. À Lydda et Ramle, il ne reste plus pierre sur pierre des habitations palestiniennes. Cette zone est aujourd’hui entièrement occupée par une population de colons juifs.

Lors de sa première visite à Nazareth, Ben Gourion regarda autour de lui avec étonnement et dit : « Pourquoi y a-t-il autant d’Arabes, pourquoi ne les avez-vous pas chassés ? » (cité par Bar Zohar)

Les Palestiniens ont été effectivement chassés. Entre le 29 novembre 1947, lorsque l’ONU divisa la Palestine, et le 15 mai 1948, lorsque l’État fut formellement proclamé, l’armée sioniste et les milices s’étaient emparées de 75 % de la Palestine, chassant du pays 780 000 Palestiniens.

## La boucherie commence : Deir Yassin

Ce fut un processus de massacres permanents au fur et à mesure que les villages étaient balayés l’un après l’autre. La tuerie avait pour but de pousser la population à fuir pour sauver sa vie.

*J’ai vu des parties génitales tranchées et des femmes éventrées... C’étaient des meurtres purs et simples*. (Zvi Ankori, commandant de la Haganah cité par Lenni Brenner, *The Iron Wall Zionist Revisionism,* Zed, 1984)

Menahem Begin se vanta de l’impact dans toute la Palestine des opérations de type nazi qu’il commanda à Deir Yassin. Des commandos de la Lohamei Herut Israël (Lehi) [groupe Stern] et de l’Irgoun s’abattirent sur le village le 9 avril 1948, massacrant 254 hommes, femmes et enfants.

Une légende de terreur se propagea parmi les Arabes qui étaient saisis de panique en entendant le nom de nos soldats de l’Irgoun. Cela valait une demi-douzaine de bataillons pour les forces israéliennes. Les Arabes dans tout le pays ont été saisis d’une panique sans limites et ont commencé à s’enfuir pour sauver leurs vies. Cet exode massif se transforma bientôt en un sauve-qui-peut affolé, incontrôlable. Sur les 800 000 Arabes qui vivaient sur le territoire actuel de l’État d’Israël, il n’en reste que 165 000. La signification politique et économique de ce développement ne peut être sous-estimée. (Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, p. 143)

La mise en œuvre de ce programme fut réalisée en partie par Begin et en partie par son futur successeur comme premier ministre, Shamir, comme commandants militaires de la Lehi. Les habitants de Jérusalem furent forcés de traverser à pied la ville dans leurs vêtements trempés de sang devant les passants ricanant avant de disparaitre.

## Les récits des témoins

Les récits des témoins de ces évènements faisaient présager le sort du peuple palestinien.

La nuit tombait lorsque la bataille s’arrêta et que la mitraille cessa. Les choses s’étaient calmées, mais le village ne s’était pas rendu. L’Irgoun et les corps francs de la Lehi (groupe Stern) sortirent des endroits où ils s’étaient cachés et commencèrent à mener des opérations de nettoyage dans les maisons. Ils tiraient avec toutes les armes qu’ils possédaient, et lançaient des explosifs à l’intérieur des maisons. Ils tiraient également sur toutes les personnes qu’ils trouvaient dans les maisons, y compris les femmes et les enfants - de fait les commandants ne firent aucune tentative pour empêcher ces boucheries déshonorantes. Certains habitants et moi-même nous avons supplié les commandants de donner l’ordre à leurs hommes d’arrêter de tirer, mais en vain. Pendant ce temps, environ 25 hommes avaient été trainés hors des maisons ; ils ont été entassés dans une camionnette et promenés pour une « parade dc victoire », comme dans les triomphes romains, à travers les quartiers de Mahané Yehuda et Zikhron Yosef (de Jérusalem). À la fin de la parade ils ont été emmenés dans une carrière entre Givat Shaul et Deir Yassin et abattus de sang-froid. Les soldats ont mis alors les femmes et les enfants encore vivants dans une camionnette et les ont emmenés à la porte Mandelbaum. (colonel Meir Pa’il, Yediot Aharonot, 4 avril 1972)

Le directeur de la Croix Rouge de Palestine tenta d’intervenir alors que les informations sur la boucherie se répandaient.

Le commandant du détachement de l’Irgoun ne semblait pas vouloir me recevoir. À la fin, il arriva, jeune, distingué et parfaitement poli, mais avec une lueur particulière dans le regard, froide et cruelle. Selon lui l’Irgoun était arrivée vingt-quatre heures auparavant et avait donné l’ordre aux habitants par hautparleurs d’évacuer toutes les maisons et de se rendre : le délai donné pour obéir était d’un quart d’heure. « Certains de ces misérables se sont avancés et ont été fait prisonniers, pour être relâchés ensuite en direction des lignes arabes. Les autres n’ayant pas obéi aux ordres ont eu le sort qu’ils méritaient ». Mais il n’y a pas de raison d’exagérer les choses, il n’y avait eu que quelques morts, et ils seraient enterrés dès que le « nettoyage » du village serait terminé. Si je trouvais des corps, je pouvais les prendre, mais je ne trouverais certainement pas de blessés. Ce rapport me glaça le sang. Je retournais sur la route de Jérusalem et trouvais une ambulance et un camion que j’avais alertés par la Croix Rouge... J’atteignis le village avec mon convoi, et les coups de feu cessèrent. Les hommes du gang (l’Irgoun) portaient des uniformes et des casques. Ils étaient tous jeunes, certains même adolescents, hommes et femmes, armés jusqu’aux dents : révolvers, mitraillettes, grenades, et aussi des coutelas à la main, la plupart d’entre eux couverts de sang. Une très belle jeune fille aux yeux de criminelle me montra le sien encore dégouttant de sang ; elle me le montra comme un trophée. C’était l’équipe de « nettoyage », qui réalisait sa tâche de toute évidence très consciencieusement. J’essayais de rentrer dans une maison. Une douzaine de soldats m’entourèrent, leurs mitraillettes pointées sur moi, et leur officier m’interdit de bouger. Les cadavres, si jamais il y en avait, me seraient remis, dit-il. Je fus pris d’une des rages les plus folles de ma vie, signifiant à ces criminels ce que je pensais de leurs actes, les menaçant de tout ce qui pouvait me venir à l’esprit, puis les repoussais pour pénétrer dans la maison. La première pièce était sombre, tout était sens dessus dessous, mais il n’y avait personne. Dans la seconde, parmi les meubles défoncés et toutes sortes de débris, j’ai trouvé des corps, déjà froids. Ici le « nettoyage » avait été fait à la mitraillette puis à la grenade. Il avait été fini au couteau, de toute évidence. C’était la même chose dans la pièce suivante, mais comme j’allais sortir, j’ai entendu une espèce de soupir. J’ai regardé partout, retourné tous les corps, et fini par trouver un petit pied, encore chaud. C’était une petite fille de dix ans, mutilée par une grenade, mais encore vivante... Partout c’était la même vision horrible... Il y avait eu quatre cents personnes dans ce village, cinquante environ s’étaient échappées et étaient encore en vie. Tous les autres avaient été délibérément massacrés de sang-froid, car comme j’ai pu l’observer moi-même, ce gang était parfaitement discipliné et n’agissait que sur ordre. Après une autre visite à Der Yassin, je retournais à mon bureau où je reçus la visite de deux messieurs en civil, bien habillés, qui m’attendaient depuis plus d’une heure. C’étaient le commandant du détachement de l’Irgoun et son aide. Ils avaient préparé un papier qu’ils voulaient que je signe. C’était une déclaration certifiant que j’avais été reçu par eux très courtoisement et avais obtenu toutes les facilités que j’avais demandées pour l’accomplissement de ma mission et les remerciant pour l’aide qu’ils m’avaient apportée. Comme je montrais des signes d’hésitation et commençais même à discuter, ils me dirent que si je tenais à la vie, je ferais mieux de signer immédiatement. La seule chose qu’il me restait à faire, c’était de les convaincre que je n’accordais aucune valeur à ma vie. (Jacques de Reynier, 1948, à Jérusalem, La Baconnière, 1950, p. 71-76)

## La boucherie d’Al-Dawayima

Si le massacre a été perpétré par les organisations clandestines sionistes révisionnistes de « droite », l’Irgoun et la Lehi, des massacres similaires se sont produits à une échelle identique dans tout le pays. Le massacre de Al-Dawayima en 1948 fut perpétré par l’armée officielle ouvrière sioniste d’Israël, les Forces de défense israélienne (Tzeva Haganah le-Israël ou Tsahal). Le compte rendu du massacre, tel que le décrit un soldat qui participa à l’horreur, fut publié dans *Davar*, le quotidien hébreu officiel de la Fédération générale des travailleurs de la Histadrout, dirigée par les sionistes travaillistes.

Les soldats ont tué entre quatre-vingts et cent Arabes, hommes, femmes et enfants. Pour tuer les enfants, ils leur fracassaient le crâne à coups de bâton. Il n’y avait pas une maison sans cadavres. Les hommes et les femmes des villages furent repoussés à l’intérieur des maisons sans eau ni nourriture. Puis les saboteurs vinrent les dynamiter. Un commandant ordonna à un soldat d’amener deux femmes dans un bâtiment qu’il allait faire sauter... Un autre soldat se vantait d’avoir violé deux femmes arabes avant de les tuer d’une balle. On obligea une autre femme arabe avec son bébé nouveau-né à nettoyer l’endroit pendant deux jours, puis ils la fusillèrent elle et son bébé. Des commandants cultivés et aux bonnes manières qui étaient considérés comme de « bons garçons » devinrent de vils meurtriers, et ce non dans le feu de la bataille, mais en fonction d’une méthode d’expulsion et d’extermination. Moins il restait d’Arabes, mieux c’était. (Davar, 9 juin 1979)

La valeur stratégique du massacre de Der Yassin devait être affirmée des années durant par des dirigeants sionistes comme Eldad (Scheib) qui, avec Yitzhak Shamir et Nathan Yalin-Mor (Feldman), fut responsable de la Lehi. Ayant pris la parole lors d’un meeting en juillet 1967, ses remarques furent publiées dans le journal d’opinion bien connu, *De’ot.*

J’ai toujours dit que si l’espoir le plus intense et le plus profond est la reconstruction du Temple (juif)... alors il est évident que ces mosquées (al-Haram al-Sharif et al-Aqsa) devront, d’une façon ou d’une autre, disparaitre un de ces jours... Sans Der Yassin, un demi-million d’Arabes seraient restés vivre dans l’État d’Israël. L’État d’Israël n’aurait pas existé. Nous devons prendre cela en considération, en étant pleinement conscients de la responsabilité que cela implique. Toutes les guerres sont cruelles. On ne peut pas sortir de là. Ce pays sera soit Eretz Israël, avec une majorité absolue de Juifs et une petite minorité arabe, soit Eretz Ismaël, et l’émigration juive recommencera si nous n’expulsons pas les Arabes d’une façon ou d’une autre ... (Israël Eldad, « Sur l’esprit qui se révéla dans le peuple », De’ot, hiver 1968, dans Uri Davis et Norton Mezvinsky, Documents from Israel, Ithaca, 1975, p. 186-187)

## Meurtre à Gaza

Le programme de massacres ne se termina pas avec la formation de l’État. Le journal, édité en 1969 par Levin Epstein, de Meir Har-Zion décrit les massacres dans les camps de réfugiés et les villages de Gaza au début des années 1950.

La vaste étendue du lit asséché de la rivière scintille au clair de lune. Nous avançons avec précaution le long du versant de la montagne. On aperçoit plusieurs maisons... Au loin on voit trois lumières et l’on entend le son d’une musique arabe qui sort des maisons immergées dans l’ombre. Nous nous séparons en trois groupes de quatre hommes chacun. Deux groupes se dirigent vers l’immense camp de réfugiés (Al Bureij) au sud de notre position. L’autre groupe marche vers la maison isolée dans l’étendue plate au nord de la Wadi Gaza. Nous marchons, piétinant des champs verdoyants, pataugeant dans des canaux tandis que la lune nous baigne de sa lumière scintillante. Bientôt cependant, le silence sera détruit par le bruit des balles, des explosions, et les cris de ceux qui pour l’instant dorment paisiblement. Nous avançons rapidement et entrons dans l’une des maisons. « Man Haa-tha ? » (« Qui est là ? » en arabe). Nous bondissons vers les voix. Effrayés et tremblants, deux Arabes sont debout contre le mur de l’édifice. Ils essaient de s’échapper. J’ouvre le feu. Un cri perçant remplit l’air. L’un des hommes tombe à terre pendant que son ami continue à courir. À présent il faut agir, nous n’avons pas de temps à perdre. Nous nous déplaçons de maison en maison tandis que les Arabes rampent ici et là dans la confusion. Les mitrailleuses crépitent, leur bruit se mélange à des hurlements terribles. Nous atteignons la rue principale du camp. La foule des Arabes en fuite grossit. L’autre groupe attaque de la direction opposée. Le tonnerre des grenades fait écho au loin. Nous recevons l’ordre de la retraite. L’attaque est terminée. (Meir Har Tzion, cité par Livia Rokach, Israel’s Sacred Terrorism, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p. 68)

## Kibya et le commando Unité 101

Le premier ministre Moshe Sharett (1954-55) a fait le compte rendu suivant du massacre qui eut lieu au village de Kibya en 1953 (14 octobre 1953). Ariel Sharon commandait personnellement cette action au cours de laquelle furent massacrés chez eux des hommes, des femmes et des enfants.

Lors de la réunion du cabinet, j’ai condamné l’affaire de Kibya qui nous dévoile aux yeux du monde entier comme un gang assoiffé de sang capable de faire des massacres... J’ai averti que cette tache nous collerait à la peau et ne pourrait être lavée pour des années à venir. Il a été décidé qu’un communiqué serait publié sur Kibya, et Ben Gourion devait l’écrire. C’est vraiment un acte honteux. J’ai posé la question plusieurs fois et à chaque fois on m’a solennellement assuré que les gens ne sauraient pas comment cela avait été fait. (cité par Rokach, p. 16)

Moshé Sharett notait dans son journal les détails du massacre de villages palestiniens en 1955.

*L’opinion publique, l’armée et la police ont conclu qu’on pouvait librement verser le sang arabe. Cela doit faire apparaitre l’État aux yeux du monde comme un État barbare.* (cité par Rokach)

## Kafr Qassem : le carnage continue

Le massacre de Kafr Qassem s’est déroulé selon le schéma sioniste. En octobre 1956, l’officier supérieur israélien Shadmi, commandant un bataillon sur la frontière israélo-jordanienne, a donné l’ordre qu’un couvre-feu nocturne soit imposé à la « minorité » (arabe) des villages sous son commandement. Ces villages se trouvent à l’intérieur des frontières israéliennes ; leurs habitants étaient donc des citoyens israéliens. Shadmi a dit à un commandant d’une unité de la garde des frontières, le major Melinki, que le couvre-feu devait être « *extrêmement strict* » et qu’ « *il ne suffirait pas d’arrêter ceux qui ne le respecteraient pas - il faudrait les abattre*». Il ajouta : « *Mieux vaut un homme mort que les complications d’un emprisonnement* » (« Procès-verbaux des jugements de la cour du district : le procureur militaire contre le major Melinki », cités par Rokach, p. 66).

Melinki informa les officiers rassemblés que leur tâche était d’imposer le couvre-feu dans les villages de la minorité de 17 heures à 6 heures... Quiconque quitterait sa demeure ou quiconque ne respecterait pas le couvre-feu devrait être abattu. Il ajouta qu’il ne devrait y avoir aucune arrestation et que si un certain nombre de gens étaient tués cette nuit cela faciliterait l’imposition du couvre-feu les nuits suivantes. Le lieutenant Frankental lui demanda : « Que faisons-nous des blessés ? ». Melinki répondit : « Ne vous occupez pas d’eux ». Un chef de section demanda alors : « Et les femmes et les enfants ? ». Ce à quoi Melinki répondit : « Pas de sentimentalité ». Lorsqu’on lui demanda : « Et les gens qui rentrent de leur travail ? », Melinki répondit : « Comme a dit le commandant, ce sera dommage pour eux ». (cité par Rokach)

Les auteurs du massacre de Kafr Qassem - une unité de commando d’Ariel Sharon, l’unité de commando 101 - ont tous été récompensés par des médailles et des promotions au sein des Forces armées israéliennes. Les méthodes de génocide nécessaires pour imposer l’État-colon dans le cadre des frontières d’Israël d’avant 1967 sont considérées comme un modèle pour la façon de traiter les Palestiniens dans les territoires occupés d’après 1967. Aharon Yariv, ancien chef des services secrets militaires et ministre de l’Information, déclarait lors d’un séminaire public de l’Institut Léonard Davis pour les relations internationales de l’Université hébraïque de Jérusalem :

Certains plaident pour qu’une situation de guerre soit utilisée pour exiler 700 000 ou 800 000 Arabes. Cette opinion est largement répandue. Des déclarations ont été faites en la matière, et les moyens (un appareil) en ont également été préparés. (Haaretz, 23 mai 1980)

La mainmise sur la terre

Il convient de revenir sur l’ampleur de cette politique meurtrière et ses conséquences. Dans les territoires passés sous occupation israélienne après la partition, il y avait approximativement 950 O00 Arabes palestiniens. Ils vivaient dans près de 500 villages et dans toutes les grandes villes, y compris Tibériade, Safed, Nazareth, Shefa Amr, Acre, Haïfa, Jaffa, Lydda, Ramle, Jérusalem, Majdal (Ashqelon), Isdud (Ashdod) et Bethsabé.

En moins de six mois, il ne restait que 138 000 personnes (les chiffres varient entre 130 000 et 165 000). La grande majorité des Palestiniens furent tués, expulsés de force ou s’enfuirent devant les bandes de tueurs des unités militaires israéliennes.

Ayant ainsi éliminé la plupart des habitants palestiniens de la terre de Palestine, le gouvernement israélien entreprit la destruction systématique de leurs habitations et possessions. Près de 400 villages et cités furent totalement rasés en 1948 et 1949. D’autres suivirent dans les années 50.

Le tableau que nous reproduisons ci-dessous a été réalisé par Israël Shahak, président de la Ligue israélienne pour les droits de l’homme et du citoyen, sous le titre *Villages arabes détruits en Israël* (voir Uri Davis et Norton Mezvinsky, *Documents from Israel*, Ithaca, 1975, p. 47).

## Destruction de villages arabes palestiniens

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du district | Nombres de villages | | |
|  | Avant 1948 | 1988 | Détruits |
| Jérusalem | 33 | 8 | 29 |
| Bethléem | 7 | 0 | 7 |
| Hébron | 16 | 0 | 16 |
| Jaffa | 23 | 0 | 23 |
| Ramle | 31 | 0 | 31 |
| Lydda | 28 | 0 | 28 |
| Jenin | 8 | 4 | 4 |
| Tulkarm | 33 | 12 | 21 |
| Haïfa | 43 | 8 | 35 |
| Acre | 52 | 32 | 20 |
| Nazareth | 26 | 20 | 6 |
| Safad | 75 | 7 | 68 |
| Tibérias | 26 | 3 | 23 |
| Bisan | 28 | 0 | 28 |
| Gaza | 46 | 0 | 46 |
| Total | 475 | 90 | 385 |

Une analyse détaillée de ce processus peut être trouvée dans « The Demographic Transformation of Palestine » de Janet Abu Lughod (dans Ibrahim Abu Lughod, *The Transformation of Palestine*, Northwestern University Press, 1971, p. 139-164). Ce tableau est incomplet parce qu’il est impossible de retrouver de nombreuses communautés et tribus arabes. Les documents officiels israéliens caractérisent par exemple 44 villages et villes de bédouins comme étant des « tribus » pour réduire, par un artifice de recensement, le nombre d’implantations palestiniennes permanentes. Le général Dayan, dans son exposé sur la colonisation sioniste devant les étudiants de l’Institut de Technologie israélien du 19 mars 1969, s’exprime clairement :

Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d’Arabes, et nous construisons ici un État hébreu, juif. A la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n’existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n’existent plus. Nahala a remplacé Mahful, Gevat a remplacé Jibta, Sarid a pris la place de Hanifas et Kfar Yehoshua celle de Tal al Shumam. Il n’y a pas une seule implantation de colons qui n‘ait été faite sur les lieux d’un ex-village arabe (cité par Haaretz, 4 avril 1969)

## La propriété des « absents »

Avec l’expulsion des Palestiniens et la destruction de leurs villes et villages, une grande quantité de propriétés furent confisquées au nom de la loi de 1950 sur les propriétaires absents. Jusqu’en 1947, la propriété foncière juive en Palestine représentait environ 6 %. Lorsque l’État fut formellement établi, le Fonds national juif estimait à 90 % les terres qu’il avait réquisitionnées.

Sur la totalité du sol de l’État d’Israël, seuls 300 000 à 400 000 dunums (26 800 – 35 600 hectares) représentent le domaine d’État que le gouvernement israélien a reçu du régime du mandat britannique (2 %). Le FNJ (Fonds national juif) et les propriétaires juifs privés possèdent moins de 2 millions de dunums (10 %). Presque tout le reste (c’est-à-dire 88 % des 20 225 000 dunums (1 800 000 hectares) dans le cadre des frontières de l’armistice de 1949) appartient légalement à des propriétaires arabes, dont un grand nombre a quitté le pays. (Fonds national juif, Villages juifs en Israël, p. 21, cité par Walter Lehn et Uri Davis, The Jewish National Fund, Kegan, 1988)

La valeur de ce vol de propriété représentait plus de 300 milliards de dollars - il y a plus de 30 ans. En dollars actuels, il faudrait quadrupler ce chiffre. L’État d’Israël résulte de la piraterie et du pillage.

Le Bureau des réfugiés de l’ONU estimait la valeur des vergers, forêts, propriétés mobilières et immobilières abandonnés par les Arabes sur le territoire sous juridiction israélienne à environ 118-120 milliards de livres sterling, en moyenne 130 livres (364 dollars) par réfugié. (p. 19)

La confiscation des propriétés palestiniennes était indispensable pour faire d’Israël un État viable. Entre 1948 et 1953, 370 villes juives et colonies furent établies. 350 le furent sur des propriétés « d’absents ». En 1954, environ 35 % des Juifs d’Israël vivaient sur des propriétés confisquées aux absents et environ 250 O00 nouveaux immigrants s’installèrent dans les zones urbaines dont les Palestiniens avaient été expulsés. Des villes entières avaient été vidées de leurs habitants palestiniens, comme Jaffa, Acre, Lydda, Ramle, Bissan et Majdal (Ashqelon).

Ce pillage atteignit 385 villes et villages entiers, et de larges parties de 94 autres villes et cités, représentant 25 % de la surface construite d’Israël. 10 000 entreprises et commerces de détail furent transmis aux colons juifs. De 1948 à 1953 - la période d’immigration la plus importante - l’importance économique pour Israël des propriétés arabes saisies fut décisive. La proportion de terre cultivable confisquée après l’expulsion des Palestiniens de leur pays par les massacres représentait deux fois et demi l’ensemble de la terre fournie aux sionistes à la fin du mandat. À peu près tous les vergers d’agrumes possédés par des Palestiniens furent saisis - ce qui représentait plus de 240 000 dunums (21 200 hectares). En 1951, 125 millions de cageots d’agrumes produits des vergers arabes confisqués étaient entre les mains des Israéliens - soit 10 % des profits en devises provenant des exportations du pays. En 1951, 95 % des bosquets d’oliviers israéliens provenaient des terres confisquées aux Palestiniens. La production d’olives des bosquets palestiniens ainsi volés occupait la troisième place des exportations par ordre d’importance - après les agrumes et les diamants. Un tiers de toute la production de pierres provenait de cinquante-deux carrières palestiniennes confisquées (voir Dan Peretz, *Israel and the Palestinian Arabs,* Middle East Institute, 1958,p. 142).

La mythologie sioniste inclut l’affirmation selon laquelle l’industrie sioniste, l’acharnement et le travail ont transformé une terre qui n’était auparavant qu’un désert dénudé, négligé par ses occupants arabes nomades primitifs, en un jardin - faisant fleurir le désert. En fait les vergers palestiniens, l’industrie, les marchandises accumulées, les industries, les maisons et possessions furent pillés après avoir été conquis par des massacres - le vaisseau de l’État était un vaisseau de pirates, son véritable drapeau, le drapeau noir à tête de mort.

## « Judaïser » la terre

En mai 1954, le Keren Kayemeth LeIsrael (Fonds perpétuel pour Israël, KKL) fut intégré à Israël et acquit toutes les caractéristiques du Fonds national juif (FNJ). Le Fonds national juif s’était procuré son premier terrain en 1905. Ses objectifs étaient définis comme l’acquisition de terres *« pour l’établissement de Juifs sur ces terres »* (Walter Lehn, « The Jewish National Fund As An Instrument of Discrimination »*,* cité dans *Zionism and Racism,* International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 1977, p. 80).

En novembre 1961, le FNJ et le gouvernement israélien signèrent une convention fondée sur la législation adoptée en juillet 1960. Une politique uniforme eut force de loi sur 92 % de la terre en Israël sous l’égide du KKL et du FNJ. Toute relation avec ces terres était gouvernée par la condition suivante inscrite dans tous les baux ayant trait à la propriété :

Le preneur doit être juif et doit s’engager à faire exécuter tous les travaux concernant la culture et l’entretien de la propriété uniquement par des travailleurs juifs. (« Bail du Fonds national juif », article 23, cité par Israel Shahak The Non-Jew in the Jewish State, 1975)

La conséquence en était que la terre ne pouvait être louée à un non-Juif, ni être sous-louée, vendue, hypothéquée, donnée ou léguée à un non-Juif. Les non-Juifs ne pouvaient être employés pour la culture ou pour tout travail relié à l’agriculture. Si ces conditions étaient violées, à la fois des amendes et la suppression du bail sans compensation s’ensuivaient.

Ce qui est particulièrement instructif, c’est que ces règlements ne sont pas imposés seulement par le FNJ, mais par l’État, par des lois. Elles s’appliquent au FNJ et à toutes les terres d’État.

## Inutile pour les non-Juifs de se présenter

En Israël, ces terres d’État sont placées dans la catégorie « terre nationale ». Cela signifie « juive », et non israélienne. L’embauche de non-Juifs est considérée comme illégale et punie pour infraction à la loi. Du fait du manque de fermiers juifs, et comme les Palestiniens recevaient un salaire inférieur à celui des travailleurs juifs, certains fermiers juifs (comme Ariel Sharon) employaient des Arabes. Cette pratique est illégale ! En 1974, le ministre de l’Agriculture dénonçait cette pratique comme « *un cancer* » (voir *Haaretz*, 13 décembre 1974).

Les arrangements par lesquels certaines terres sont sous-louées en métayage à des Arabes sont dénoncées. L’extension de cette pratique, étant donnés les superprofits dérivant du travail à bas prix des Palestiniens, a été étiquetée comme « une peste » par le ministre de l’Agriculture. Le département des concessions de l’Agence juive a averti que de telles pratiques violaient la loi, les règlements de l’Agence juive et de l’avenant entre l’État israélien et le FNJ. L’utilisation de non-Juifs a été punie par des amendes et une « *donation spéciale au Fonds spécial* » (*Maariv*, 3 juillet 1975).

Israël Shahak a décrit ce processus comme une « *dégoutante mixture de discrimination raciale et de corruption financière* ». Ce que tout cela révèle, cependant, c’est que l’État d’Israël utilise les mots usuels dans un sens uniquement raciste. Les « gens » signifient seulement les Juifs. Un « immigrant » ou un « colon » ne peut être qu’un juif. Une concession signifie une concession pour les Juifs seulement. La terre nationale signifie la terre juive - non la terre israélienne. Ainsi, les lois et les droits, les protections et le droit à l’emploi ou la propriété n’appartiennent qu’aux Juifs. La citoyenneté ou la nationalité « israélienne » s’appliquent strictement aux Juifs dans toutes les acceptions spécifiques à leur signification et leur domaine. La définition d’un juif étant entièrement fondée sur le dictat religieux orthodoxe, avoir « *des générations de descendance maternelle juive* » est la condition préalable pour bénéficier légalement du droit à la propriété, à l’emploi ou à une protection. Il n’existe pas d’exemple plus cristallin de lois et procédures racistes.

En utilisant ces mêmes critères, plus de 55 % de la terre et 70 % de l’eau en Cisjordanie (territoire occupé en 1967) ont été confisqués au bénéfice de 6 % de la population - les quelque 40 000 colons au regard des 800 O00 Palestiniens. À Gaza (territoire occupé en 1967), 2 200 colons se sont vu octroyer plus de 40 % de la terre tandis qu’un demi-million de Palestiniens sont confinés dans des camps surpeuplés et des bidonvilles. Ainsi, ces pratiques universellement condamnées dans les territoires occupés après 1967 ne sont que le prolongement du processus même par lequel l’État d’Israël lui-même a été établi.

L’utilisation de la force, la confiscation de la terre et l’exclusion des travailleurs non Juifs est au centre de la théorie et de la pratique sionistes. Theodor Herzl avait promulgué ce programme le 12 juin 1895 :

Nous ferons disparaitre comme par enchantement (…) la population sans le sou de l’autre côté de la frontière (…) tout en lui refusant tout emploi dans notre pays. (The Complete Diaries of Theodor Herzl, Herzl Press, 1960, p. 88)

## Les kibboutz racistes

Ironiquement, l’institution israélienne sur laquelle sont entretenues les plus grandes illusions est le kibboutz - un prétendu exemple de coopération socialiste.

L’organisation israélienne qui pratique le plus haut degré d’exclusion raciste est le kibboutz. La majorité des Israéliens sont conscients du caractère raciste du kibboutz qui s’est affirmé non seulement contre les Palestiniens, mais contre tout être humain non juif pendant très longtemps. (Israël Shahak, « A Message to the Human Rights Movement in America: The Other Apartheid ». Against the Current, janvier 1986)

Le kibboutzim existe essentiellement sur des terres palestiniennes confisquées. Les non-Juifs ne peuvent en être membres. Si des « travailleurs temporaires » chrétiens ont des relations avec des femmes juives, ils sont forcés de se convertir au judaïsme pour pouvoir être membres d’un kibboutz. Shahak raconte :

Les candidats chrétiens à l’intégration par leur conversion dans un kibboutz doivent promettre de cracher dorénavant lorsqu’ils passeront devant une église ou une croix. (Israël Shahak)

Aujourd’hui, environ 93 % de la terre qu’on appelle l’État d’Israël est administrée par le Fonds national juif avec les règles suivantes : pour avoir le droit de vivre sur une terre, de la louer ou d’y travailler, il vous faut prouver que -vous avez au moins trois générations de descendance maternelle juive. Si dans un autre État, pour pouvoir vivre sur une terre, la louer, en être bailleur, y récolter, ou y travailler de quelque façon que ce soit, vous deviez prouver que vous avez une descendance maternelle ethnique ou religieuse depuis au moins trois générations, qui douterait du caractère raciste d’une telle législation ?

# Le sionisme et les Juifs

Si la colonisation de la Palestine a été caractérisée par une série de déprédations, il nous faut prendre le temps d’examiner l’attitude du mouvement sioniste non seulement envers ses victimes palestiniennes (sur laquelle nous reviendrons), mais envers les Juifs eux-mêmes.

Herzl lui-même écrivait sur les Juifs de la façon suivante :

J’ai réussi à atteindre une attitude plus libre envers l’antisémitisme, que je commence maintenant à comprendre historiquement et à pardonner. Par-dessus tout, je suis conscient de la vanité et la futilité de vouloir « combattre » l’antisémitismes. (The Diaries of Theodor Herzl, cité par Lenni Brenner Zionism in the Age of the Dictators, Croom Helm, 1983, p. 1)

L’organisation de jeunesse des sionistes, Hashomer Hatzair (Jeune Garde), avait publié ceci en 1917 :

Un juif est la caricature d’un être humain naturel, normal, tant physiquement que spirituellement. Comme individu dans une société il se révolte et rejette le harnais des obligations sociales, ne reconnait ni ordre ni discipline. (dans Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, p. 22)

Dans la même veine, Jabotinsky écrivait :

Le peuple juif est un très mauvais peuple ; ses voisins le haïssent et à juste titre... La seule chose qui puisse le sauver est une immigration générale vers la terre d’Israël. (Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed Books, 1984)

Les fondateurs du sionisme désespéraient de combattre l’antisémitisme, et paradoxalement, considéraient les antisémites eux-mêmes comme des alliés, parce qu’ils partageaient avec eux le même désir de faire quitter aux Juifs les pays où ils vivaient. Peu à peu, ils assimilèrent les valeurs de la haine des Juifs et de l’antisémitisme, au fur et à mesure que le mouvement sioniste en venait à considérer les antisémites eux-mêmes comme leurs « sponsors » et protecteurs les plus dignes de confiance.

Théodore Herzl alla voir le comte Viatcheslav Konstantinovitch von Plehve lui-même - organisateur des pires pogroms qu’ait commis la Russie, les pogroms de Kishinev (Moldavie)- avec la proposition suivante :

Aidez-moi à atteindre cette terre (la Palestine) plus rapidement et la révolte (contre la férule tsariste) cessera. (The Diaries of Theodor Herzl, p. 14)

Plevhe donna son accord, et entreprit de financer le mouvement sioniste. Il devait se plaindre plus tard auprès de Herzl :

Les Juifs ont rejoint les partis révolutionnaires. Nous avions de la sympathie pour votre mouvement sioniste à partir du moment où il travaillait pour l’émigration. Vous n ‘avez pas besoin de justifier votre mouvement à mes yeux. Vous prêchez un converti. (The Diaries of Theodor Herzl)

Herzl et Weissmann offrirent d’aider à garantir les intérêts tsaristes en Palestine et à débarrasser l’Europe de l’Est et la Russie de ses « *Juifs anarcho-bolcheviks nocifs et subversifs* ». Comme nous l’avons déjà noté, le même appel avait été lancé par les sionistes à l’adresse du sultan de Turquie, du Kaiser allemand, de l’impérialisme français et de l’Empire britannique.

## Sionisme et fascisme

L’histoire du sionisme - en grande partie dissimulée - est sordide. Mussolini fournit aux escadrons du mouvement de jeunesse des sionistes révisionnistes, le Betar, des chemises noires pour rivaliser avec ses propres bandes fascistes. Lorsque Menahem Begin devint le dirigeant du Betar, il préféra les chemises brunes des bandes de Hitler, un uniforme que Begin et les membres du Betar portaient dans tous leurs meetings et rassemblements - au cours desquels ils s’accueillaient, ouvraient et clôturaient leurs réunions par le salut fasciste.

Simon Petlioura était un fasciste ukrainien qui dirigea personnellement 897 pogroms particuliers qui aboutirent à la mort de 28 000 Juifs. Jabotinsky négocia une alliance avec Petlioura, proposant qu’une force de police juive accompagne les forces de Petlioura dans le combat contrerévolutionnaire contre l’Armée rouge et la révolution bolchévique - ce qui signifiait assassiner les paysans, les ouvriers et les intellectuels partisans de la révolution.

## Collaboration avec les nazis

Cette stratégie d’enrôlement des ennemis virulents des Juifs en Europe, et d’alignement sur les mouvements et régimes les plus pervers pour patronner financièrement et militairement une colonie sioniste en Palestine, n’excluait pas les nazis.

La Fédération sioniste d’Allemagne envoya un mémorandum de soutien au Parti nazi le 21 juin 1933. La Fédération y notait :

Une renaissance de la vie nationale telle que celle qui se produit dans la vie de l’Allemagne..., doit également se produire dans le groupe national juif. A partir de la fondation du nouvel État (nazi) qui a établi le principe de la race, nous souhaitons insérer notre communauté dans l’ensemble de cette structure de façon à ce que pour nous aussi, dans la sphère qui nous est assignée, une activité fructueuse pour la mère patrie soit possible... (dans Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, Croom Helm, 1983, p. 48)

Loin de dénoncer cette politique, le congrès de l’Organisation sioniste mondiale en 1933 repoussa une résolution appelant à l’action contre Hitler, par un vote de 240 contre 43.

Au moment même où se tenait ce congrès, Hitler annonçait la conclusion d’un accord commercial avec la Banque anglo-palestinienne de l’Organisation sioniste mondiale, qui rompait ainsi le boycott du régime nazi par les Juifs à une époque où l’économie allemande était extrêmement vulnérable. On était en plein cœur de la grande dépression et les gens poussaient des brouettes de deutschemarks sans valeur. L’Organisation sioniste mondiale rompit le boycott juif et devint l’un des principaux distributeurs des marchandises nazies dans tout le Proche-Orient et en Europe du Nord. Ils établirent le Haavara, qui était une banque en Palestine ayant pour but de recevoir l’argent de la bourgeoisie juive allemande, avec lequel les marchandises nazies étaient achetées en quantité substantielle.

## L’accolade aux nazis

Par voie de conséquence, les sionistes firent venir en Palestine le baron Léopold von Mildenstein du Service de sécurité SS pour une visite de six mois de soutien au sionisme. Cette visite aboutit à un rapport en douze chapitres de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande de Hitler, dans *Der Angriff* (*L’Assaut*) en 1934, rapport louangeur pour le sionisme. Goebbels commanda un médaillon frappé d’un côté avec la svastika et de l’autre avec l’étoile de David sioniste. En mai 1935, Reinhardt Heydrich, chef du Service de Sécurité SS, écrivit un article dans lequel il séparait les Juifs en « *deux catégories* ». Les Juifs qu’il aimait étaient les sionistes :

Nos bons vœux et notre bonne volonté leurs sont acquis. (dans dans Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, Cromm Helm,1983, p. 85)

En 1937, la milice ouvrière « socialiste » sioniste Haganah (fondée par Jabotinsky) envoya un agent (Feivel Polkes) à Berlin, offrant d’espionner au compte du Service de sécurité SS en échange du déblocage de fonds juifs pour la colonisation sioniste. Adolf Eichmann fut invité en Palestine par la Haganah travailliste.

Les cercles nationalistes juifs sont très satisfaits de la politique radicale de l’Allemagne, car la population juive en Palestine sera de ce fait tellement accrue que dans un futur proche les Juifs pourraient compter sur une supériorité numérique face aux Arabes. (Feivel Polkes à Eichmann, p. 99)

La liste des actes de collaboration des sionistes avec les nazis est longue. Qu’est-ce qui peut expliquer cette volonté incroyable des dirigeants sionistes de trahir les Juifs d’Europe ? Tout le raisonnement avancé par ses défenseurs pour justifier l’État d’Israël était qu’il a été conçu comme un refuge pour les Juifs persécutés.

Les sionistes, en fait, considéraient tout effort pour sauver les Juifs d’Europe non comme l’accomplissement de leur objectif politique mais comme une menace pour leur mouvement tout entier. Si les Juifs d’Europe étaient sauvés, ils voudraient aller ailleurs et l’opération de secours n’aurait rien à voir avec le projet sioniste de conquête de la Palestine.

## Sacrifier les Juifs européens

Le corolaire de ces actes de collaboration avec les nazis au cours des années 30 c’est le fait que lorsqu’on envisagea une modification des lois sur l’immigration aux États-Unis et en Europe occidentale pour fournir un refuge symbolique aux Juifs persécutés d’Europe, ce furent les sionistes qui organisèrent activement l’arrêt de ces efforts. Ben Gourion s’adressant à un rassemblement de sionistes travaillistes en Grande-Bretagne en 1938 déclarait :

Si je savais possible de sauver tous les enfants actuellement en Allemagne en les faisant venir en Angleterre et seulement la moitié d’entre eux en les transportant en Eretz Israël, eh bien j’opterais pour la seconde solution. (dans Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, Cromm Helm,1983, p. 149)

Cette obsession de la colonisation de la Palestine et de l’écrasement des Arabes conduisit le mouvement sioniste à s’opposer à toute tentative de sauver les Juifs face à l’extermination, parce que les possibilités de détourner vers la Palestine une main-d’œuvre sélectionnée en auraient été entravées. De 1933 à 1935, l’Organisation sioniste mondiale refusa les deux tiers des Juifs allemands qui sollicitèrent un certificat d’immigration. Berl Katznelson, éditeur du journal sioniste travailliste *Davar*, décrit ce « cruel critère du sionisme » :

Les Juifs allemands étaient trop vieux pour avoir des enfants en Palestine, n’avaient pas les métiers nécessaires pour construire une colonie sioniste, ne parlaient pas hébreu et n’étaient pas sionistes. A la place de ces Juifs confrontés à l’extermination, l’OSM fit venir en Palestine 6 000 jeunes sionistes entrainés en provenance des Etats-Unis, d’Angleterre ou autres pays sans danger. Pire, l’OSM non seulement ne chercha aucune alternative pour les Juifs confrontés à l’holocauste, mais encore les dirigeants sionistes s’opposèrent-ils de façon belliqueuse à tous les efforts pour fournir un refuge aux Juifs en fuite. (dans Lenni Brenner, p. 87)

En 1943 encore, alors que les Juifs d’Europe étaient exterminés par millions, le Congrès US proposait de constituer une commission pour « étudier » le problème. Le rabbin Stephen Wise, qui était le principal porte-parole américain du sionisme, vint à Washington pour déposer contre cette loi de sauvetage des Juifs parce qu’elle détournerait l’attention de la colonisation de la Palestine. C’est le même Wise qui en 1938, en tant que dirigeant du Congrès juif américain, avait écrit une lettre dans laquelle il s’opposait à toute modification des lois sur l’immigration américaine visant à permettre aux Juifs de trouver un asile.

Cela vous intéressera peut-être de savoir qu’il y a quelques semaines les représentants de toutes les principales organisations juives se sont réunies en conférence... Il a été décidé qu’aucune organisation juive ne soutiendrait, pour l’instant, une loi qui modifierait d’une quelconque façon les lois sur l’immigration. (cité par Lenni Brenner, p. 146)

## Contre le droit d’asile

La direction sioniste prit une position sans équivoque dans sa réponse à une motion de 227 membres du Parlement britannique demandant au gouvernement de fournir un asile sur les territoires britanniques aux Juifs persécutés. Cette maigre entreprise était préparée de la façon suivante :

Le gouvernement de Sa Majesté a fourni plusieurs centaines de permis d’immigration pour l’Ile Maurice et autres destinations en faveur des familles juives menacées. (Solomon Schonfeld, cité par. Fans Yahya, Zionist Relations with Nazi Germany, Palestine Research Center, 1978, p. 53)

Mais même cette mesure symbolique rencontra l’opposition des dirigeants sionistes. Lors d’une rencontre parlementaire le 27 janvier 1943, alors que les démarches étaient suivies par plus d’une centaine de parlementaires, un porte-parole des sionistes annonça leur opposition à cette motion parce qu’elle ne comportait aucune mesure préparatoire à la colonisation de la Palestine. C’était là une position logique. Chaïm Weizmann, premier président d’Israël, dirigeant sioniste qui organisa la déclaration Balfour, rendit cette politique sioniste très explicite :

Les espoirs des six millions de Juifs européens sont concentrés sur l’immigration. On m’a demandé : « Pouvez-vous faire venir six millions de Juifs en Palestine ? » J’ai répondu : « Non » ... Des profondeurs de la tragédie je veux sauver ... les jeunes gens (pour la Palestine). Les vieux disparaitront. Ils feront face ou non à leur destin. Ils ne sont que poussière, une poussière économique et morale dans un monde cruel... Seule la branche des jeunes survivra. Il faut qu’ils l’acceptent. (Chaïm Weizmann rapportant au Congrès sioniste de 1937, cité par Fans Yahya, Zionist Relations with Nazi Germany, p. 55)

Yitzhak Gruenbaum, président du comité mis en place par les sionistes, théoriquement pour enquêter sur la situation des Juifs européens, déclarait en 1943 :

Lorsqu’on vient nous voir avec deux plans - sauver la masse des Juifs d’Europe ou la rédemption de notre terre - je vote sans hésiter pour la rédemption de la terre. Plus on parlera sur le massacre de notre peuple, plus l’on minimisera nos efforts pour renforcer et promouvoir l’hébraïsation de notre terre. S’il y avait aujourd’hui la possibilité d’acheter des paquets de nourriture avec l’argent du Karen Hayessod (Appel juif uni) pour l’envoyer par le biais de Lisbonne, le ferions-nous ? Non, encore une fois, non ! (p. 56)

## La trahison de la résistance

En juillet 1944, le dirigeant juif slovaque Michael Ber Weissmandl, dans une lettre aux responsables sionistes chargés de ces « organisations de secours », proposa une série de mesures pour sauver les Juifs promis à la liquidation à Auschwitz. Il fournit des cartes exactes des trains et réclama d’urgence le bombardement des voies sur lesquelles les Juifs hongrois étaient transportés vers les fours crématoires. Il appelait au bombardement des fours crématoires d’Auschwitz, au parachutage de munitions aux 80 000 prisonniers, au parachutage de saboteurs pour faire sauter tous les moyens d’annihilation et ainsi mettre fin à l’extermination de 13 000 Juifs par jour. Si les alliés refusaient de répondre à cet appel organisé et public des « organisations de secours », Weissmandl proposait que les sionistes, qui avaient des fonds et une organisation, se procurent des avions, recrutent des volontaires juifs et réalisent ce sabotage. (cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany,* p. 53)

Weissmandl n’était pas seul. Tout au long de la fin des années trente et au cours des années quarante, des porte-parole juifs en Europe crièrent à l’aide, réclamant des campagnes publiques, une résistance organisée, des manifestations pour forcer la main des gouvernements alliés - pour rencontrer uniquement non seulement le silence des sionistes, mais le sabotage actif par les sionistes des maigres efforts proposés ou préparés en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Voici le cri du cœur du rabbin Weissmandl. Écrivant aux sionistes en juillet 1944, il dit :

Pourquoi n’avez-vous rien fait jusqu’à présent ? Qui est coupable de cette négligence effroyable ? N’êtes-vous pas coupables, vous nos frères juifs, vous qui avez la plus grande richesse du monde : la liberté ? Nous vous envoyons ce message spécial pour vous informer qu’hier les Allemands ont commencé la déportation des Juifs de Hongrie... Les déportés vont à Auschwitz pour être gazés au cyanure. Voici le programme d’Auschwitz d’aujourd’hui jusqu’à la fin : 12 000 Juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards, nourrissons, malades ou en bonne santé -, doivent être gazés chaque jour.

Et vous, nos frères de Palestine, de tous les pays de liberté, et vous ministres de tous les royaumes, comment pouvez-vous rester silencieux face à cet immense meurtre ? Silencieux, pendant que par milliers et par milliers, jusqu’à six millions de Juifs ont été assassinés à ce jour ? Et silencieux encore maintenant, alors que des dizaines de milliers continuent à être assassinés et à attendre d’être assassinés ? Leurs cœurs détruits vous crient à l’aide en pleurant sur votre cruauté. Vous êtes des brutes et vous êtes des assassins vous aussi, par ce silence plein de sang-froid avec lequel vous restez spectateurs, à rester les bras croisés et ne rien faire, alors que vous pourriez arrêter ou retarder le meurtre des Juifs en ce moment même. Vous, nos frères, fils d’Israël, êtes-vous devenus fous ? Ne connaissez-vous pas l’enfer qui nous entoure ? Pour qui épargnez-vous votre argent ? Assassins ! Insensés ! Qui fait œuvre de charité : vous qui de l’abri sûr de vos maisons lancez quelques sous, ou nous qui versons notre sang dans les profondeurs de l’enfer ? (cité par Fans Yahya, Zionist Relations with Nazi Germany, p. 59-60)

Aucun dirigeant sioniste n’appuya sa requête, pas plus que les régimes capitalistes occidentaux ne bombardèrent un seul camp de concentration.

## Un pacte contre les Juifs hongrois

Le point culminant de la trahison des sionistes fut le sacrifice des Juifs hongrois par une série d’accords entre le mouvement sioniste et l’Allemagne nazie qui furent rendus publics pour la première fois en 1953. Rudolf Kastner du Comité de sauvetage de l’Agence juive à Budapest signa un pacte secret avec Adolf Eichmann pour « *régler la question juive* » en Hongrie. Cela se passait en 1944. Le pacte scellait le destin de 800 000 Juifs. Il se révéla par la suite que Kastner agissait sous les ordres des dirigeants sionistes à l’étranger lorsqu’il passa cet accord avec Eichmann. L’accord prévoyait que soient sauvées 600 personnalités juives à condition que le silence soit fait sur le sort des Juifs hongrois.

Lorsqu’un survivant, Malchiel Greenwald, dénonça ce pacte et dénonça Kastner comme un collaborateur nazi dont « *les actes à Budapest avaient couté la vie à des centaines de milliers de Juifs* » (p. 58), Greenwald fut poursuivi en justice par le gouvernement israélien, dont les dirigeants avaient rédigé les termes du pacte Kastner. Le 22 juin 1955, la cour du district de Jérusalem aboutit à la conclusion suivante :

Le sacrifice d’une majorité de Juifs, pour sauver les plus éminents, était l’élément de base de l’accord entre Kastner et les nazis. Cet accord fixé, la division de la nation entre deux camps inégaux, une petite fraction de personnes éminentes, que les nazis promirent à Kastner de sauver d’une part, et la grande majorité des Juifs hongrois que les nazis avaient condamnés à mort de l’autre. (cité par Fans Yahya, Zionist Relations with Nazi Germany, p. 58)

La cour déclara que la condition impérative de ce pacte était que ni Kastner ni les dirigeants sionistes n’interfèrent dans l’action des nazis contre les Juifs. Ces dirigeants entreprirent non seulement d’éviter les interférences, mais tombèrent d’accord pour ne pas, selon les termes de la cour israélienne, « *les gêner dans leur œuvre d’extermination* ».

La collaboration entre le Comité de sauvetage de l’Agence juive et les exterminateurs des Juifs fut consolidée à Budapest et à Vienne. Les tâches de Kastner faisaient partie des bagages des SS. En plus du Service d’extermination et du Service du pillage, les SS nazis ouvrirent un Service de sauvetage dirigé par Kastner. (cité par Fans Yahya, Zionist Relations with Nazi Germany, p. 59)

## Sauver les nazis, pas les Juifs

Il n’est pas surprenant qu’il ait été révélé que Kastner intervint pour sauver le général SS Kurt Becher qui devait être jugé pour crimes de guerre. Becher avait été l’un des principaux négociateurs du pacte avec les sionistes en 1944. Il fut également major SS en Pologne, membre de l’escadron de la mort « *qui travaillait 24 heures sur 24 à tuer les Juifs* ». « *Becher s’était distingué comme boucher des Juifs en Pologne et en Russie* ». (Ben Hecht, *Perfidy*, Messner, 1961, p. 58-59) Il fut nommé commissaire de tous les camps de concentration nazis par Heinrich Himmler. Où est-il à présent ? Il est président de plusieurs sociétés et dirige la vente du blé à Israël. Sa société, la Cologne-Handel Gesellschaft, fait aujourd’hui des affaires avec le gouvernement israélien.

## Un pacte militaire avec le nazisme

Le 11 janvier 1941, Yitzhak Shamir (futur premier ministre d’Israël) proposa un pacte militaire en bonne et due forme entre l’Organisation nationale militaire (ONM), c’est-à-dire l’Irgoun sioniste, et le Troisième Reich nazi. Cette proposition est maintenant connue sous le nom de *Texte d’Ankara*, ayant été découverte après la guerre dans les archives de l’ambassade allemande en Turquie. Ce texte établit ce qui suit :

L’évacuation des masses juives d’Europe est une condition préalable à la solution de la question juive, mais cela ne peut être rendu possible et accompli totalement que par l’établissement de ces masses dans le pays des Juifs, la Palestine, et par l’établissement d’un État juif au sein de ses frontières historiques... L’ONM, qui est parfaitement au courant des bonnes dispositions du gouvernement du Reich Allemand et de ses dirigeants envers l’activité sioniste au sein de l’Allemagne et envers les plans d’émigration sionistes, considère que : 1. Des intérêts communs pourraient exister entre l’établissement d’un ordre nouveau en Europe en accord avec la conception allemande, et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles qu’elles sont incarnées par l’ONM. 2. La coopération entre l’Allemagne nouvelle et le renouveau de l’Hébraïsme national pourrait être possible. 3. L’établissement d’un État juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par traité au Reich allemand, serait dans l’intérêt du maintien et du renforcement d’une position de force allemande future au Proche-Orient. Partant de ces considérations, l’ONM de Palestine, sous la condition que les aspirations nationales de liberté d’Israël mentionnées ci-dessus soient reconnues par le Reich allemand, s’offre à participer activement à la guerre aux côtés des Allemands. (dans David YIsraeli The Palestine Problem in German Politics, Bar Ilan University, 1974, p. 315-317)

## La perfidie sioniste

La perfidie des sionistes - la trahison des victimes de l’holocauste - a été le point culminant de leur tentative d’identifier les intérêts des Juifs à ceux de l’ordre établi. Aujourd’hui, les sionistes associent leur État au bras armé de l’impérialisme US - des Escadrons de la mort en Amérique latine aux opérations clandestines de la CIA sur les quatre continents. Il ne faut toutefois pas négliger la perfidie Islamiste dans tout cela, comme nous l’avons démontré dans un chapitre précédent.

Cette histoire sordide plonge ses racines dans la démoralisation des fondateurs du sionisme qui ont rejeté la possibilité de surmonter l’antisémitisme par le biais de la lutte populaire et de la révolution sociale. Moses Hess, Théodore Herzl et Chaïm Weizmann ont choisi d’être du mauvais côté de la barricade - celui du pouvoir étatique, de la domination de classe et des règles de l’exploitation. Ils ont voulu établir une prétendue séparation entre l’émancipation de la persécution et la nécessité du changement social. Ils étaient parfaitement conscients de ce que la culture de l’antisémitisme et la persécution des Juifs étaient l’œuvre de cette même classe dominante dont ils courtisaient les faveurs. En cherchant la caution des antisémites eux-mêmes, ils révélaient plusieurs motivations : l’adoration du pouvoir auquel ils associaient la force, le désir d’en finir avec la faiblesse et la vulnérabilité « juives », de cesser d’être des exclus perpétuels.

Il n’y avait qu’un pas à faire de cette « sensibilité » à l’assimilation des valeurs et des idées des antisémites eux-mêmes. Les Juifs, écrivaient les sionistes, étaient effectivement un peuple indiscipliné, subversif, dissident, qui méritait le mépris qu’on lui vouait. Les sionistes en appelaient sans honte à la haine raciste des Juifs. Adulant la puissance, ils s’appuyaient sur les aspirations antisémites des Von Plehve et des Himmler à se débarrasser d’un peuple victime radicalisé depuis longtemps par les persécutions, un peuple qui remplissait les rangs des mouvements révolutionnaires et dont les souffrances conduisaient les meilleurs esprits à une réflexion intellectuelle à l’encontre des valeurs établies.

Le sale petit secret de l’histoire sioniste est que le sionisme était menacé par les Juifs eux-mêmes. Défendre les Juifs contre la persécution signifiait organiser la résistance aux régimes qui les menaçaient. Mais ces régimes incarnaient l’ordre impérialiste qui représentait la seule force favorable ou capable d’imposer une colonisation au peuple palestinien. En conséquence, les sionistes avaient besoin de la persécution des Juifs pour convaincre les Juifs de devenir des colonisateurs dans un pays lointain, et ils avaient besoin des persécuteurs pour patronner leur entreprise. Mais les Juifs européens n’avaient jamais manifesté aucun intérêt dans la colonisation de la Palestine. Le sionisme était resté un mouvement marginal chez les Juifs, qui aspiraient à vivre dans le pays où ils étaient nés sans souffrir de discrimination ou à échapper à la persécution en émigrant vers des démocraties bourgeoises perçues comme plus tolérantes.

Ainsi le sionisme n’a jamais pu répondre aux besoins ou aux aspirations des Juifs. L’instant de vérité est arrivé lorsque la persécution fit place à l’extermination physique. Face à ce test unique et ultime de leur relation véritable avec la survie de Juifs, les sionistes non seulement se montrèrent incapables de diriger la résistance ou de défendre les Juifs, mais ils sabotèrent activement les efforts des Juifs pour boycotter l’économie nazie. Ils cherchèrent, même à ce stade, le parrainage des auteurs du génocide eux-mêmes, non seulement parce que le Troisième Reich semblait assez puissant pour imposer une colonie sioniste, mais parce que les pratiques nazies correspondaient aux convictions sionistes. Il y avait un terrain d’entente commun aux nazis et aux sionistes, qui ne s’exprimait pas seulement dans la proposition de l’Irgoun de Shamir de constituer un État en Palestine sur une « *base nationale totalitaire* ». Vladimir Jabotinsky, dans son dernier ouvrage, expliquait ses plans pour le peuple Palestinien :

Puisque nous avons cette grande autorité morale nécessaire pour envisager calmement l’exode des Arabes, nous n’avons pas besoin de considérer le départ possible de 900 000 personnes avec désarroi. Herr Hitler a récemment développé la popularité des transferts de population. (Le Front de Guerre juif, 1940, dans Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed, 1984, p. 107)

Cette déclaration remarquable de Jabotinsky est un concentré de la pensée sioniste et de sa banqueroute morale. Le massacre des Juifs donnait au sionisme « *une grande autorité morale* ». Pour quoi faire ? « *Pour calmement envisager l’exode des Arabes* ». La leçon de la destruction nazie des Juifs était qu’il était permis maintenant aux sionistes d’infliger le même sort au peuple palestinien tout entier.

Sept ans plus tard, les sionistes rivalisèrent avec les nazis, dont ils avaient recherché et parfois obtenu le soutien, et ils couvrirent la Palestine ensanglantée de multiples Lidice (un village tchèque qui a été entièrement rasé par les SS. Il est devenu le symbole de la brutalité nazie et a été distingué comme crime de guerre lors des procès de Nuremberg), chassant 800 000 personnes vers l’exil.

Les sionistes rencontrèrent les nazis dans le même esprit que pour von Plehve, agissant sur la base de la notion perverse que la haine des Juifs était quelque chose d’utile. Leur objectif n’était pas de sauver les Juifs, mais d’enrôler par la force une minorité élue - le reste étant livré à son destin d’agonie. Le sionisme recherchait des individus pour coloniser la Palestine et préférait des cadavres juifs par millions à tout sauvetage qui aurait pu amener les Juifs à s’installer ailleurs. Loin d’être touchés par la compassion, les sionistes se firent les hérauts de la persécution d’autrui, dans le même temps trahissant d’abord les Juifs pour ensuite les avilir. Ils ont sélectionné leur propre peuple victime pour lui imposer leurs desseins de conquête. Ils ont aligné les Juifs survivants sur un nouveau génocide contre le peuple palestinien, se drapant, avec un cynisme horrible, dans le linceul collectif de l’holocauste.

# Le mythe de la sécurité

La « sécurité » a été le slogan utilisé pour masquer les massacres généralisés des populations civiles dans toute la Palestine et le Liban, les confiscations des terres palestiniennes et arabes, l’expansion dans les territoires environnants et l’établissement de nouvelles concessions, la déportation et la torture systématique des prisonniers politiques. La publication du journal intime de Moshe Sharett (*Yomanishi*, Maariv, 1978) a démoli le mythe de la sécurité comme force motrice de la politique israélienne. Moshe Sharett est un ancien premier ministre [travailliste] (1954-55), directeur du service politique de l’Agence juive et ministre des affaires étrangères (1948-56). Les carnets de Sharett révèlent de façon explicite que les dirigeants politiques et militaires d’Israël n’ont jamais cru à un danger arabe menaçant Israël. Ils ont cherché à manœuvrer pour forcer les États arabes à des confrontations militaires que les dirigeants sionistes étaient certains de gagner, permettant ainsi à Israël de réaliser ses objectifs de déstabilisation des régimes arabes et les occupations de nouveaux territoires prévues. Sharett a défini ainsi l’axe ordonnant les provocations militaires israéliennes :

Aboutir à la liquidation de toutes (…) les prétentions palestiniennes sur la Palestine au travers de la dispersion des réfugiés palestiniens dans des coins éloignés du monde. (cité par Livia Rokach, Israel’s Sacred Terrorism, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p. 5)

Les carnets de Sharett fournissent un document sur un programme de longue date des dirigeants israéliens, tant travaillistes que du Likoud :

Démembrer le monde arabe, défaire le mouvement national arabe et créer des régimes fantoches sous domination régionale israélienne. (p. 5)

Sharett cite des rencontres ministérielles, des documents officiels et des mémorandums politiques qui ont préparé les guerres :

Pour modifier radicalement l’équilibre du pouvoir dans la région, et transformer Israël en puissance dominante au Proche-Orient. (p. 4)

Sharett révèle que les dirigeants israéliens, loin de « réagir » à la nationalisation par Nasser du canal de Suez lors de la guerre d’octobre 1956, avaient préparé cette guerre et l’avaient programmée sur leur agenda depuis l’automne 1953, un an avant l’arrivée de Nasser au pouvoir. Sharett raconte comment le cabinet israélien était tombé d’accord sur le fait que les conditions internationales seraient mures dans trois ans. Le but avoué était « *l’absorption de la bande de Gaza et du Sinaï*».

Un plan de conquête avait été décidé au niveau le plus élevé de la hiérarchie politique et militaire. L’occupation de Gaza et de la Cisjordanie avait été préparée au début des années 50. En 1954, Ben Gourion et Moshe Dayan développèrent un plan détaillé pour provoquer des conflits intérieurs au Liban afin de le diviser. Cela se passait seize ans avant qu’une présence politique palestinienne organisée n’apparaisse au Liban comme conséquence des expulsions de Jordanie en 1970, lorsque le roi Hussein massacra les Palestiniens au cours de ce qu’on a appelé depuis lors le « Septembre noir ». Sharett décrit « *l’usage de la terreur et de l’agression pour monter des provocations* » dans le but de faciliter la conquête.

J’ai médité longuement sur la longue chaine d’incidents et d’actes hostiles que nous avons inventés et sur les nombreux affrontements que nous avons provoqués et qui ont coûté tant de sang versé, et aux violations de la loi par nos hommes - tout cela ayant abouti à un désastre grave et déterminé toute la suite des évènements. (p. 6)

Sharett se souvient des propos tenus le 11 octobre 1953 par le président israélien.

Yitzhak Ben-Zvi prit la parole pour évoquer comme d’habitude la question de (nos) chances d ‘occuper le Sinaï et dire combien ce serait merveilleux si les Égyptiens débutaient une offensive qui nous permettrait de poursuivre en envahissant le désert. (p. 14)

Le 26 octobre 1953, Sharett écrit :

1. L’armée considère la frontière actuelle avec le Jourdain comme totalement inacceptable. 2. L’armée prépare la guerre pour occuper le reste d’Eretz Israël. (p. 18)

Le 31 janvier 1954, le général Dayan développa ses plans de guerre.

Nous devrions réaliser une avancée militaire en Syrie et provoquer une série de faits accomplis. L’intéressante conclusion de tout ceci est en rapport avec l’orientation de la pensée du chef des armées. (p. 19)

## Absorber le Liban

En mai 1954, Ben Gourion et Dayan formulèrent un plan militaire pour l’absorption du Liban.

Selon Dayan, la seule chose nécessaire c’est de trouver un officier, même un simple major. Nous devrions... l’acheter... pour qu’il soit d’accord pour s’autoproclamer sauveur de la population maronite. L’armée israélienne entrera alors au Liban, occupera les territoires nécessaires et créera un régime chrétien qui s’alliera avec Israël. Le territoire au sud du Litani sera totalement annexé à Israël et tout sera parfait. Si nous suivions l’avis du chef d’état-major nous ferions cela demain, sans attendre le signal (sic) de Bagdad. (Livia Rokach, Israel’s Sacred Terrorism, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p. 29)

Mais douze jours plus tard, Dayan avait accéléré le mouvement vers l’invasion planifiée, l’occupation et le démembrement du Liban :

Le chef d’état-major soutient le plan pour soudoyer un officier libanais qui sera d’accord pour servir de fantoche de façon à ce que l’armée israélienne puisse apparaitre comme répondant à son appel « pour la libération du Liban de ses oppresseurs musulmans ». (p. 29)

Le scénario entier de la guerre de 1982 au Liban était donc en place depuis vingt-huit ans, bien avant que l’OLP n’existe. Sharett, qui s’opposa à cette action à l’origine, raconte comment l’invasion du Liban fut remise à plus tard.

## Le feu vert de la CIA

La CIA donna le « feu vert » à Israël pour attaquer l’Égypte. Les énergies des responsables israéliens de la sécurité furent dorénavant complètement absorbées par la préparation de la guerre qui devait avoir lieu un an après exactement. (Livia Rokach, Israel’s Sacred Terrorism, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p. 30)

Sharett situe clairement la relation véritable entre Israël et le mouvement national arabe dans le contexte d’un service rendu à la domination globale des Etats-Unis, dont l’expansion sioniste est une composante essentielle :

Nous avons carte blanche et Dieu est avec nous si nous agissons avec audace... À présent, les Etats-Unis sont intéressés au renversement du régime de Nasser… mais ils n’osent pas pour le moment utiliser les mêmes méthodes que celles qu’ils ont prises pour renverser le gouvernement de gauche de Jacobo Arbenz Guzman au Guatemala (1954) ou celui de Mohammad Mossadegh en Iran (1953)... Ils préfèrent que le travail soit fait par Israël. Isser [Isser Harel, fondateur du Mossad] propose très sérieusement et de façon pressante (…) que nous mettions en œuvre notre plan d’occupation de la Bande de Gaza maintenant... La situation a changé et il y a d’autres raisons qui indiquent qu’il est temps d’agir. D’abord la découverte de pétrole près de la bande de Gaza... Sa défense exige que nous contrôlions la bande. Ne serait-ce que pour cette raison déjà, cela vaut le coup de s’attaquer à l’ennuyeuse question des réfugiés. (p. 55)

Moshe Sharett anticipait déjà une autre vague de massacres, qui a effectivement eu lieu. Le 17 février 1955, il écrit :

Nous poussons des clameurs sur notre isolement et les dangers que court notre sécurité, et nous lançons des agressions et démontrons que nous sommes assoiffés de sang et cherchons à organiser des massacres en masse. (p. 45)

Ben Gourion et Dayan proposèrent qu’Israël crée un prétexte pour s’emparer de la bande de Gaza. Les évaluations de Sharett lui-même le 27 mars 1955 étaient prophétiques :

Supposons qu’il y ait 200 000 Arabes dans la bande de Gaza. Supposons que la moitié d’entre eux s’enfuient ou soient poussés à s’enfuir vers les collines d’Hébron. De toute évidence, ils s’enfuiront sans rien emmener, et peu après s’être installés dans un environnement stable ils se retrouveront à nouveau séditieux et sans domicile. Il est facile d’imaginer leur indignation, leur haine et leur amertume... Et nous aurons 100 000 d’entre eux sur la bande, et il est facile d’imaginer quels sont les moyens auxquels nous aurons recours pour les réprimer et le genre de gros titres dont nous serons gratifiés par la presse internationale. Au premier round ce sera : Israël agresse et envahit la bande de Gaza. Au second : Israël provoque à nouveau la fuite de masses de réfugiés arabes terrifiés. Leur haine sera ranimée par les atrocités que nous leur ferons subir durant l’occupation. (p. 50)

Un an après, les troupes de Dayan occupaient la bande de Gaza, le Sinaï, les détroits de Tiran et se déployaient le long du canal de Suez.

## De Herzl à Dayan

Les plans exposés par Moshe Sharett n’ont pas été inventés par David Ben Gourion et Moshe Dayan. En 1904, Theodor Herzl décrivait le territoire réclamé par le mouvement sioniste comme incluant les terres « *du Brook en Égypte à l’Euphrate* » (Herzl, *Diaries*, t. 2, 1904, p. 711).

Ce territoire comprenait tout le Liban et la Jordanie, les deux tiers de la Syrie, la moitié de l’Irak, une partie de la Turquie, la moitié du Koweït, le tiers de l’Arabie Saoudite, le Sinaï et l’Égypte, y compris Port Saïd, Alexandrie et le Caire. Dans sa déposition devant la commission d’enquête spéciale de l’ONU qui préparait la partition de la Palestine (9 juillet 1947), Fischmann, représentant officiel de l’Agence juive pour la Palestine, réitéra les prétentions de Herzl.

La Terre promise s’étend de la rivière d’Égypte à l’Euphrate. Elle inclut une partie de la Syrie et du Liban. (cité par Israel Shahk, The Zionist Plan for the Middle East, AAUG, 1982, p. 2)

# Guerre éclair et massacres

Les visées sionistes sur le Liban sont largement antérieures à la formation de l’État d’Israël. En 1918, la Grande-Bretagne fut informée des revendications sionistes s’étendant du Liban jusqu’au fleuve Litani inclus. En 1920, les projets britanniques fixant la frontière nord d’un État juif sur le fleuve Litani furent modifiés en réponse à l’opposition de la France. En 1936, les sionistes apportent leur soutien à l’hégémonie maronite au Liban. Le patriarche maronite prit alors position devant la commission Peel en faveur d’un État sioniste en Palestine. En 1937, Ben Gourion parla de visées sionistes sur le Liban devant 20e Congrès sioniste mondial réuni à Zurich.

Ce sont les alliés naturels d’Israël La proximité du Liban fera progresser nos alliances dès que l’État juif sera créé et nous donnera des possibilités d’expansion. (Jonathan Randal, Going all the Way, Viking, 1983, p. 188)

En 1948, Israël occupa un territoire s’étendant jusqu’au Litani mais dut se retirer un an plus tard sous la pression internationale. Sharett rapporte que Ben Gourion se fixait pour objectif en 1954 d’amener les maronites à faire éclater le Liban :

C’est maintenant notre objectif central. Nous devons consacrer notre temps et notre énergie à produire un changement fondamental au Liban. Les dollars ne doivent pas être épargnés. Personne ne nous pardonnera de laisser passer cette chance historique. (Letter to Prime Minister Moshe Sharett, 27 février 1954, cité par Livia Rokach, Israel’s Sacred Terrorism, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p 25)

L’invasion du Liban en 1982 avait été précédée d’une série de raids et d’invasions en 1968, 1976, 1978 et 1981. Le projet de démantèlement du Liban rejoignait dès lors l’objectif primitif de dispersion de la population palestinienne du Liban par les massacres et les expulsions. C’est en liaison avec le gouvernement américain que l’invasion fut proposée. Les phalanges chrétiennes maronites étaient intégrées à ce projet.

Lorsqu’Amin Gemayel se rendit en visite à Washington, l’automne précédent, un responsable américain lui demanda la date de l’invasion. (Jonathan Randal, Going all the Way, Viking, 1983, p. 10)

Plus tard, lorsqu’Ariel Sharon se rendit en visite à Washington, le secrétaire d’État Alexander Haig donna le feu vert à l’invasion (p. 247).

## « Doux printemps »

C’est sous l’appellation *Paix en Galilée* que l’invasion fut lancée. Cruelle ironie ! Les habitants de Galilée y vivaient depuis 1 000 ans lorsqu’ils en furent arrachés par le massacre de 1948. Ils s’étaient installés près de Sidon, dans un camp de réfugiés qu’ils appelèrent *Ain al Hilweh* (Doux Printemps). Le camp était divisé en zones correspondant aux différentes communautés galiléennes d’origine des réfugiés. Une Galilée en miniature dont les zones reproduisaient les villages de la terre natale dans cette ville de toile de la diaspora que constituait Ain al Helweh. En 1952, ils furent autorisés à remplacer les tentes par des constructions permanentes, leur nombre s’élevait alors à 80 000. C’était le plus grand camp palestinien du Liban.

Le dimanche 6 juin 1982 à 5 h 30 du matin, un bombardement aérien intensif fut engagé parallèlement au début de l’invasion. Ain al Helweh fut pris sous le feu croisé des Israéliens, saturant le camp de bombes. Quadrillant le camp, progressant méthodiquement avec acharnement, le bombardement de chaque secteur commençait dès que le précédent avait été rasé. Le bombardement dura 10 jours et 10 nuits au moyen de bombes à fragmentation, de bombes paralysantes, de bombes incendiaires, de bombes au phosphore. Il s’en suivit 10 jours de bombardement naval et aérien. Puis les Israéliens firent entrer en action les bulldozeurs qui réduisirent en poussière ce qui tenait encore debout. Les abris furent comblés, enterrant les gens vivants, les membres de leurs familles s’accrochant aux bulldozeurs.

Partout régnait une odeur de mort. Tout était dévasté. (l’humanitaire norvégienne Marianne Helle Möller, citée dans Ralph Schoenman & Mya Shone, « Towards a final solution in the Lebanon? », New Society, 19 aout 1982)

## De 500 000 à 50 000

Le but de l’invasion du Liban de l’été 1982 était de disperser la totalité de la population palestinienne par la terreur et les massacres. Antérieurement à l’invasion du Liban de 1982, Ariel Sharon et Bachir Gemayel avaient déclaré à diverses occasions qu’ils réduiraient la population palestinienne du Liban de 500 000 à 50 000 personnes. Dans le cours même de l’invasion, ces objectifs commencèrent à émerger dans la presse israélienne et occidentale.

L’objectif a longtemps été d’expulser toute la population palestinienne du Liban en commençant par Beyrouth. Le but était de susciter la panique afin de convaincre (sic) la population palestinienne du Liban qu’elle n’était désormais plus en sécurité dans ce pays. (Haaretz, 26 décembre 1982)

Cette opération militaire de « purge » des camps, scrupuleusement préparée, portait le nom de Moah Barzeh (Cerveau de Fer) ; Sharon et Begin connaissaient ce plan et la plus grande partie du plan de Sharon fut discutée par le cabinet israélien le 17 juillet. (Sunday Times, 26 décembre 1982)

L’invasion éclair du Liban par les Israéliens stimula Bachir Gemayel.

*Les Palestiniens constituent un peuple en trop. Nous n’aurons de repos tant que chaque vrai Libanais n’aura tué au moins un Palestinien.* (Jonathan Randal, *Going all the Way*, Viking, 1983)

Un médecin militaire libanais de premier plan dit à son unité :

Bientôt il ne restera plus un seul Palestinien au Liban. Ce sont des microbes qui doivent être exterminés. (cité dans un tract distribué à Sidon par le major Saqr, février 1983)

## Les massacres de Sabra et Chatila

Les massacres qui suivirent rappelaient de manière sinistre les massacres d’innocents qui avaient rayé de la carte Deir Yassin, Dueima, Kibya et Kafr Qassem, lorsque la Palestine fut vidée de sa population de 1947 à 1950. Les rapports de la presse occidentale et israélienne lèvent toute ambigüité quant aux desseins meurtriers de l’invasion israélienne :

Sharon l’admet : les Israéliens ont prévu il y a deux semaines de lancer les forces libanaises sur le camp... Il y a de nombreux mois que les officiers supérieurs israéliens ont prévu d’enrôler les forces libanaises constituées à partir des milices chrétiennes de Gemayel afin de pénétrer dans les camps de réfugiés palestiniens après que les Israéliens aient encerclé Beyrouth Ouest. (Time, 4 octobre 1982)

Sharon a informé la Knesset de deux rencontres qui ont eu lieu le 15 septembre entre l’état-major et le commandement en chef des phalangistes d’un côté, et les généraux israéliens de l’autre, afin de discuter de l’invasion des camps qui eut lieu le lendemain dans l’après-midi. (New York Times, 1er octobre 1982)

À plusieurs occasions, Gemayel dit aux autorités israéliennes qu’il raserait les camps et les transformerait en courts de tennis. Cela convenait aux intentions d’Israël. Les milices chrétiennes connues pour avoir investi les camps avaient été entrainées par les Israéliens (*Time*, 4 octobre 1982). La presse israélienne rendit explicitement compte des intentions israéliennes : le 15 septembre, *Haaretz* cite le chef d’état-major général Raphaël Eitan : « *Les quatre camps palestiniens sont encerclés et coupés du monde* ».

## Les milices de tueurs

C’est deux mois avant les massacres de Sabra et Chatila que l’information la plus significative parut dans avec une longue interview du commandant Chemir Saqr. Il était à la tête de la milice de droite forte de plusieurs milliers d’hommes, les Gardiens du Cèdre.

Le commandant Saqr est sur le point de partir pour les États-Unis afin de proposer ses solutions aux Américains. Depuis 1975, il s’est fait le propagandiste de la solution israélienne et Israël lui a fourni toute l’aide matérielle possible. (Jerusalem Post, 23 juillet 1982)

Les propos de Saqr laissaient présager des évènements qui plus tard, à Sabra et Chatila, choqueraient le monde entier.

C’est aux Palestiniens que nous avons affaire. Il y a 10 ans ils étaient 84 000, maintenant ils sont entre 600 et 700 000. Dans six ans ils seront deux millions. Nous ne pouvons laisser faire cela… Nous les conduirons à la frontière de leurs frères syriens… Quiconque se retournera, s’arrêtera, fera marche arrière sera tué sur le champ. Nous avons le moral parce que nous sommes bien organisés ! (Jerusalem Post, 23 juillet 1982)

Saqr avait joué un rôle de premier plan dans le massacre des Palestiniens du camp de réfugiés de Tel al Zaatar en 1976... Après le massacre de Sabra et Chatila, Saqr rentra à Jérusalem et tint une conférence de presse où il revendiqua la responsabilité du massacre commis avec les Israéliens.

Personne n’a le droit de nous critiquer, nous avons accompli notre devoir, notre responsabilité sacrée. (Jerusalem Post, octobre 1983)

Il quitta la conférence de presse où il avait revendiqué la paternité d’une partie du meurtre collectif pour assister à une réunion en compagnie du premier ministre Menahem Begin. Le commandant Saqr devait ensuite reparaitre, cette fois au quartier général israélien du complexe de Suroga à Sidon [Saïda], à proximité de Ain al Hilweh. À Sidon, ses miliciens distribuaient des tracts où on pouvait lire :

Les microbes ne vivent que dans la pourriture. Prémunissons-nous du pourrissement de la société. Poursuivons l’œuvre de destruction des derniers bastions palestiniens et écrasons le moindre germe de vie subsistant dans ce serpent venimeux.

Saqr avait travaillé en étroite collaboration avec le célèbre responsable des services de renseignements des milices de Gemayel, Elie Habeiko. Celui-ci était connu pour être l’homme de la CIA à Beyrouth. Randal du *Washington Post* a cité la déclaration d’Habeiko, l`attribuant à « un des tueurs ». Elle fait écho à celle de Saqr à Jérusalem.

Fusillez-les contre leurs murs bleus et roses, abattez-les à la lueur du crépuscule. La seule façon de savoir combien de Palestiniens nous avons tués sera de creuser un métro sous Beyrouth. Un bon massacre ou deux nous débarrasseront une bonne fois pour toutes des Palestiniens tant à Beyrouth qu’au Liban. (Jonathan Randal, Going all the Way, Viking, 1983, p. 17)

Le commandant de l’armée israélienne avait également enrôlé les principaux officiers libanais. L’un d’eux révéla :

Dans la journée du jeudi, le général Drori me conduisit à l’aéroport où les Israéliens rassemblaient les milices libanaises. « Si vous ne le faites pas, j’en connais d`autres qui le feront »… Les Gardiens du Cèdre que Gemayel avait intégrés aux forces libanaises en 1980 tenaient pour un article de foi que les enfants palestiniens devaient être tués puisqu’ils finiraient par devenir terroristes. (p. 17)

## « Chacun de vous est un vengeur »

La brutalité de l’invasion et de l’occupation du Liban ainsi que l’horreur des massacres de Sabra et Chatila ont une fois de plus fait tomber le masque de la cruauté sioniste. Les reportages écrits et télévisés sur la guerre ont soulevé des protestations à travers le monde, forçant Israël à dissimuler les faits et à nommer une commission officielle d’enquête. À travers la commission Kahan, le gouvernement israélien a mené sa propre enquête. « L’enquête » a conclu, comme on pouvait le prévoir, à une simple négligence des Israéliens qui auraient sous-estimé « *le gout des Arabes pour le sang* », mais n’ont eu aucun rôle direct dans les massacres de Sabra et Chatila.

Un hebdomadaire allemand a pourtant interrogé le un membre des milices qui a non seulement raconté son propre rôle dans le massacre mais décrit la participation directe d’Israël. L’article intitulé « *Chacun de vous exerce une vengeance* » aurait pu être extrait du procès-verbal du tribunal de Nuremberg.

Nous nous sommes rassemblés dans Wadi El Chahrour, la vallée des Rossignols, au sud-est de Beyrouth - le vendredi 15 septembre. Nous étions environ 300 de Beyrouth Est, du sud du Liban, du massif de l’Akkar au nord. J’appartenais à la milice Tigre de l’ex-président Camille Chamoun. Les officiers phalangistes nous ont harangués puis nous ont conduits au point de rassemblement. Ils nous ont dit qu’ils avaient besoin de nous pour une « action spéciale ». Les officiers nous répétaient : « Vous êtes les agents du bien. Chacun de vous exerce la vengeance ».

Puis une bonne dizaine d’Israéliens en uniformes verts sans marques de grade arrivèrent. Ils avaient joué aux cartes avec les officiers. Ils parlaient bien l’arabe, sauf que comme tous les Juifs, ils prononçaient « ch » le h dur. Ils parlaient des camps palestiniens de Sabra et Chatila. « Pour nous, ce que nous avions à faire était clair et nous avions hâte de le faire ». Nous avons dû jurer de ne jamais dire quoi que ce soit de notre opération. A 10 heures du soir environ, nous sommes montés dans des camions de l’armée américaine que les Israéliens nous avaient donnés. Nous avons garé les camions à proximité de la tour de contrôle de l’aéroport. À cet endroit, très proche des positions israéliennes, plusieurs camions étaient déjà garés. Des Israéliens en uniformes phalangistes faisaient partie du groupe. Nos officiers nous dirent : « Les amis israéliens qui nous accompagnent vont nous faciliter le travail ». Ils nous ont ordonné de ne pas faire usage de nos armes à feu, dans la mesure du possible, « Tout doit être accompli silencieusement ». Nous avons vu d’autres camarades. Ils ont dû faire leur travail à la baïonnette et au couteau. Des corps ensanglantés gisaient dans les allées. Les enfants et les femmes à demi endormis qui criaient au secours ont failli faire échouer notre plan en donnant l’alarme à tout le camp.

Je revis alors les Israéliens qui avaient assisté à notre rassemblement secret. L’un d’entre eux nous a donné le signal puis nous avons reculé jusqu’aux abords de l’entrée du camp. Les Israéliens ouvrirent le feu, ils nous aidèrent avec des projecteurs. Il y eut des scènes choquantes montrant de quoi les Palestiniens étaient capables. Quelques Palestiniens - dont des femmes - étaient réfugiés dans une petite allée se protégeant derrière des ânes. Malheureusement, nous avons dû abattre ces pauvres bêtes pour en finir avec les Palestiniens qui étaient cachés derrière. Je fus touché d’entendre ces animaux hurler de douleur. C’était horrible. Un camarade pénétra dans une maison remplie de femmes et d’enfants Les Palestiniens hurlèrent et jetèrent leurs réchauds à gaz sur le sol. Nous avons envoyé toute cette canaille en enfer. A environ quatre heures du matin, notre escouade est retournée au camion. Dès que le jour s’est levé, nous sommes revenus dans le camp. Nous passions devant des corps, on trébuchait sur les cadavres. On tuait, poignardait tout témoin visuel. Tuer devient facile lorsqu’on l’a déjà fait. Puis les bulldozeurs de l’armée israélienne sont arrivés. « Enterrez tout cela, ne laissez aucun témoin en vie ». Mais en dépit de nos efforts, l’endroit grouillait encore de monde. Ils couraient dans tous les sens et créaient la plus grande confusion. Il était impossible de les enterrer.

Il était clair que le plan avait échoué. Des milliers nous avaient échappés. Beaucoup trop de Palestiniens ont survécu. Maintenant, on parle de toutes parts d’un massacre et tout le monde exprime sa sympathie pour les Palestiniens. Qui se rend compte de ce que nous avons enduré ? Pensez que j’ai combattu 24 heures à Chatila sans manger ni boire. (Der Spiegel, 14 février 1982)

Il y a eu plus de 3 000 morts à Sabra et Chatila. De nombreuses tombes collectives n’ont jamais été ouvertes.

## Détruire le Liban

L’extermination et la dispersion du peuple palestinien était une des composantes de la stratégie israélienne. Il en était de même pour l’anéantissement de l’économie du Liban qui, en dépit des efforts israéliens, était devenue la capitale financière du Proche-Orient.

20 000 Palestiniens et Libanais sont morts, 25 000 ont été blessés et 400 000 se sont retrouvés sans abri au cours des premiers mois de l’invasion israélienne de 1982. Rien que sur Beyrouth, le nombre de millions de tonnes de bombes lâchées dépasse l’équivalent de la bombe atomique qui a dévasté Hiroshima... Les écoles et les hôpitaux ont particulièrement servi de cibles.

Pratiquement tout le stock et l’équipement lourd des usines libanaises ont été pillés par Israël. Même les tours et les petites machines-outils des centres de formation de l’UNRWA furent pillés. La production de citrons et d’olives du sud de Beyrouth a été détruite. L’économie libanaise, dont les exportations étaient compétitives par rapport à Israël, est moribonde. Le sud du Liban devint un marché pour les Israéliens lorsqu’ils détournèrent les eaux du Litani comme ils l’avaient fait auparavant pour le Jourdain.

L’auteur de ces lignes a subi le bombardement et le siège de Beyrouth-Ouest en 1982, a vécu avec les Palestiniens dans les ruines de Ain al-Hilweh lors de l’occupation israélienne et a été témoin des ravages des camps palestiniens de Rashidieh, El Bar, Burj el Shemali, Mieh Mieh, Burj el Barajneh, Sabra et Chatila, tout comme de la destruction des villes et villages du sud du Liban.

# La seconde occupation

Menahem Begin, Ariel Sharon, et Shimon Peres ont, à plusieurs reprises, exprimé la conviction que la « leçon du Liban » calmerait les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cette méthode remontait néanmoins à 21 ans, à l’occupation de 1967. Nombreux en Cisjordanie et à Gaza étaient les réfugiés des exactions israéliennes de 1947 à 1967.

Dans les territoires occupés après 1967, un Palestinien n’est pas autorisé à planter des tomates sans un permis du gouvernement militaire. Un tel permis est également nécessaire pour planter des aubergines. On ne peut passer les maisons à la chaux. On ne peut fixer une vitre. On ne peut creuser un puits. On ne peut porter une chemise de la même couleur que le drapeau palestinien. On ne peut posséder de cassettes de chants nationaux palestiniens. Depuis 1967 plus de 300 000 jeunes Palestiniens sont passés dans les prisons israéliennes, subissant la torture qui est institutionnalisée. Amnesty International a conclu qu’il n’existe pas un pays au monde où l’utilisation officielle de la torture est aussi clairement établie et vérifiée qu’en Israël.

Il n’y a que 2 200 colons juifs sur la bande de Gaza qui a été pris à l’Égypte, mais ils occupent 30 % des terres. Plus de 650 000 Palestiniens, principalement des réfugiés, sont parqués sur environ la moitié du territoire, le transformant en une des zones du monde où la population est la plus dense. Le reste de Gaza a été déclaré zone frontière à circulation restreinte par l’armée. (Dan Fisher, Los Angeles Times, 11 novembre 1987)

## Les libertés individuelles et la loi

Sur l’ensemble du territoire occupé par l’armée israélienne, tout soldat ou policier a le droit de retenir toute personne dont il pense qu’elle est suspecte d’avoir commis un délit. La loi ne fait pas obligation à l’autorité de préciser la nature du délit accompli ou préparé Le caractère délibérément imprécis de ce statut a pour conséquence d’interdire aux Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 de savoir pourquoi ils sont arrêtés ou détenus. (voir Lea Tsemel, *Prison Conditions in Israël*, 16 novembre 1982, p. 1)

Arrêté sur la base de soupçons, un Palestinien peut être détenu pendant 18 jours sur simple décision d’un officier de police. Une fois arrêté, un Palestinien peut se voir (en fait se voit pratiquement toujours) interdire l’accès à un avocat : le règlement prévoit que c’est l’administration de la prison qui décide si un avocat peut être autorisé à visiter un client. Dans les faits, les autorités carcérales considèrent que tout contact établi entre un détenu et un avocat avant la fin de l’instruction constituerait une entrave au déroulement de l’instruction. Cette décision peut être maintenue pendant tout le temps de la détention. Ainsi, les avocats ne rencontrent leurs clients qu’après que le prisonnier a avoué ou que les services de sécurité ont décidé que son interrogatoire était terminé. (Orde des avocats américains, *Treatment of Palestinians in Israeli-Occupied West Bank and Gaza,* National Lawyers Guild, 1978, p. 89).

Les avocats israéliens affirment que cette pratique s’explique par le fait que le but attribué à l’instruction est d’obtenir des aveux. C’est dans ce but que les autorités soumettent le prisonnier à l’isolement, la torture et des conditions physiquement insupportables. Une fois arrêté, pendant une période, le détenu est méthodiquement privé de nourriture et de sommeil, doit rester debout les mains entravées par des menottes, les bras levés pendant de longues périodes, la tête recouverte d’un sac répugnant. Les prisonniers sont trainés sur le sol, battus, bourrés de coups de pieds, déshabillés et jetés sous des douches d’eau glacée. Injures et humiliations physiques sont monnaie courante, allant jusqu’à cracher ou à uriner dans la bouche d’un prisonnier ou le forcer à se trainer à terre dans une cellule bondée. L’instruction peut durer plusieurs mois jusqu’à ce que le détenu avoue et soit ainsi inculpé. Si le prévenu ne lâche pas sous la torture et n’accepte pas ainsi d’avouer, il peut être détenu administrativement sans être ni inculpé ni jugé.

## Aveux

L’aveu forcé est au centre de toutes les procédures utilisées contre les prisonniers palestiniens. Jusqu’en 1981, un prisonnier ne pouvait passer en jugement que sur la base d’aveux personnels. Un ancien juge de l’administration jordanienne qui défend de nombreux prisonniers palestiniens, précise :

Dans 90 % des cas que je traite, le prisonnier a été torturé ou battu. (Wasfi Masri, Sunday Times, 19 juin 1977)

Parce qu’en dépit de la torture, de nombreux prisonniers ont refusé de signer des aveux, le règlement militaire a été amendé, permettant aux tribunaux d’utiliser contre un prévenu comme preuve principale - et de fait seule preuve - le fait que son nom a été mentionné dans les aveux d’un autre inculpé. Tandis que la citation du nom d’un accuse par un autre prévenu constitue une preuve suffisante pour l’inculper, le cas sera considéré comme traité sans appel par l’accusation si les propres déclarations de l’accusé sont produites devant la cour. Si un prévenu refuse de reconnaitre un délit, des officiers de renseignement sont cités comme témoins devant la cour afin d’affirmer que le prisonnier a fait des aveux oraux.

L’avocat palestinien Mohamed Na’amach, décrivant deux cas de ce type, fait remarquer que lorsque le prisonnier nie avoir passé aux aveux oraux, le tribunal considère que le témoignage d’un officier de renseignement constitue une preuve (entrevue avec l’auteur à Jérusalem, 2 février 1983). Tous les aveux sont rédigés en hébreu, une langue que pratiquement aucun des Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 ne connait. Lorsque les prisonniers refusent de signer car ils ne connaissent pas l’hébreu, ils sont injuriés.

L’officier a quitté Ia pièce et deux hommes en civil sont entrés. Je leur ai dit que je voulais savoir ce que je signais. Ils ont commencé à me frapper. J’ai dit d’accord, d’accord, Je signe. (Shahadeh Shaladeh, Sunday Times, 19 juin 1977)

Il existe de nombreux cas où le texte hébreu signé par un prisonnier n’a rien à voir avec le texte qui lui avait été présenté en arabe. De tels aveux commencent invariablement par la formule : « *J’appartenais à une organisation terroriste...* » Ces mots ne seraient jamais utilisés par un membre de l’OLP ou d’une de ses composantes. En dépit du fait que de tels aveux sont faits dans une langue que les signataires ne connaissent pas, les tribunaux ont établi comme règle que les aveux sont irréversibles et qu’ils constituent une preuve globale de culpabilité.

Il est difficile de connaitre le pourcentage exact de personnes arrêtées, interrogées et jugées. Il n’existe pas de statistiques publiques. Il ressort néanmoins des informations fournies par les avocats et la communauté palestinienne qu’il est évident que le nombre de Palestiniens interrogés et torturés est énorme. Les avocats palestiniens n’hésitent pas à dire que la plupart des hommes âgés de plus de 16 ans ont durant leur vie été, à un moment ou à un autre, interrogés et détenus pendant des périodes de durée variable. En 1980, les rapports de la presse israélienne estimaient que le nombre de Palestiniens emprisonnés à un moment ou à un autre de leur vie après 1967 s’élevait à 200 000. Récemment, les avocats ont réévalué ce nombre à 300 000.

## Les procès

Ceux qui passent en procès sont le plus souvent accusés de crimes politiques. Ce qui inclut :

1. Atteinte à l’ordre public (une notion vague qui inclut n’importe quelle action, y compris une insuffisante soumission aux autorités israéliennes).
2. Manifestation.
3. Distribution de tracts et inscription de slogans.
4. Appartenance à une organisation « illégale ».

Sont particulièrement visés tous les groupes qui tentent de constituer un parti politique palestinien à l’intérieur des frontières de 1967, comme El Aid (Le Pays), qui ne soutient pas explicitement l’existence d’un État juif, ou les organisations palestiniennes représentatives telles que le Comité d’assistance national de Cisjordanie. Les organisations affiliées à l’OLP sont également illégales. De nombreux jeunes des territoires occupés qui organisent des marches, des manifestations ou des meetings sont « accusés » de transport ou de jet de cocktails molotov. Un nombre significatif de gens sont jugés pour détention d’armes, attaques à main armée ou diverses formes d’opérations militaires ou de sabotage. Nombreux parmi ces cas sont ceux qui sont couverts par la clause du « *contact avec l’ennemi* » qui renvoie à toute organisation désignée par la sécurité israélienne comme sympathisant des aspirations palestiniennes à un État national.

Après 10 ans d’occupation, plus de 60 % des détenus à l’intérieur des frontières d’Israël d’avant 1967 et dans les territoires occupés depuis 1967 sont des Palestiniens reconnus coupables de crimes politiques. Tous les crimes politiques relèvent d’infractions à la « législation de défense d’urgence » de 1945, à la sécurité de l’État ou aux actes secrets sur les relations extérieures datant de 1967, les transformant ainsi en atteintes à la sécurité. Ceux qui tombent sous de telles accusations sont jugés par des tribunaux militaires. Ceci est tout aussi vrai pour l’État d’Israël – selon les frontières de 1967 - que pour les territoires occupés. Les Palestiniens sont rarement jugés par des tribunaux civils.

## La législation de défense d’urgence

D’après cette législation, un commandement militaire (le plus souvent le gouverneur militaire) peut de son propre chef et sans contrôle judiciaire :

* Emprisonner les gens indéfiniment.
* Interdire le droit de circulation dans ou hors des frontières de 1967 et des territoires occupés.
* Expulser définitivement.
* Assigner à résidence à domicile, localement, au village ou à la ville.
* Interdire la jouissance du droit de propriété.
* Ordonner la démolition des habitations.
* Soumettre quiconque à un contrôle policier en lui demandant de pointer plusieurs fois par jour à la police locale.
* Transformer toute zone en zone de sécurité, que ce soit une ferme habitée, un village habité, un camp de réfugiés ou des terres tribales.
* Imposer la censure, soumettre les écrits, tracts, livres à la censure préalable, et en interdire la distribution.
* Perquisitionner à domicile et saisir des bibliothèques.
* Interdire tout rassemblement politique de plus de dix personnes.
* Interdire l’affiliation à une organisation politique.

Les arrêtés annexés à la « législation de défense d’urgence » se sont multipliés à un point tel qu’ils mettent en cause l’existence des Palestiniens dans les moindres détails. Règlements militaires affectant la Cisjordanie :

* La plantation de tomates et d’aubergines est soumise à une autorisation écrite.
* La réparation d’une maison ou d’une construction est soumise à une autorisation écrite.
* Le creusement de puits pour l’irrigation ou la consommation courante est interdite.

La « législation de défense d’urgence » fut tout d’abord adoptée par les Britanniques pour contrôler la population palestinienne des territoires sous Mandat. Elle fut revue en 1945 et utilisée par les Britanniques face aux raids armés de l’Irgoun et de la Haganah et pour limiter les acquisitions de terres par les sionistes. Ces lois furent condamnées en 1946 par le Syndicat des avocats hébreux.

Les pouvoirs donnés aux autorités par la Législation de défense d’urgence dénient aux habitants de la Palestine les droits civils fondamentaux. Ces lois sapent les fondements du droit et de la justice ; elles constituent un danger sévère contre les libertés individuelles, elles instaurent un régime d’arbitraire sans contrôle judiciaire. (Arie Bober, The Other Israel: The radical Case Against Zionism, Anchor Books, p. 134)

Yaakov Shimshon Shapira, qui devait devenir ministre de la justice de l’État d’Israël et une autorité en matière de droit, déclarait :

Le régime instauré en Palestine par la législation de défense d’urgence est unique dans les nations civilisées. Même l’Allemagne nazie ne connaissait pas de telles lois ; les crimes nazis à Majdanek et dans des cas similaires étaient contraires aux lois en vigueur. Il n’y a que dans un pays occupé ou l’on trouve un système similaire au nôtre. (cité par Sabri Jiryis, The Arabs in Israel, MRP, 1976, p. 12)

En dépit de ces affirmations des hautes autorités sionistes en matière de jurisprudence, cette législation a été intégrée au système juridique de l’État d’Israël. Depuis la fondation de l’État en 1948, les dispositions légales fondamentales sont demeurées inchangées. Ironie de l’histoire : les mêmes lois caractérisées par celui qui devait devenir le ministre de la Justice d’Israël comme « *sans parallèle dans un pays civilisé* » et condamnées par les avocats sionistes comme « *déniant les fondements des droits de l’homme* » sont celles qui ont été adoptées. Comme le souligne Yaakov Shimpson Shapira : « *Ce n’est que dans un territoire occupé que l’on peut trouver un système similaire au nôtre*. »

Le peuple palestinien, qu’il soit à l’intérieur des frontières de 1967, à Jérusalem-Est ou en Cisjordanie, ou sur la bande de Gaza, vit en territoire occupé.

La prédominance de la torture

L’usage de la torture dans les prisons israéliennes a fait l’objet d’études approfondies. En 1977, le *Sunday Times* de Londres a fait durant cinq mois une enquête. Confirmation a été apportée à cette preuve. Les documents présentés de cas de tortures se situaient « *pendant les dix années d’occupation israélienne* » depuis 1967. Elle faisait état de 44 Palestiniens qui avaient été torturés. Ils rendaient compte de ces pratiques dans sept centres : des prisons à l’intérieur des quatre principales villes de Naplouse, Ramallah, Hébron et Gaza ; le centre d’interrogatoire et de détention de Jérusalem connu sous le nom de quartier russe ou Moscobiya ; et des centres militaires spéciaux situés à Gaza et Sarafand (voir *Sunday Times*, 19 juin 1977).

L’enquête donna des résultats concrets : les interrogateurs israéliens maltraitaient et torturaient régulièrement les prisonniers arabes. Les prisonniers sont recouverts d’une cagoule ou ont les yeux bandés et sont suspendus par les poignets pendant de longues périodes. Beaucoup sont frappés sur les organes génitaux ou sexuellement violentés d’autres manières. Beaucoup sont violés. À d’autres, on administre des chocs électriques.

Les prisonniers sont placés dans des « *placards à balais*» spéciaux de 60 cm de côté et 150 cm de haut avec des pointes installées dans le sol. Les mauvais traitements, y compris les « passages à tabac prolongés », sont universels dans les prisons et centres de détention israéliens. La torture est si répandue et systématique, conclut le *Sunday Times*, qu’elle ne peut être considérée comme l’œuvre de « *flics brutaux* » allant au-delà des ordres. C’est réellement une politique délibérée et tous les services de sécurité et de renseignement israéliens sont impliqués :

* Shin Beth, le service du renseignement intérieur, remet ses rapports directement au cabinet du premier ministre,
* AMAN, le service secret militaire, remet ses rapports au ministre de la défense,
* Mossad, le service du renseignement extérieur et des opérations spéciales.

## Schéma de la torture dans les territoires occupés après 1967

Dans chaque centre de détention, il y a des tortionnaires qui ont une « apparente prédilection » pour telle ou telle méthode.

* Ceux du Moscobiya (Quartier russe) à Jérusalem privilégient les brutalités sur les parties génitales, et en outre pratiquent des tests d’endurance tels que porter une chaise les bras tendus ou se tenir sur une jambe.
* La spécialité du centre militaire de Sarafand est de bander les yeux aux prisonniers pendant de longues périodes, les faire attaquer par des chiens et les pendre par les poignets.
* La spécialité de Ramallah ce sont « les brutalités anales ».
* La torture par chocs électriques est utilisée presque partout (*Sunday Times*, 19 juin 1977).

Fazi Abdel Wahed Nijim a été arrêté en juillet 1970. Il a été torturé à Sarafand et attaqué par des chiens. Arrêté de nouveau en juillet 1973 il a été battu à la prison de Gaza.

Ledhir al Dibi a été arrêté en février 1970 et interrogé à Naplouse où on lui a fouetté et battu la plante des pieds. On lui a pressé les testicules et on l’a arrosé à l’eau glacée.

Shehadeh Shalaldeh a été arrêté en aout 1969 et interrogé à Moscobiya. On lui a enfourné un stylo à bille dans le pénis. Abdel al Shalloudi a été détenu sans procès pendant 16 mois, les yeux bandés et les menottes aux mains, pendant qu’à Moscobiya il était battu par Naine Shabo, un juif iranien, directeur du Département des minorités.

Jamil Abu Ghabyir a été arrêté en février 1976 et détenu à Moscobiya. Il a été frappé à la tête, au corps et aux parties génitales et on l’a fait s’étendre dans de l’eau glacée.

Issam Atif al Manourq a été arrêté en octobre 1976. Les autorités de la prison de Hébron ont fait en sorte qu’il se fasse violer par un prisonnier désigné pour cela (*Sunday Times*, 19 juin 1977).

En février 1969, Rasniah Odeh a été arrêtée et amenée à Moscobiya. Son père Joseph et ses deux sœurs ont été détenus pour interrogatoire. Joseph Odeh a été mis dans une pièce pendant que Rasniah était battue tout près. Quand on l’a ramenée à elle, elle était étendue sur le sol, les vêtements tachés de sang. Son visage était bleu, ses yeux noirs. En sa présence ils l’ont maintenue à terre et lui ont brutalement enfoncé un bâton dans le vagin. L’un des interrogateurs a ordonné à Joseph de « baiser » sa fille. Comme il refusait, ils commencèrent à le battre ainsi que Rasniah. Ils recommencèrent à lui écarter les jambes et la lui enfoncer le bâton. Elle saignait de la bouche, du visage et du vagin quand Joseph s’évanouit (*Sunday Times*, 19 juin 1977).

Les modes de torture rapportés sont semblables à ceux trouvés dans des centaines de témoignages publiés par les avocats israéliens Felicia Larger et Leo Tsemel, par les avocats palestiniens Walid Fahoum et Raja Shehadeh, par Amnesty International et l’Association nationale des avocats, aini que la série de comptes rendus que l’auteur a rassemblés en documents d’anciens prisonniers :

* Leah Tsemel, *Political Prisoners in Israël, an Overview*, 1982
* Leah Tsemel & Walid Fahoum, *Nafha is a Political Prison*, 1980
* Felicia Langer, *With my own eyes*, lthaca Press, 1975
* Felicia Langer, *These are my brothers*, Ithaca Press, 1979
* Jamil Ala’al-Din & Melli Lerman, *Prisoners and Prisons in Israel*, Ithaca Press, 1978
* Walid Fahoum, deux livres sur des cas historiques, disponibles en arabe
* Raja Shehadeh, *Occupier’s Law : Israel and the West Bank*, Institute for Palestine Studies, 1985
* Délégation au Proche-Orient de l’Ordre des avocats américains, *Treatment of Palestinians in Israeli Occupied West Bank and Gaza,* 1978
* Amnesty International, *Rappor*t, 21 octobre 1986
* Ralph Schoenman & Mya Shone, *Prisoners in Israel,* Veritas Press, 1984

Les observations ainsi recensées sont établies en Cisjordanie dès 1968, un an après que l’occupation a commencé. Bien que le Comité international de la Croix Rouge ait comme principe de ne pas faire de déclarations publiques, il a préparé en 1968 un document sur la torture. Son *Rapport sur la prison de Naplouse* se concluait ainsi :

Un certain nombre de détenus ont subi des tortures pendant des interrogatoires de la police militaire. Selon les preuves, la torture a pris les formes suivantes :

* Suspension du détenu par les mains et tractions simultanées de ses autres membres pendant des heures jusqu’à ce qu’il perde conscience.
* Brulures avec des cigarettes.
* Coups de verges sur les parties génitales.
* Attaché et les yeux bandés pendant plusieurs jours.
* Chocs électriques sur les tempes, la bouche, la poitrine et les testicules.

## Le cas de Ghassan Harb

Ghassan Harb, un Palestinien de 37 ans, intellectuel et journaliste à *Al Fajr*, un quotidien pro-arabe, a été arrêté en 1973. Il a été emmené par des soldats israéliens et deux agents en civil de son domicile à la prison de Ramallah où il a été détenu cinquante jours. Pendant cette période, il n’a été ni interrogé, ni accusé. On lui a interdit tout contact avec sa famille ou avec un avocat (*Sunday Times*).

Le cinquantième jour, Ghassan Harb a été emmené, un sac sur la tête, dans un endroit inconnu. Là, il a subi un sérieux passage à tabac : « *15 minutes, 20 minutes de coups avec ses mains en tra vers de mon visage*». Complètement déshabillé et un sac sur la tête, on l’obligea à entrer dans un espace confiné. Il commença à suffoquer. Il arriva, en bougeant sa tête contre le « mur », à enlever le sac et se retrouva dans un « placard » d’environ 60 cm de côté, et 1,50 m de haut. Il ne pouvait ni s’assoir ni rester debout. Le sol était en béton pavé de pointes en pierre à intervalles irréguliers. Elles étaient « *coupantes avec des pointes aiguisées* » de 1,5 cm de haut. Ghassan Harb ne pouvait s’y maintenir sans douleur. Il devait se tenir sur une jambe puis l’autre. On l’a maintenu dans cette boite pendant des heures lors de la première séance. Ensuite, on l’a fait ramper à genoux sur des pierres aiguisées pendant que quatre soldats le battaient. Après avoir été interrogé, il fut ramené dans sa cellule et le cycle recommença : coups, déshabillage, forcé de ramper dans une niche à chien de 60 cm de côté, et puis le placard. Lorsqu’il était dans le « placard » la nuit, il entendait les prisonniers implorer : « *Oh ! mon ventre, vous me tuez* ».

L’épreuve traversée par Ghassan Harb a été confirmée par quatre personnes ne se connaissant pas entre elles. Mohamed Abu Gharboqr, un fabricant de chaussures de Jérusalem, a décrit la cour avec ses pierres tranchantes et sa niche à chien. Yamal Fritah, un fermier de Naplouse, a décrit le placard comme un « *réfrigérateur* » avec les mêmes dimensions. Il avait « *un sol en béton avec de tout petits reliefs... très tranchants, chacun de la taille d’un ongle* ». Kaldoun Abdul Hacq, propriétaire d’une compagnie de construction de Naplouse, a également décrit la cour et le « placard » avec son sol « *couvert de pierres très tranchantes en ciment* ». Hacq a été pendu par les bras à un crochet du mur sur le côté de la cour. Musni Haddad, propriétaire d’une usine de Bethléem, a été forcé de ramper dans la cour, avec sous ses pieds le gravier tranchant, et pendant qu`il rampait on le frappait. La boite avait un sol « *qui avait des pointes comme le pouce mais avec des pointes tranchantes* ».

Ghassan Harb a été relâché deux ans et demi plus tard, n’ayant jamais été inculpé de crime ni n’étant passé en procès. Son avocat Felicia Langer réussit à porter l’affaire de ses mauvais traitements à la Cour suprême israélienne. Aucune déclaration complète n’a été, admise à l’audience, aucun témoin n’a été appelé. La cour a balayé d’un revers de main toutes les accusations de tortures.

## Le cas de Nader Afouri

Nader Afouri était un homme fort, plein de vie, champion d’haltérophilie de Jordanie. Lorsqu’il a été relâché en 1980 après son cinquième emprisonnement, il ne pouvait ni voir, ni entendre, ni parler, ni marcher ou contrôler son corps. Entre 1967 et 1980, Nader Afouri a été détenu 10 ans et demi en tant que détenu administratif. Malgré les mauvais traitements et les tortures infligés à Nader pendant ses cinq emprisonnements, les autorités israéliennes ne purent ni lui arracher des aveux ni produire aucune preuve avec laquelle faire passer Nader Afouri en procès (voir Schoenman et Shone, p. 22-26).

J’ai été arrêté pour la première fois en 1967, la première année d’occupation. Ils m’ont emmené de ma maison de Naplouse, m’ont bandé les yeux et m’ont pendu à un hélicoptère. Tous les habitants de Beit Furik et des villages de Salem près de Naplouse en ont été témoins. Ils m’ont amené à Sarafand, la prison la plus dure, une prison militaire. J’étais le premier homme de la Cisjordanie ou de Gaza à être amené là. Lorsqu’ils firent atterrir l’hélicoptère, ils me poussèrent dehors et m’ordonnèrent de courir. J’entendais des coups de feu et ils me tiraient dessus pendant que je courais. Ils m’emmenèrent dans une large pièce remplie de lumières jaunes, rouges et vertes. Je pouvais entendre des cris et des bruits de coups. J’entendis alors un homme hurler : « Tu devras faire des aveux ». Puis j’ai entendu un homme avouer. Bientôt je découvris que c’était un enregistrement fait pour m’intimider.

Puis ils m’emmenèrent à l’interrogatoire. Ils m’attachèrent aux portes vertes avec des chaînes. Chaque porte avait une poulie. Ils ouvrirent les portes, écartant mes mains et jambes, puis enroulèrent la poulie jusqu’à ce que je m’évanouisse. Ils me firent mettre debout sur une chaise, attachèrent mes mains à des chaines qui pendaient d’une fenêtre et lentement enlevèrent la chaise. Mes muscles se déchiraient au fur et à mesure que le poids de mon corps reposait sur mes mains. La douleur était horrible. Il y avait cinq ou six hommes. Tous me frappèrent. Ils me battaient en me donnant des coups sur la tête. Ils m’enchainèrent à une chaise. L’un me battait et l’un des autres hommes dans la pièce disait alors : « Stop ! » Alors ils changeaient et me battaient chacun à leur tour. Ils me maintinrent enchainé à une chaise et ne me permirent jamais de me lever. Ils n’arrêtaient pas de me torturer. Un interrogateur suçait une cigarette. Lorsqu’elle fût incandescente, il me la mit sur le visage, la poitrine, les organes génitaux. Partout. L’un d’eux introduisit brutalement une recharge de stylo dans mon pénis pendant que les autres regardaient. En faisant cela, ils me demandaient d’avouer. Je commençais à saigner du pénis et on m’emmena à l’hôpital de la prison de Ramallah, mais bientôt on me reconduisit encore à Sarafand pour d’autres interrogatoires.

Je suis resté à Sarafand douze mois et demi et j’étais interrogé continuellement. Personne ne peut endurer douze mois et demi. À quatre reprises, mes amis dans les autres prisons furent officiellement informés que j’étais mort. Le premier mois à Sarafand, j’avais toujours les yeux bandés et j’avais des chaines aux pieds et aux mains. Mais j’ai porté des chaines aux jambes pendant douze mois et demi. Jour et nuit j’avais des chaines aux jambes. Les marques sont encore sur mes chevilles. C ‘était la routine : ils me battaient, m’interrogeaient puis me jetaient dans ma cellule. Je me reposais un moment, puis ils venaient me rechercher. La cellule était d’un mètre de long, 1,30 mètre de large et 1,30 mètre de hauteur. Ma taille est de 1,70 mètre. Je dormais les jambes repliées sur l’estomac. Il n’y avait pas de fenêtre dans la cellule, pas de meubles, juste un pot de chambre. J’avais deux couvertures. Les pierres sur le sol étaient très tranchantes. Elles blessaient mes pieds lorsque je marchais.

Ils commencèrent à amener d’autres prisonniers. Ils nous donnèrent des vêtements militaires avec des numéros dans le dos. J’étais le numéro un. Ils ne m’appelaient que par mon numéro, jamais par mon nom. Ils m’insultaient tout le temps, hurlant « Pédé, je vais te baiser ». Lorsque nous étions enchainés dehors ils amenaient des chiens sauvages. Les chiens nous sautaient dessus, déchiraient nos vêtements et nous mordaient.

Plus de trente personnes furent arrêtées après ma détention et toutes subirent la même torture. Toutes, cependant, ont craqué sous la torture, écrit des aveux et sont en prison pour la vie. Je n ‘ai jamais avoué. La torture a détruit mon pénis et je ne pouvais uriner que goutte par goutte. Je n’ai pas pu marcher pendant trois mois et demi lorsque j’ai eu fini les interrogatoires. Mais je n’ai pas avoué. Je n’ai pas dit un mot pendant douze mois et demi.

Nader Afouri a été envoyé à la prison de Naplouse où il commença une grève de la faim, demandant sa liberté. Il n’absorba que de l’eau et un peu de sel. Au bout de dix jours, on lui promit de le relâcher, il renouvela sa grève de la faim pour une semaine. Une fois de plus le vice-président administratif de la prison de Naplouse promit de le relâcher. Comme il n’y avait toujours pas d’acte après 25 jours, Nader Afouri annonça une autre grève de la faim.

On m’envoya dans les cellules de la prison de Ramallah au bout de 22 jours de grève de la faim. Le Dr Silvan, le directeur, amena quelques soldats avec lui. Ils me frappèrent à la tête. J’étais entre la vie et la mort. Ils m’enchainèrent les mains et introduisirent un tube dans mon nez. Ce fut comme un choc électrique. Je commençais à trembler. Je devins hystérique lorsque la nourriture atteignit ma gorge et je commençais à hurler constamment. Ils me firent une piqûre dans la hanche et je me calmai. Comme cette torture n’était pas parvenue à me faire parler je fus mis dans l’hôpital de la prison de Ramallah et renvoyé à la prison de Naplouse.

Chaque fois que des aveux l’incriminant étaient arrachés à un autre prisonnier, Nader Afouri était appelé pour interrogatoire. Souvent, il ne connaissait même pas le nom des personnes qui l’avaient dénoncé. Mais cependant il n’avoua pas ni ne passa en procès. Nader Afouri était très respecté à Naplouse et devint le leader des prisonniers.

Quand Abu Ard, un indicateur, l’accusa de diriger les autres prisonniers, Nader Afouri fut envoyé à la prison de Tulkarem. À son arrivée à Tulkarem, il fut frappé au visage par le major Sofer et jeté dans une cellule avec 35 autres prisonniers. Nader Afouri en avait assez. Lorsque plus tard le major Sofer s’approcha pour le frapper à nouveau, Nader Afouri lui donna un coup de poing qui l’envoya dans les barreaux de la porte de la cellule. Lorsque plus tard le directeur de la prison le frappa, Nader Afouri attrapa un cendrier et blessa le directeur à la tête. On appela l’armée. Nader Afouri a décrit les conséquences :

Quinze soldats entrèrent et me frappèrent à la tête avec une chaise, je m’évanouis. Ils mirent ma chemise dans ma bouche et me frappèrent encore plus. Je devenais hystérique en suffoquant. Ils me firent une piqure et je m’évanouis. Je me réveillai seul dans le couloir. Je ne pouvais voir. Toute la prison de Tulkarm se mit en grève et les prisonniers rencontrèrent le directeur pour parler de moi. Il promit de me relâcher le lendemain s’ils arrêtaient leur grève. Le directeur vint me voir le lendemain, me serra la main et dit : « Je jure sur ma vie que vous êtes un homme ». Ils m’apportèrent des chaussettes et une veste et me promirent une visite privée avec ma famille.

Nader Afourí ne fut pas libéré. Au lieu de cela, il fut envoyé à la prison de Bet II de laquelle il fut probablement relâché en 1971. Ses quatre années d’emprisonnement se déroulèrent sans procès et sans que la détention soit administrativement enregistrée. Quelques mois seulement s’écoulèrent avant qu’il ne soit emprisonné une nouvelle fois. Son second emprisonnement dura de 1971 à 1972, suivi d’un troisième de novembre 1972 à 1973.

Hébron, Moscobiya, Ramallah et Naplouse : je suis resté trois mois en cellule dans chacune de ces quatre prisons et les interrogatoires et la torture continuèrent, Il neigeait pendant l’interrogatoire à Hébron. Ils me déshabillèrent et me poussèrent dehors dans le froid. Ils m’enchainèrent à un poteau et me recouvrirent d’eau glacée. Ils me délivrèrent et m’amenèrent près d’un poêle pour me réchauffer simplement pour m’emmener encore dehors et recommencer le traitement à l’eau glacée. Ils mirent des billes en métal dans mon scrotum et serrèrent contre les testicules. La douleur m’enveloppa. L’un des enquêteurs, Abu Haroun, dit qu’il transformerait mon visage en celui d’un bouledogue. Il était scientifique. Il me frappa avec de rapides coups de poing pendant deux heures. Puis il m’apporta un miroir et dit « Regarde ton visage ». J’avais en effet l’air d’un bouledogue.

*À Naplouse, ils me brulèrent avec des cigarettes et pressèrent encore les billes de métal contre mes testicules, les écrasant contre le fer. Ils utilisèrent des tenailles pour m’arracher quatre dents. J’ai été détenu administrativement trois ans. Pendant ce temps, comme acte de vengeance, ils ont également dynamité ma maison.*

Le cinquième emprisonnement dura de 1978 à 1980.

Ils m’ont encore arrêté en novembre 1978 et m’ont envoyé directement à Hébron. Ils me félicitèrent, déclarèrent sournoisement : « Du trou du cul nous te ferons confesser ». Je leur répondis que je parlais avec la bouche, pas avec le trou du cul. Au début ils me parlèrent gentiment car ils savaient que la torture ne marcherait pas. Puis ils amenèrent les hommes chargés de l’interrogatoire : Uri, Abu Haroun, Yoni, le psychiatre, Abu Nima à qui il manquait un doigt, Abu Ali Mirka et le Dr Jims. Ils m’enchainèrent à un poteau et dirigèrent leurs coups principalement sur ma poitrine. Ils m’allongèrent sur le sol et sautèrent haut en l’air pour retomber sur ma poitrine, Uri fit cela sept ou huit fois, Ce fut une torture sauvage et interminable pendant sept jours. Ils enfournèrent les bouts d’acier de leurs bottes sous mes ongles, cassant mes doigts. Il neigeait et ils me recouvrirent d’eau glacée. Ils me tendirent un papier et me donnèrent deux heures pour me confesser. Je dis que je ne savais rien. Ils m’enchainèrent, Tous commencèrent à me battre avec les poings et les pieds. Je tombai la tête sur le sol. Je vis Uri voler dans les airs et je sentis son coup de karaté sur ma tête. Ce fut le dernier souvenir que j’eus pendant deux ans.

On m’a dit que l’on m’avait trainé à ma cellule. Les autres prisonniers devaient me nourrir, me laver et me retourner. J’étais incontinent et je déféquais sous moi. Je ne pouvais bouger mes mains ni marcher. Je ne pouvais entendre. Je ne pouvais reconnaitre personne. Seules mes lèvres pouvaient bouger et j’avalais tout ce que l’on mettait dans ma bouche, quoi que ce soit. Les autres devaient bouger ma tête et me retourner. Mon poids tomba à 47 kilos. Ils devaient enlever mes membres de sous mon corps. Deux ans plus tard, je me réveillai dans un hôpital psychiatrique. J’avais cinq fractures aux hanches et je ne pouvais pas marcher.

Ses amis arrivèrent à alerter l’opinion publique en Israël et dans les territoires occupés. Les représentants officiels et les journalistes israéliens expliquèrent que Nader Afouri « *simulait et qu’il était un excellent acteur* ». Mais les prisonniers qui s’en étaient occupés, les journalistes et sympathisants qui lui rendirent visite lorsqu’il fut finalement transféré de la prison à l’hôpital de même que le personnel de l’hôpital qui l’avait soigné se portèrent témoins de son état. Nader Afouri devint une cause célèbre pour le peuple palestinien, un symbole des tourments qu’on leur inflige et du caractère héroïque de leur résistance.

## Le cas du docteur Azmi Shuaiby

Azmi Shuaiby, dentiste, était membre actif du conseil municipal d’Al Bireh en Cisjordanie, représentant élu au comité national de direction. Depuis 1973, le Dr Shuaiby a été arrêté, brutalement torturé et emprisonné sept fois. Entre 1980 et 1986 il n’a pas eu le droit de quitter les limites d’Al Bireh et fut consigné chez lui à partir de 18 heures. En 1986 il fut à nouveau emprisonné puis déporté hors de Cisjordanie (voir Schoenman et Shone, p. 30-32). Il n’a jamais été accusé d’actions armées ou de prôner la violence. Mais le Dr Shuaiby refuse de collaborer avec Israël comme on le lui demande. Il a écrit des articles contre l’occupation et les camps et en faveur d’un État palestinien indépendant. En 1973, lors de sa première arrestation à l’âge de 20 ans, on lui a dit :

Nous t’avons observé. Tu étais le premier de ta classe à l’université. Nous pouvons faire de toi un homme riche et puissant en Cisjordanie. Tu dois coopérer avec nous et rejoindre la Ligue du village.

À la suite de son refus, la série d’arrestations et de tortures commença. Azmi Shuaiby a décrit les méthodes de torture, physique et psychologique, auxquelles il a été soumis.

Ils utilisaient des bâtons très lourds, ils mirent mes jambes entre des chaises de façon à ce que je ne puisse bouger. Puis ils me frappèrent la plante des pieds. Mes pieds enflaient. Au bout d’une minute je ne pouvais plus sentir mes jambes. La douleur était atroce. J’étais incapable de me tenir debout. Ils se tenaient derrière moi. Soudainement, l’interrogateur plaqua ses mains contre mes oreilles avec une grande force. Cela causa une soudaine et terrible pression dans mon nez, ma bouche et mes oreilles. Une forte sonnerie qui continua pendant cinq minutes. Je perdis l’équilibre et l’audition. Ils utilisaient un garde géant pour me frapper constamment. Il dit : « Tu es dentiste ? Quelle main utilises-tu ? Si nous te cassons les mains, tu ne seras plus dentiste ». Puis il frappa ma main jusqu’à ce que je la sente se casser. Ils m’attachèrent les mains dans le dos et me suspendirent à un crochet. Ils écartèrent mes jambes et me frappèrent les testicules avec un bâton. Puis ils me tordirent les testicules. Je ne peux décrire la douleur produite par cette torture. Vous sentez une douleur poignante à l’estomac, dans tous les nerfs. Vous êtes au bord de l’évanouissement. Ils me mirent dehors, en plein hiver, nu et entièrement exposé, mes mains battues attachées et suspendues à un crochet. Je fus pendu de cette façon de 23 heures jusqu’à l’aube. Puis je fus ramené dans ma cellule. Ils avaient mis de l’eau sur le sol de la cellule de façon à ce que je ne puisse pas dormir.

Ils me dirent que je devais collaborer avec eux et que lorsque je le ferai je ne devrai dire ni à la Croix Rouge ni à personne d’autre que je travaillais pour eux. Je répondis : « D’accord je leur dirai que vous m’avez dit de ne dire à personne que vous vouliez que je travaille pour vous ». Je refusai de collaborer. Ils me battirent sans fin.

En 1980, les Israéliens ont introduit de nouvelles techniques. Azmi Shuaiby appelle ces méthodes « *torture psychologique* ». Il les trouva plus dures à supporter que les tourments physiques ; « *votre cerveau est touché* ».

Personne n’était autorisé à me parler, pas même les soldats. La cellule était d’un mètre et demi de long, 1,8 de large et trois mètres de haut. Dans un coin, il y avait un trou qui puait, utilisé comme toilettes. Il n’y avait qu’une petite fenêtre près du sol. Je ne pouvais jamais voir le ciel. La lumière artificielle était allumée jour et nuit. Je n’avais rien à lire. Je n’entendais aucune voix. La nourriture était mise dans un coin et la porte ouverte très doucement. Je devais faire un effort pour l’atteindre, morceau par morceau. La literie consistait en une couverture de plastique de moins d’un centimètre d’épaisseur. Elle était toujours mouillée. Une fois par semaine, j’étais autorisé à sortir quelques minutes pour aérer la literie. Aucun soldat n’était autorisé à me parler. Pour rester sain d’esprit, je collectais des restes de pelures d’oranges pour les modeler. Je me posais à moi-même des questions puis j’y répondais. Je tirais aussi des fils de la couverture pour les tricoter.

J’ai été emmuré quatre jours et quatre nuits, coincé dans une position courbée mais debout dans un placard de 50 cm sur 50 cm. Il faisait très sombre. Un sac répugnant avait été attaché sur ma tête. Mes mains étaient attachées derrière moi avec des menottes spéciales. Si je bougeais les mains, les menottes se resserraient automatiquement. J’étais incapable de bouger dans le placard. Je devais dormir debout. Je dormais une minute chaque fois, me réveillais en sursaut persuadé que je suffoquais.

L’interrogatoire et la torture étaient menés à bien par une équipe. Tous étaient officiers. Leurs noms : Gadi, Cdi, Sami, Yacob et Sany. La salle d’interrogatoire est leur royaume. Personne ne peut entrer. Pendant l’invasion israélienne au Liban en 1982, l’équipe d’interrogation fut envoyée au Liban et du nouveau personnel affecté dans les prisons de Cisjordanie. Le « nouveau » personnel consistait en d’anciens tortionnaires. Un des hommes avait été un interrogateur dix ans auparavant. Maintenant c’était un homme d’affaires. Le capitaine Dany revint du Liban pendant mon emprisonnement. Le capitaine Dany est un très grand et bel homme de trente-cinq ans. Il est très cru, hurlant sans arrêt « Baise ta mère, baise ta sœur ». Il me forçait à ouvrir la bouche et crachait dedans. En 1973, il essaya de m’enfoncer une bouteille dans l’anus. Lorsqu’il me vit à son retour, il dit : « Oh, Azni est là » et se mit à me raconter ce qu’on faisait aux femmes et aux enfants à Ansar. « J’interroge des enfants de 10, 11, 12 ans », commença-t-il en me rendant compte des coups qu’il leur infligeait.

Azni Shuaiby a été emprisonné trois fois en 1982. Entre le 7 janvier 1981 et le 16 janvier 1982, on le plaça en isolation, durant la grève générale de Cisjordanie et la fermeture de l’université de Bir Zeit.

Du 1er avril au 3 mai, lorsque l’armée israélienne dissout les conseils municipaux de Cisjordanie, Azni fut mis au « placard » et encore une fois en isolation. On l’a gardé en isolation tout au long de l’invasion israélienne au Liban.

Récemment, ils m’ont dit : « Nous détruirons ta clinique en t’emprisonnant un mois sur deux. Notre ordinateur déterminera quand tu dois être emprisonné à nouveau ».

En 1986, le Azni Shuaiby a été déporté.

## Le cas de Mohamed Manasrah

Mohamed Manasrah était un militant syndicaliste, secrétaire du Sénat, étudiant à l’université de Bethléem, écrivain de profession et journaliste. Il a été emprisonné quatre ans et demi en trois fois, puis placé sous surveillance pendant deux ans. Il a été torturé sans relâche pendant les interrogatoires, ce qui a abouti à un disfonctionnement sexuel et la perte de l'ouïe. Il a également subi de nombreuses détentions successives plus courtes ainsi que des consignations à domicile et l’interdiction de quitter la ville (voir Schoenman & Shone, p. 33-36).

Le premier emprisonnement :

J’avais dix-neuf ans en 1969 lorsque j’ai été arrêté pour la première fois. Je fus pris avec un groupe de personnes et détenu à Moscobiya (le quartier russe de Jérusalem) pendant six mois durant lesquels j’ai été interrogé à propos des manifestations, des publications et des organisations. Moscobiya était un endroit barbare. Ils enlevaient nos vêtements et bandaient nos yeux. Ils nous menottaient les mains et nous enchainaient par lignes de dix. On nous faisait déshabiller complètement. Ils jetaient de l’eau sur nous et nous frappaient les organes sexuels en alternance. Nous pouvions les entendre remplir les seaux et alors nous nous armions de tout notre courage, mais aussi fort que l’on essayât on ne pouvait jamais se préparer aux coups. Mon ami Bashir al Kharya, un avocat, est en prison depuis 1969. Ils lui ont frappé la tête à coups de lourds bâtons. Sa tête est devenue verte d’escarres et infectée par les bactéries pendant cinq ans. Il est toujours à la prison de Tulkharm.

Le second emprisonnement :

En l97l les autorités m’ont accusé d’être membre et du FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine) et du Fatah (la tendance d’Arafat dans l’OLP), même si un même individu ne peut être membre des deux organisations. Les services de sécurité n’avaient pas d’accusation contre moi. Ils me donnèrent le choix entre être accusé d’appartenir à une organisation illégale et être condamné à la prison, ou m’exiler volontairement à Amman (Jordanie). Je leur dis que je préférais être condamné à perpétuité que de m’exiler. J ‘avouai appartenir au Conseil étudiant uni, le conseil de toutes les organisations étudiantes qui avaient été déclarées illégales. J’ai donc été emprisonné un an dans les prisons de Ramallah et Naplouse.

Le troisième emprisonnement :

En 1975, ils firent une rafle chez moi dans le camp de Beisheb et confisquèrent tous mes livres. Ils m’amenèrent au poste de police de Bassa ou ils me frappèrent pendant deux jours. Ils ne me posèrent pas de questions. Un interrogateur se tenait devant moi et un autre derrière. Soudainement celui de derrière s’approchait et me plaquait violemment les mains sur les deux oreilles. Le sang coulait de ma bouche et de mes oreilles. Mon cerveau a été endommagé. Un prisonnier qu’ils essayaient de terrifier s’évanouit lorsqu’ils l’amenèrent là où j’étais torturé. Ils m’ont emprisonné trois ans. J’ai été détenu à Hébron, Ramallah, à nouveau à Hébron, Fasquina, Beersheba, à nouveau à Hébron et encore à Beersheba. Ils me transféraient pour des « raisons de sécurité » comme punition après des grèves de la faim.

Mohamed Manasrah a été emmené à Hébron et torturé de nombreuses façons différentes.

Ils m’attachaient la tête en bas et me battaient sans fin les pieds avec un bout de bois. Vous ne pouvez imaginer à quel point ils m’ont frappé. Mes pieds gonflèrent énormément et devinrent bleus. Je saignais sous la peau. Ils m’enlevèrent mes vêtements et me pendirent avec des chaines, les mains au-dessus de la tête, les pieds touchant à peine le sol. Ils me frappaient sans arrêt aux pieds, se concentrant toujours sur les pieds. Quelquefois, ils me reposaient à terre et mettaient mes pieds dans un bassin d’eau immonde, puante et froide. Cela soulageait la douleur. Puis ils me pendaient à nouveau. Je devais dormir enchaîné les mains au-dessus de la tête. Cela a duré quatorze jours.

Maisara Abul Manidia était avec moi. Pour chaque coup que je recevais, il en recevait deux. Maisara était pendu lorsque je rentrais dans la salle de tortures. Puis Maisara me trouvait pendu lorsqu’il entrait dans la salle de tortures. (Maisara fut plus tard déporté en Jordanie). Au bout de quatorze jours je perdais constamment connaissance. On me mit dans la cellule 5, de 1,6mètre de long, 60 centimètres de large et 1,68 mètre de haut. La hauteur de la cellule était équivalente à ma taille et sa longueur était telle que je devais mettre mes jambes sur le mur lorsque je m’allongeais.

*Le seul bruit que j’entendais était celui des clefs. Je devins terrorisé à chaque fois que j’entendais ce bruit. Je ne sais pas combien de temps je restais là. À peu près entre cinq jours et une semaine. Je fus battu toute la nuit lorsqu’ils me transférèrent de la cellule 5 à la cellule 4. Ils utilisèrent de grands bâtons et me frappèrent à la tête et aux organes sexuels. Ils m’arrachèrent les cheveux et me tapèrent la tête contre le mur. J’ai un problème permanent aux organes sexuels et j ‘ai passé beaucoup de radios de la tête et des organes sexuels.*

J’ai été amené au tribunal militaire tôt le matin et je dus attendre toute Ia journée. Mais il n’y avait pas d’audience. A la place, le fameux interrogateur Abu Ghaal vint. Il m’attrapa par les cheveux et me fit tomber dans la pièce, me jetant brutalement contre les murs. Mes cheveux furent tous arrachés. Il menaça de m’envoyer à Sarafand ou Akka (une prison secrète utilisée en 1974 et 1975) si je n’avouais pas d’ici deux jours. On me mit dans une cellule et je dormis tout le temps. Je ne savais pas si c’était le jour ou la nuit, si cela dura deux jours ou dix. Je suis glacé quand je me rappelle cette période, cela me donne des frissons dans les jambes. Au bout de deux jours, deux soldats se précipitèrent dans la cellule et commencèrent à me battre. Ils me trainèrent à la salle de tortures. Ils me dirent que mes amis et camarades avaient avoué. Je dis : « Amenez-les-moi ». Je savais que c’était des mensonges. Ils amenèrent deux sortes de personnes pour me faire avouer : des personnes gentilles, faibles, qui ne pouvaient supporter de voir comment j’étais torturé, et des « asafirs » (espions).

Alors ils introduisirent de nouvelles méthodes, alternant les coups et les conversations aimables dans l’espoir que je craquerais et que j’avouerais. Ils m’accusèrent d’être membre du FPLP, du Fatah et du Parti communiste. Ils changeaient leurs accusations, mais une chose persistait : après chaque accusation, ils me battaient sauvagement. Ils amenèrent deux majors qui me firent une conférence de six heures sur les crimes de l’Union soviétique contre les Juifs et sur l’oppression des minorités nationales par les Chinois. Ils m’accusèrent d’être communiste parce qu’ils avaient trouvé chez moi des livres sur le marxisme. Je leur dis qu’il ne pourrait y avoir de paix sans l’autodétermination pour le peuple palestinien. Ils me demandèrent de mettre cela par écrit et de signer, ce que je fis.

Au bout de 46 jours d’interrogatoires et de détention ils m’envoyèrent à un tribunal militaire à Ramallah. Je fus accusé d’avoir organisé des actions contre le gouvernement. Mon avocat, Ghozi Kfir, demanda des circonstances atténuantes. Le tribunal répondit : « C’est un révolutionnaire et un fourbe ». Avant l’audience mon avocat et le procureur avaient élaboré un marché. Je devais être relâché sans aucune accusation si je ne parlais pas de tortures devant la cour. Mais le juge ignora l’accord et me condamna à cinq ans. Je fis trois ans et deux avec sursis.

Après la libération de prison de Mohamed Manasrah, les agents du Shin Beth entrèrent en contact avec chacun de ses employeurs et leur demandèrent de le renvoyer. Mohamed Manasrah perdit quatre emplois successifs avant de devenir responsable syndical permanent.

Le 7 janvier 1982, on donna l’ordre à Mohamed Manasrah de quitter Bethléem pour retourner à son village natal Wadi Fukin, situé à la frontière d’avant 1967. Il y fut consigné à domicile pour six mois. Il n’avait pas de revenus et il devait compter sur l’aide de ses voisins. Les autorités et la Ligue du village (les collaborateurs) menacèrent Mohamed Manasrah, sa famille et tous ceux avec lesquels il rentrait en contact. On fit des descentes chez lui de nombreuses fois. Ses livres et ses papiers étaient saisis. On interdit à sa famille d’aller en Cisjordanie. On retira à son frère son permis de travail. La Ligue attaqua sa belle-sœur, croyant qu’il s’agissait de sa femme. Le gouverneur militaire menaçait chaque famille dont le fils lui rendait visite. On enquêtait sur ces jeunes gens. Trois professeurs des écoles furent interrogés après de telles visites : « *Ils installèrent un siège autour de moi : économique, social et psychologique* ».

Mohamed Manasrah, défiant l’assignation à résidence, retourna à Bethléem, où sa femme put enfin travailler. « *Mon frère et son enfant furent arrêtés pour me pousser à revenir à Wadi Fukin, mais je restai à Bethléem* ». Sa consignation à domicile fut transférée à Bethléem. « *Je ne pouvais pas rester longtemps à la maison. J’allais et venais. Les soldats m’arrêtèrent et m’emmenèrent en prison* ».

Le 1er décembre 1982, un nouvel ordre militaire lui permit de se déplacer dans la limite des frontières municipales, mais il n’avait pas le droit de travailler et était obligé de se rendre au bureau du gouverneur militaire chaque jour et d’y rester jusqu’à midi. Au bout d’un an, ces interdictions cessèrent. Mais moins d’un mois après, le gouverneur militaire ordonna six mois supplémentaires d’assignation à résidence.

Mohamed Manasrah entra à l’université de Bethléem en 1983 pour étudier la sociologie. Il fut vite élu secrétaire du conseil étudiant. En novembre 1983, lui et d’autres membres de l’organisation étudiante furent emprisonnés après avoir soutenu une exposition culturelle palestinienne.

## La torture de la jeunesse palestinienne

Qu’ils soient habitants de l’État d’Israël ou résidents des territoires occupés, de jeunes Palestiniens sont continuellement victimes de la torture. Hassam Safief et Ziad Sbeh Ziad, de Galilée, furent arrêtés pour avoir brandi le drapeau palestinien lors du premier anniversaire du massacre de Sabra et Chatila. On les relâcha 6 mois après car aucune preuve ne pouvait être produite contre eux, car aucune confession n’avait pu leur être soutirée.

Au procès, les Jeunes parlèrent des tortures qu’on leur avait infligées lors de leur détention. On les avait aspergés d’eau froide et laissés nus dans une chambre froide. Ils avaient reçu des coups sur tout le corps, même dans les parties génitales. On avait utilisé la torture électrique. Ziad, les mains attachées dans le dos, avait été envoyé d’un interrogateur à un autre. On l’avait frappé au visage et sur tout le corps. Il refusa de signer des aveux (voir *Al-Fajr*, hebdomadaire palestinien de Jérusalem, 14 mars 1984)

Mu’Anyah Fah’d Qawasni, fils du maire de Hébron assassiné Fah’d Qawasni et son cousin Usameh Fayez Qawasni étaient parmi les 4 000 Palestiniens détenus par les Israéliens durant le soulèvement récent de la Cisjordanie et de Gaza. Des interrogateurs israéliens les aspergeaient d’eau, fixèrent des clips reliés à des fils électriques à leurs pieds et branchèrent le courant. Mu’Anyah perdit conscience trois fois durant la demi-heure de torture par chocs électriques (*Al-Fajr*, 10 janvier 1988). Les avocats qui défendent les personnes accusées de délits contre la « sécurité » déclarent unanimement que les tribunaux militaires d’Israël et des territoires occupés après 1967 *« sont complices et couvrent en toute connaissance de cause l’utilisation de la torture par les services secrets israéliens* » (*Sunday Times*).

Si la défense conteste la validité des aveux ou présente des preuves de torture, un « *petit procès* » (z*uta*en hébreu) a lieu. L’accusation appelle l’officier de police ou des forces armées qui a pris acte des « aveux ». Mais, comme le note l’avocat israélien Leah Tsemel :

L’officier qui enregistre la déclaration du prisonnier fréquemment en fait l’écrit pour lui. Et cet officier n’est pas celui qui mène l’interrogatoire ou qui pratique la torture. Il peut donc déclarer que cette déclaration a été faite sans contrainte.

Les interrogateurs et les gardiens de prison ne peuvent que rarement être identifiés et conduits devant les tribunaux car ils utilisent de faux noms arabes comme Abu Sami, Abu Jamil ou des surnoms comme Jacky, Dany, Edi, Orli, etc. Même lorsqu’un prisonnier réussit à conduire son tortionnaire au tribunal, cela n’aboutit à rien. Leah Tsemel a décrit comment, après d’énormes efforts, contrariés par d’innombrables obstacles, l’interrogateur qui avait torturé son client fut amené devant le tribunal :

Il se contenta de regarder la victime et dit qu’il ne l’avait jamais vue de sa vie. Cela conclut l’affaire.

Wasfi O Masri obtint que cinq aveux soient déclarés nuls – prouesse pour laquelle il est très admiré par ses collègues en Israël et dans les territoires occupés. Cependant, ceci n’assure pas l’acquittement. Les cinq aveux en question faisaient partie d’un total de milliers d’autres cas.

## Assignation à domicile et interdiction de quitter la ville

Selon l’article 109 de l’état d’urgence, un gouverneur militaire peut obliger n’importe qui à vivre là où il le décide. Il fait consigner les gens chez eux ou dans la ville. Le voyage et l’association peuvent être également restreints. De telles peines sont émises pour six mois mais elles peuvent être renouvelées indéfiniment. Dans certains cas, des personnes en ont été l’objet « *jusqu’à nouvel ordre* ».

Ceux qui sont ainsi assignés à résidence chez eux ou dans la ville, ou qui ne peuvent pas voyager, ne sont pas officiellement accusés ni ne comparaissent devant un tribunal. Le gouverneur militaire qui émet l’ordre n’est pas tenu de spécifier la nature de l’infraction. Bien que la personne concernée ait le droit de porter son cas devant un tribunal militaire d’appel et la Cour suprême israélienne, il est très rare que la cour conteste une décision fondée sur des motifs de sécurité et il est très difficile pour les victimes et leur avocat de préparer leur défense. En effet, un gouverneur militaire refusera de spécifier le détail de l’accusation ou la preuve qui la fonde.

L’article 109 a été utilisé contre les Palestiniens en Israël aussi bien que dans les territoires occupés depuis 1967. Il a été utilisé contre des intellectuels, des journalistes, des professeurs, des artistes, des avocats, des syndicalistes, des étudiants et des personnalités politiques. Nombre d’entre eux, mais pas tous, loin s’en faut, avaient critiqué ouvertement la politique israélienne et soutenu publiquement le droit à l’autodétermination du peuple palestinien. De juin 1980 à mai 1982, Amnesty International nota que 136 interdictions de ce genre furent lancées touchant 77 personnes (American-Arab Anti-Discrimination Committee, *The Bitter Year : Arabs Under lsraeli Occupation in 1982*, ADC, 1983, p. 211). 100 interdictions furent émises en septembre 1983 après les évènements commémorant le premier anniversaire du massacre de Sabra et Chatila. Et cette politique se poursuit.

# Les prisons

Les prisons israéliennes sont essentiellement des prisons politiques. Elles renferment surtout des Palestiniens soupçonnés, accusés et à l’occasion - sur la foi des aveux forcés – « reconnus coupables » d’avoir accompli, encouragé ou projeté des actes de résistance pacifique ou armée. Bien que les statistiques concernant le nombre total de prisonniers détenus ne soient pas accessibles, le nombre de prisonniers en prisons de haute sécurité et soumis à de lourdes peines approche en permanence les 3 000 ; 30 Palestiniennes sont emprisonnées à Neve Tertza, sans compter celles qui viennent du Liban. Les avocats estiment que 20 000 Palestiniens sont emprisonnés chaque année.

On compte dix prisons à l’intérieur des frontières d’avant 1967 dont Kfar Yonah, la prison centrale de Ramle, Shattah, Damun, Mahaneh Ma’siyahu, Beersheba, Tel Mond (pour les adolescents), Naphia, Ashkelon et Neve Tertza. Neuf prisons sont situées dans les territoires occupés depuis 1967 : Gaza, Naplouse, Ramallah, Bethléem, Fara’ata), Jéricho, Tulkarem, Hébron et Jérusalem. Il y a des centres de détention régionaux à Yagur (Jalameh) et Atlit près de Haïfa, à Aber Kabir à Tel-Aviv et Moscobiya à Jérusalem. De plus, les quartiers de la police à Haïfa, Acre, Jérusalem, Tel-Aviv, les dix-huit postes de police répartis sur tout le territoire d’Israël et les quarante avant-postes dans les territoires occupés sont utilisés pour la détention de suspects qui y sont interrogés et torturés (voir Jamil Ala’ al-Din and Melli Lerman, *Prisoners and Prisons in Israel*, Ithaca, 1978, p. 3).

Les installations militaires dans tout le pays servent également de centres d’interrogatoires et de tortures. Les prisonniers affirment tous que le plus barbare de tous ces centres est Armon ha Avadon appelé le « *palais de l’Enfer* » et le « *palais de la Mort* ». Il se trouve à Mahanah Tzeffin, près de Sarafand.

Enfin, des camps de détention avec des tentes pour uniques abris sont installés pour garder les prisonniers palestiniens amenés du Liban lors de l’invasion de 1982, comme les jeunes raflés lors du mouvement de résistance actuel. Meggido, Anbar II (à Gaza) et Dhahriyeh sont devenus des centres de détention célèbres pour leurs conditions inhumaines et la pratique routinière de la torture.

## Les différences de traitement

Les différences entre les prisons pour les Palestiniens des territoires occupés après 1967 et celles d’Israël d’avant 1967, c’est-à-dire dans les limites de la « *ligne verte* », ne sont pas grandes. La prison d’Ashkelon, la prison de Naphia, l’aile principale de la prison de Beersheba ainsi que l’aile spéciale de la prison de Ramle, bien que situées dans l’État d’Israël d’avant 1967, sont les principaux centres de détention pour les Palestiniens venant des territoires occupés depuis 1967 de la Cisjordanie et de Gaza. Damun et Tel Moud sont utilisées pour les jeunes. L’emplacement géographique des prisons n’a guère de rapport avec les conditions qui y prévalent.

Les autorités pénitentiaires israéliennes maintiennent une stricte ségrégation entre les détenus de droit commun et ceux qui sont inculpés d’une « atteinte à la sécurité », qui sont des prisonniers politiques. Comme seul un nombre restreint de Juifs se retrouvent en prison pour raisons politiques et qu’un petit nombre seulement de Palestiniens (en particulier dans le cas des territoires occupés) relèvent de la délinquance criminelle, cette séparation entraine de facto une ségrégation entre les prisonniers juifs et les détenus palestiniens. Aucun contact ni échange n’est autorisé. Les uns et les autres sont dans des prisons séparées ou des ailes différentes d’un même centre.

Des distinctions sont aussi opérées entre les Palestiniens venant des territoires occupés après 1967 et les détenus « arabes israéliens » qui sont en fait des palestiniens et des druzes résidant dans l’État d’Israël d’avant 1967 et détenteurs de la citoyenneté israélienne. Les conditions d’emprisonnement pour les détenus qui viennent de Cisjordanie et de Gaza sont dix fois pires que celles des Palestiniens « israéliens » d’avant 1967.

Certains prisonniers « israéliens » de la zone d’avant 1967, mais pas tous, peuvent avoir un lit ou un matelas. Environ 70 % de ces « Israéliens » bénéficient de ce « privilège ». Ils peuvent également recevoir des visites chaque quinzaine et envoyer deux lettres par mois. Ils ont également droit à trois couvertures en été et cinq en hiver. Les prisonniers des territoires occupés dorment à même le sol, été comme hiver. Ils ont droit à un tapis de caoutchouc d’un demi centimètre d’épaisseur, à une visite et à une carte postale par mois. Alors qu’en moyenne l’espace vital par prisonnier est dans les prisons européennes et américaines de 10,5 m2, dans les prisons pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza celui-ci est réduit à 1,5 m2 par individu.

## Le pouvoir arbitraire des autorités pénitentiaires

La bureaucratie des prisons a sa propre loi. En pénétrant dans ce domaine, le citoyen perd tout droit. Il ou elle se trouve soumis à une autorité complètement arbitraire exercée par des gens sélectionnés pour leur dureté.

L’ordonnance sur l’appareil carcéral (révisée en 1971) comporte 114 clauses. Il n’existe aucun article qui définisse les droits du prisonnier. L’ordonnance fournit un cadre règlementaire légal contraignant au ministre de l’Intérieur, mais c’est le ministre qui entérine ces règlements par décrets administratifs. Il n’existe aucune disposition stipulant les obligations incombant aux autorités et aucune clause garantissant aux prisonniers un niveau de vie minimum.

En Israël, il est tout à fait légal d’enfermer vingt détenus dans une cellule de cinq mètres de long sur quatre de large et trois mètres de haut. Cet espace comprenant des cabinets non isolés. Des prisonniers peuvent être indéfiniment enfermés dans de telles cellules vingt-trois heures par jour.

## Le rapport Kutler

Une enquête approfondie sur les conditions de vie dans les prisons dans la région d’avant 1967 a été publiée dans le journal *Haaretz* par le journaliste israélien Yair Kutler en 1978. Il y appelait la vie dans les prisons d’Israël « *l’enfer sur terre* » et il décrivait chaque prison en détail. Son rapport est bouleversant :

Kfar Yonah : Certains fonctionnaires supérieurs la nomment « Kewar Yonah » (Ia tombe de Yonah). C’est le centre de détention qui terrifie quiconque en franchit le seuil. Les détenus l’ont baptisé « Meurat petanim » ou « le repaire des cobras ». L’accueil qui attend ceux qui sont envoyés ici jusqu’à leur jugement est effrayant. Les cellules y sont extrêmement froides et humides. Une foule se presse sur les matelas minables, déchirés et crasseux. La plupart des détenus n’ont d’autre endroit pour s’étendre que le sol. La puanteur accablante des excrétions humaines, de la sueur et de la crasse ne quitte jamais les cellules verrouillées et cadenassées. Dans l’aile D se trouvent trois pièces où sont respectivement entassés 12, 18 et 20 détenus.

Ramle : C’est l’une des prisons les plus dures d’Israël. C’est un ancien poste de police britannique qui autrefois servait d’écurie pour les chevaux. Elle est maintenant surpeuplée et infecte, bourrée par 700 détenus. De nombreux prisonniers n’ont pas de lit, pas une place ou seulement même quelques mètres carrés à eux. Il est fréquent qu’une centaine d’hommes doivent dormir à même le sol. Il y a 21 cellules d’isolement (les cellules X) à Ramle. La lumière du jour n ‘y pénètre jamais, elles sont complètement scellées. Une ampoule vacillante donne de la lumière tout au long de la journée. En plus des cellules d’isolement, Ramle comporte une série de cachots. Ils mesurent deux mètres sur quatre-vingts centimètres, avec une hauteur de deux mètres. Ils sont sombres, sales et dégagent une puanteur terrible. Il n ‘y a ni fenêtres ni ampoules électriques, une petite ouverture dans la porte laisse passer un peu la lumière du couloir. Avant d ‘être conduit au cachot, un prisonnier est entièrement déshabillé puis revêtu d’un mince treillis déchiré. Une fois par jour il peut être conduit dehors pour aller aux toilettes ; sinon, il doit se retenir le reste du jour et de la nuit. Il peut uriner à travers un grillage de la porte. Le prisonnier n’a droit ni à une promenade quotidienne ni à une douche. Les sévices physiques sont fréquents. La méthode favorite est appelée la « méthode de la couverture ». Quelques gardiens recouvrent la tête du prisonnier et le frappent jusqu’à ce qu’il perde connaissance. Afin de se soustraire au régime cellulaire, un prisonnier doit savoir mener une vie de totale soumission et d’auto-humiliation.

Damun :La vie à Damun représente l’enfer sur terre. Les conditions de vie sont immondes et provoquent la répulsion de tout visiteur qui vient dans cet endroit abandonné par Dieu. Les bâtiments suent l’humidité et le froid. Cinq couvertures ne suffiraient pas à avoir chaud. Beaucoup ici sont malades et la plupart sont au désespoir. Les conditions sont même pires dans l’aile réservée aux jeunes. La surpopulation y est si terrible que les jeunes ne peuvent se dégourdir les membres que deux heures par quinzaine, et encore, ce délai est fréquemment allongé.

Shattah : La surpopulation y est terrifiante. Sa puanteur se répand loin alentour…. Les cellules sont sombres, humides et glaciales. L’air y est suffocant. En été, lors des fortes chaleurs dans la vallée de Bet Shean, la prison devient un enfer brulant.

*Sarafand****:*** *Le « palais de la Mort » se dresse derrière une haute barrière de barbelés que les touristes peuvent voir quand ils roulent sur la dernière portion de la route qui relie Jérusalem à Tel-Aviv, à moins de 8 kilomètres de l’aéroport Ben-Gourion. C’est là le périmètre de Sarafand, 16 km2, le plus vaste dépôt de matériel de l’armée ainsi qu’un dépôt de ravitaillement. C’est également là que le Fonds national juif entrepose l’équipement destiné à la construction de nouvelles installations dans les territoires occupes par Israël avant et après 1967 L’inexorable relation entre l’occupation, l’installation de nouveaux colons, entre la colonisation et le système de torture destiné aux Palestiniens devient évidente. Sarafand - le centre de torture - a une signification historique.*

Il a été construit antérieurement à la Deuxième Guerre mondiale et servait aux Britanniques de principal dépôt militaire. C’était un des camps de détenus les plus célèbres au cours de la révolte palestinienne de 1936 contre la loi britannique et la colonisation sioniste du pays. Les vieux bâtiments du mandat anglais sont tout simplement passés sous le contrôle des autorités israéliennes, leur fonction est inchangée et ils ont été utilisés pour une nouvelle génération de prisonniers palestiniens. Le centre, considéré tant par les Palestiniens que par les Juifs durant l’ère britannique comme le « camp de concentration », a été maintenu dans ce rôle.

Naphía - une prison politique :Les prisonniers politiques n’ont pas reçu le statut de prisonniers de guerre mais les camps de prisonniers sont bâtis pour eux. Naphia est appelée la « prison politique » par ses occupants. Elle est située dans le désert, à 8 km de Mitzoe Ramon, à mi-chemin entre Beersheba et Eilat. C’est une région aride avec de terribles tempêtes de sable. Le sable pénètre partout. Les nuits sont extrêmement froides et la chaleur du jour est insupportable. Serpents et scorpions rôdent dans les cellules. Une cellule type mesure six mètres sur trois. Il y a dix matelas par terre et aucun autre espace. Des cabinets rudimentaires occupent un coin. Au-dessus, il y a une douche. Lorsque des prisonniers utilisent les toilettes, d’autres ne peuvent se laver ou faire leur vaisselle. Dans une telle pièce, les prisonniers passent vingt-trois heures par jour. Une demi-heure par jour, les prisonniers doivent marcher dans une petite cour en béton de cinq mètres sur quinze. De nombreux prisonniers sont malades, souffrant des effets des tortures répétées et des conditions de vie bestiales de la prison. (Leah Tsemel & Walid Fahoum, Reports on Nafha Prison, mai 1982-février 1983)

## Pratiques quotidiennes dans les prisons israéliennes

Les prisonniers politiques déclarent fréquemment que les conditions dans les centres de détention et les prisons de l’État d’Israël d’avant 1967 comme des territoires occupés depuis 1967 sont étudiées pour les détruire tant physiquement que psychologiquement.

Les coups. Dans toutes les prisons, où qu’elles soient situées, les prisonniers sont battus. À Ramle, cela se passe dans les cachots ou les « cellules d’isolement ». Un certain nombre de gardiens s’attaquent au prisonnier, le battent à coups de poings, de bottes et de gourdins faits de manches de houe en bois qui sont entreposés dans un réduit attenant aux cachots. À Damun, les coups sont administrés d’une façon plus primitive. Cela se passe en public dans la cour. Les gardiens les plus brutaux sont responsables du véhicule de transport des prisonniers qui fait trois voyages par semaine du centre d’Abu Kabir à la prison de Shattah. Il s’arrête dans toutes les prisons d’Israël sauf Ashkelon et Beersheba. Chaque voyage de la aboutit à de sauvages passages à tabac. Sous le plus léger prétexte, les gardes font sortir leur victime aux arrêts suivants et « *Ia frappent jusqu’à ce qu’elle soit méconnaissable* ».

L’isolement. Aux termes de la loi, l’isolement n’est pas considéré comme une punition. En réalité, peu de gens peuvent survivre de nombreux mois dans des cellules d’un mètre sur deux mètres cinq, vingt-trois heures par jour. Jusqu’ici, aucun prisonnier ayant fait une tentative verbale pour conserver sa dignité n’a pu éviter les passages en cellule d’isolement.

Le travail forcé. Il est organisé « *de façon à empoisonner la vie des prisonniers* » (Jamil Ala’al Din et Melli Lerman, p. 26). Les prisonniers palestiniens sont délibérément affectés à la production de bottes pour l’armée israélienne, de filets de camouflage, etc. Ceux qui refusent se trouvent privés de « privilèges » tels que l’achat de produits à la cantine, de sorties hors de la cellule, de livres et journaux ainsi que du nécessaire pour écrire. Certains sont punis d’isolement. Le salaire moyen pour ce travail est de 5 cents de l’heure. Le travail forcé est mis en œuvre pour accroitre au maximum la pression physique et émotionnelle. C’est également un moyen d’exploitation.

La nourriture. L’alimentation est insuffisante et les budgets alimentaires sont réduits au minimum. La viande, les légumes et les fruits alloués sont souvent détournés par le personnel. Les œufs, le lait et les tomates sont considérés comme un luxe pour les prisonniers.

Les soins médicaux. En 1975, un prisonnier de Damum s’est ouvert les poignets. Ses camarades ont appelé les gardiens. Un groupe de trois d’entre eux est arrivé. L’infirmier a ouvert la cellule et, saisissant le prisonnier, l’a matraqué au visage à plusieurs reprises sans souffler mot. Le prisonnier est tombé au sol, l’infirmier a continué à le rouer de coups de pieds. Les prisonniers sont enfermés dans des bâtiments inappropriés. Ils souffrent pendant l’été de la chaleur harassante. En hiver, l’humidité pénètre « jusqu`aux os ». À la prison de Ramle, un tiers de la population pénitentiaire souffre d’engelures aux mains et aux pieds terribles. Le seul traitement permis est l’emploi de vaseline et encore il est rarement toléré. Les détenus qui purgent une peine au-delà de quelques mois quittent la prison avec des infirmités permanentes. Les moyens d’éclairage sont si faibles que les prisonniers ont la vue détériorée. Les maladies rénales et les ulcères sont cinq fois plus élevés que pour le reste de la population.

Asafirs. Depuis 1977, les prisonniers font état de ce que dans chaque prison, la torture est également pratiquée par un petit groupe de collaborateurs dont certains ne sont pas de véritables prisonniers mais plutôt des informateurs infiltrés. Qu’il s’agisse de prisonniers acceptant de collaborer ou de moutons, le procédé a été institutionnalisé. Dans chaque prison et centre de détention, des pièces spéciales sont prévues pour les collaborateurs, appelés « *asafir* » ou « *oiseaux chanteurs* ». Le plus souvent, les « *asafir* » sont des criminels endurcis choisis pour leur férocité D’autres sont sélectionnés parmi ceux qui sont accusés de crimes politiques bien que sans passé politique. Ces derniers se voient accorder des privilèges en rapport avec les services rendus.

## Des cas qui ne sont pas isolés

Alors que tout est fait pour faire croire aux prétentions démocratiques et humanistes d’Israël, les faits présentés, comme d’ailleurs les faits accumulés dans toutes les études sur la colonisation sioniste et le régime appliqué en Palestine, font voler en éclats cette façade. Les cas individuels exposés ne sont ni des facteurs isolés ni le produit de circonstances exceptionnelles. Les cas cités ne diffèrent pas fondamentalement les uns des autres.

Les bourreaux ne sont pas des flics déviants, isolés et incontrôlés. Ils appartiennent à toutes les sections de la police israélienne et des divisions de sécurité qui ne font ainsi que leur devoir.

La violence est la norme pour traiter les Palestiniens, qu’il s’agisse de paysans qui amènent leurs produits au marché ou de jeunes jetant des pierres, des citoyens palestiniens d’Israël d’avant 1967 comme de résidents des territoires occupés en 1967 ou plus tard. La torture est un pilier fondamental du système : la coercition est un pas vers l’aveu, et l’aveu est nécessaire à la condamnation.

Le traitement réservé aux prisonniers ne change pas en fonction du parti politique qui est au pouvoir. Si le premier ministre Menahem Begin qualifiait les Palestiniens d’ « *animaux à deux jambes* », les brutalités systématiques à l’égard des détenus palestiniens sont tout aussi sévères sous le gouvernement travailliste. Comme le disait l’ancien premier ministre David Ben Gourion :

Le régime militaire existe pour défendre le droit à l’implantation juive partout. (cité par Arie Bober, The Other Israel: The radical Case Against Zionism, Anchor Books, p. 138)

Une stratégie de conquête

En 1982, alors que la dernière main était mise aux préparatifs de l’invasion du Liban et du massacre des Palestiniens dans les camps autour de Beyrouth, Sidon et Tyr, un remarquable document était publié dans *Kivunim* (*Directions*), le journal du département d’information de l’Organisation sioniste mondiale. Son auteur, Oded Yinon, était autrefois attaché auprès du ministère des Affaires étrangères et il reflète bien l’état d’esprit des hautes sphères de la hiérarchie militaire et des services secrets israéliens.

L’article, intitulé *Israël : une stratégie pour les années 1980*, esquisse un plan pour faire d’Israël la puissance impérialiste régionale, sur la base de l’effondrement des États arabes. En discutant de la fragilité des régimes corrompus du Proche-Orient, Yinon dévoile ainsi involontairement toute l’ampleur de la trahison des intérêts des peuples par ces régimes et leur incapacité à se défendre ou à défendre leurs concitoyens contre une agression impérialiste.

## Diviser pour régner

Yinon reprend la conception de l’ancien ministre travailliste des Affaires étrangères Abba Eban selon laquelle le Proche-Orient est une « *mosaïque* » d’ethnies différentes. Le système le mieux adapté à la région se trouve par conséquent être celui de l’Empire ottoman, le système millet, qui fondait le pouvoir administratif sur le gouvernement par des fonctionnaires locaux de communautés ethniques distinctes.

Ce monde, avec ses minorités ethniques, ses factions et ses crises internes, qui est étonnamment autodestructeur comme on peut en juger au Liban, dans l’Iran non arabe et aussi en Syrie aujourd’hui, est incapable de résoudre positivement ses problèmes fondamentaux. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan for the Middle East, AAUG, 1982, p. 9)

Yinon affirme que la nation arabe est une coquille fragile qui attend d’être brisée en mille morceaux. Israël doit poursuivre la politique entreprise depuis les débuts du sionisme, en cherchant à acheter des agents locaux parmi les fonctionnaires et les communautés locales pour qu’elles se dressent contre d’autres communautés semblables au compte d’Israël.

Le monde arabe musulman est bâti comme un château de cartes éphémère édifié par des étrangers (la France et la Grande-Bretagne dans les années 1920), sans qu’aient été pris en considération les souhaits et les aspirations des habitants. Il a été arbitrairement divisé en 19 États, regroupant tous des minorités et des groupes ethniques hostiles les uns aux autres, si bien que chaque État arabe musulman est à l’heure actuelle confronte à une destruction sociale et ethnique de l’intérieur, et dans certains cas la guerre civile y fait déjà rage. (p. 5)

La « nouvelle » stratégie des années 1980 est la vieille devise impériale du « diviser pour régner » qui a besoin pour réussir de potentats corrompus au service des ambitions impérialistes.

Dans ce monde colossal et fracturé, il y a quelques groupes de riches et une énorme masse de pauvres. La plupart des Arabes ont un revenu annuel de 300 dollars. Le Liban est déchiré et son économie s’effondre ; il n’existe pas de pouvoir centralisé mais seulement de fait cinq pouvoirs souverains. (p. 12)

## Dissoudre le Liban

Le Liban sert de modèle, préparé pour ce rôle depuis 30 ans par les Israéliens ainsi que le journal intime de Sharett l’a révélé. C’est le produit de la nécessité expansionniste mise en avant par Herzl et Ben Gourion tout comme le prolongement logique des solutions avancées dans le journal de Sharett. La dissolution du Liban a été proposée en 1919, planifiée en 1936, lancée en 1954 et réalisée en 1982.

La dislocation effective du Liban en cinq provinces constitue un précédent pour l ‘ensemble du monde arabe, y compris l’Egyptair, la Syrie, l’Irak et la péninsule arabique, et elle est déjà en route. Par la suite, la dissolution de la Syrie et de l’Irak en zones ethniques et religieuses spécifiques comme au Liban est l’objectif primordial d’Israël à long terme sur le front Est, cependant que la destruction de la puissance militaire de ces États représente l’objectif prioritaire à court ternie. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 9)

## Fragmenter la Syrie

La Syrie se disloquera, conformément à sa structure religieuse et ethnique, en plusieurs États comme à l’heure actuelle au Liban, et ainsi un État chiite alaouite sera constitué sur la côte, un État sunnite dans la région d’Alep, un autre État sunnite à Damas hostile au précédent et aux druzes qui formeront un État, peut-être même un État dans notre Golan (les monts du Golan ont été occupés en 1967 par Israël), et certainement un dans le Houran et un au nord du Jourdain. Cet état de choses représentera à terme la garantie de la paix et de la sécurité, et ce but est déjà à notre portée aujourd’hui.

Chaque État arabe est étudié en vue de déterminer comment il peut être démembré. Partout où des groupes religieux minoritaires sont présents dans l’armée, Yinon voit une opportunité.

Aujourd’hui, l’armée syrienne est principalement sunnite avec un corps d’officiers alaouites, l’armée irakienne est chiite avec des commandants sunnites. Cela a une grande signification à la longue, et c’est pourquoi il ne sera pas possible longtemps de conserver la loyauté des forces armées. (Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 5)

Yinon continue à examiner comment la « guerre civile » qui a été imposée au Liban par l’aide financière au major Haddad dans le sud du Liban et aux phalanges de Gemayel autour de Beyrouth peut être étendue à la Syrie :

La Syrie n’est pas fondamentalement différente du Liban, si ce n ‘est par le régime fort militaire qui la dirige. Mais la véritable guerre civile qui se mène actuellement entre la majorité sunnite et la minorité chiite alaouite (seulement 12 % de la population) atteste du sérieux des conflits internes. (p. 10)

## L’assaut contre l’Iran

L’insurrection révolutionnaire contre le chah d’Iran -un des principaux protégés de l’impérialisme américain, installé par un coup d’État organisé par la CIA en 1953- semblait ouvrir la voie à la révolution dans tout le Moyen-Orient. Non seulement Israël et ses protecteurs américains s’inquiétaient de l’appel qu’elle représentait pour les chiites musulmans de toute la région, qui étaient généralement parmi les plus pauvres et les plus déshérités, mais de ce que le défi lancé à la domination américaine trouvait un écho parmi les masses de tous les États et groupes ethniques.

Tel était l’arrière-plan de l’attaque lancée par l’Irak contre la province sud de l’Iran, le Khouzistan, où se trouvent localisées la production de pétrole et les raffineries. Comme Yinon, les états-majors américains et israéliens calculaient que puisque cette province iranienne riche en pétrole était peuplée par une minorité arabe d’Iran, il serait possible de la détacher relativement facilement de l’Iran. On s’attendait à ce qu’une attaque de la part de l’Irak rencontre la sympathie de la minorité arabe du Khouzistan.

L’Iran est une nation formée de regroupements ethniques : 15 millions de Persans (farsi), 12 millions de Turcs, 6 millions d’Arabes, 3 millions de Kurdes, des Baloutches, des Turkmènes, et d’autres nationalités plus petites.

Près de la moitié de la population iranienne est constituée d’un groupe de langue perse et l’autre moitié d ‘un groupe turc. La population turque est composée d’une majorité sunnite turque (50 % environ) et de deux importantes minorités, 12 millions de chiites alaouites et 6 millions de sunnites kurdes. En Afghanistan, 5 millions de chiites constituent 1/3 de la population. Dans le Pakistan sunnite, 15 millions de chiites représentent pour l’existence de cet État un danger. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 5)

L’hypothèse était que l’Iran, lui aussi, pourrait être fragmenté, les provinces productives de pétrole étant séparées au moyen de l’invasion. Khomeiny avait poursuivi la politique du chah d’oppression des minorités nationales, et la répression à l’égard de la minorité arabe perpétuée par le gouverneur provincial de Khomeiny, l’amiral Madani, poussa la CIA et le Mossad israélien à encourager le régime irakien à l’invasion.

Comme c’est le cas pour les autres régimes du Proche-Orient, en dépit des proclamations rhétoriques, les oligarchies militaires et les monarchies au pouvoir sont au service du plus offrant. Mais les ouvriers du pétrole d’Abadan et d’Ahwaz, les raffineries de la province du Khouzistan, étaient hautement politisés. Ils avaient vertébré le Front national lorsque Mossadegh nationalisa la Compagnie pétrolière anglo-iranienne en 1952, et le PC d’Iran (Toudeh) était solidement implanté chez les ouvriers du pétrole. La grève générale déclenchée par les ouvriers du pétrole avait été décisive pour la révolution iranienne qui avait renversé le chah en 1979.

L’invasion irakienne échoua. La minorité arabe la perçut comme une attaque contre la révolution elle-même. Les Etats-Unis et Israël modifièrent leur politique en armant alors les deux côtés, pour prolonger la guerre autant que possible tout en évitant une victoire iranienne. Yinon est sans équivoque quant à la stratégie suivie :

Tout affrontement entre pays arabes sera pour nous une aide à court terme et raccourcira les délais pour l’objectif le plus important qui est de démembrer l’Irak en différentes composantes comme en Syrie et au Liban. (p. 9)

Les États-Unis et la monarchie saoudite (qui soutient également la Syrie avec une aide de dix milliards de dollars) ont organisé le blocus des armes à destination de l’Iran et une livraison massive d’armes à l’Irak. Les régimes égyptien et jordanien ont montré le chemin en soutenant l’Irak, cependant que les Etats-Unis et l’Union soviétique arment l’Irak tous les deux, la bureaucratie soviétique cherchant à utiliser son influence sur les régimes arabes pour être en mesure d’établir des accords sur les zones d’influence avec les dirigeants américains - sur le dos des masses arabes qui continuent à vivre dans la misère.

## L’Irak dans la ligne de mire

Yinon explicite les motifs qui amènent Israël à armer Khomeiny tandis que les Etats-Unis arment l’Irak.

L’Irak, avec sa richesse pétrolière d’une part et ses déchirements internes d’autre part, est à coup sûr une cible pour Israël. Sa dislocation est même plus importante pour nous que celle de la Syrie. L’Irak est plus puissante que la Syrie. A court terme, c’est la puissance irakienne qui représente la menace la plus importante pour Israël. Une guerre Iran-Irak déchirera l’Irak et entraînera sa chute de l’intérieur avant même qu’elle soit capable d’organiser la lutte contre nous sur un vaste front. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 16)

Les préparatifs sont déjà avancés, les sionistes comptant sur l’explosion de l’Irak dans une guerre civile.

Les germes d’un conflit interne et d’une guerre civile sont déjà apparents aujourd’hui, surtout depuis l’arrivée au pouvoir en Iran de Khomeiny, un dirigeant reconnu comme le leur par les chiites d’Irak. (p. 4)

Lorsqu’il parle des faiblesses de la société arabe sous les régimes actuels, Yinon souligne sans le vouloir jusqu’à quel point la population est écartée de tout pouvoir de décision, la nature non représentative des régimes arabes, cela entrainant la vulnérabilité et la vanité de leurs essais pour se protéger de l’expansion sioniste en se soumettant au pouvoir et à l’influence des Etats-Unis. Quoi qu’il en soit, ils sont tous confrontés au même destin, la seule question étant celle des délais :

L’Irak ne présente, une fois encore, aucune différence par rapport à ses voisins bien que la majorité soit chiite et la minorité au pouvoir sunnite. 65 % de la population n’a aucune part dans les décisions politiques, le pouvoir étant détenir par une élite de 20 %. De plus, une importante minorité kurde est présente au nord, et s’il n’y avait la force du régime, l’armée et les revenus tirés du pétrole, la situation future de l’Irak ne présenterait aucune différence avec celle du Liban dans le passé ou celle de la Syrie. (p. 9)

Le plan de dislocation de l’État irakien n’est pas une formule algébrique. Israël a délimité le nombre des petits États entre lesquels l’Irak actuel doit être divisé, leurs territoires et leurs populations :

En Irak, une division en provinces suivant des critères ethniques et religieux comme en Syrie sous la domination ottomane est possible. Ainsi, trois États (ou plus) seront formés autour des trois villes principales : Bassorah, Bagdad et Mossoul, les zones chiites du sud étant ainsi séparées des sunnites et des Kurdes du Nord. (p. 5)

Israël chercher à tirer un plein avantage de l’impact de la misère et sa conséquence, l’instabilité des régimes qui doivent contrôler la population opprimée. À cet égard, la volonté des sionistes de déstabiliser les régimes arabes et de fragmenter leurs pays, quoique ne déplaisant pas aux Etats-Unis, est considérée avec circonspection par le Pentagone quant aux rythmes et à la réalisation. Le danger est constant que les guerres et la fomentation de divisions internes, dont le sionisme et l’impérialisme américain ont besoin pour contrôler la région, entraînent une irruption populaire comme en Iran, et comme dans la bande de Gaza et en Cisjordanie aujourd’hui.

Le spectre de la révolution hante à la fois les dirigeants d’Israël et des Etats-Unis. C’est aussi une perspective qui souligne l’importance vitale de l’existence d’une direction révolutionnaire capable de conduire la lutte jusqu’au bout. Les tentatives de l’OLP, par exemple, pour solliciter l’appui des régimes oppresseurs de la région au lieu d’en appeler directement aux populations opprimées l’ont conduite d’une impasse à l’autre.

Le poids de la carence de direction est en proportion des occasions perdues. Décrivant l’oppression infligée par les régimes arabes à leurs propres minorités nationales, Yinon remarque :

Quand on ajoute à ce tableau celui de la situation économique, on s’aperçoit à quel point la région entière est un château de cartes, incapable de faire face à ses graves difficultés. (p. 4)

Chaque pays étudié révèle, pour l’essentiel, le même type de conditions.

Tous les États arabes à l’est d’Israël sont déchirés, disloqués, harcelés par leurs conflits internes, plus encore même que ceux du Maghreb. (p. 4)

## L’utilisation de Moubarak

Le cynisme avec lequel les sionistes mettent en avant la fiction de leur intérêt pour la « sécurité » n’est nulle part plus clair que dans le jugement que Yinon porte sur l’Égypte. L’émergence de Sadate après l’occupation en 1967 par Israël du mont Sinaï, de la Cisjordanie de Gaza et des monts du Golan, a fourni aux États-Unis l’occasion d’empêcher le plus important État arabe de devenir un obstacle à l’expansion israélienne et au contrôle américain. Le réalignement de l’Égypte a porté un coup dévastateur non seulement au peuple palestinien, mais à tous les peuples arabes.

Le retour de l’Égypte à un degré de dépendance vis-à-vis de l’impérialisme inconnu du temps de Farouk a été profondément impopulaire dans les masses égyptiennes. Les États-Unis ont octroyé à l’Égypte environ trois milliards de dollars sous forme d’aides, de prêts et de subsides détournés - seule l’aide à Israël étant supérieure - ce qui souligne le rôle du gouvernement Moubarak. Pourtant le niveau de vie s’effondre. En légitimant l`État colonial d’Israël, Sadate non seulement trahissait le peuple palestinien mais laissait tout le Proche-Orient être la proie des desseins indiqués par Oded Yinon. De son analyse stratégique, il apparait clairement que pour le mouvement sioniste, toute la région figure dans un échéancier ; chaque région est désignée à la conquête ou reconquête conçue comme un objectif possible dans l’attente seulement d’un rapport de forces convenable et de l’alibi de la guerre.

L’Égypte, dans son image politique actuelle intérieure, est déjà un cadavre. Surtout si l’on tient compte de la rupture grandissante entre musulmans et chrétiens. Morceler le territoire égyptien en régions géographiques distinctes est le but politique d’Israël pour les années 80 sur le front ouest. (Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 8)

Le retour de l’Égypte au stade néocolonial qu’elle avait connu sous Farouk imposé par Sadate, a été récompensé par la restitution du Sinaï, Pas pour toujours, cependant, aux yeux d’Israël.

Israël sera forcé d’agir directement ou indirectement de façon à reprendre le contrôle du Sinaï en tant que réserve d’énergie stratégique et économique pour l’avenir. L’Égypte ne représente pas un problème stratégique du fait de ses conflits internes et il serait possible de la ramener à la situation précédant la guerre de 1967 en un seul jour… L’Égypte est divisée et déchirée entre de nombreux foyers d’autorité. Si l’Égypte s`écroule, les pays tels que la Lybie, le Soudan ou même des États plus éloignés ne pourront continuer à exister sous leur forme actuelle et seront entrainés dans la même chute que l’Égypte. La perspective d’un État chrétien copte en Haute-Égypte aux côtés de plusieurs États faibles au pouvoir très localisé et dépourvus de gouvernement centralisé est la clé d’un développement historique qui a seulement été retardé du fait de l’accord de paix mais qui semble à la longue inévitable. (p. 15)

Camp David était donc un stratagème tactique préparatoire à la dislocation de l’Égypte et du Soudan :

Le Soudan, l’État le plus déchiré du monde arabe actuel, repose sur quatre groupes hostiles les uns aux autres : une minorité arabe sunnite qui règne sur une majorité d’Africains non Arabes, païens et chrétiens. En Égypte, il y a une majorité sunnite qui tait face à une importante minorité de chrétiens majoritaire en Haute-Égypte : environ sept millions d’individus. Ils voudront leur propre État, dans le genre d’un « deuxième » Liban chrétien d’Égypte. (p. 4)

C’est en Égypte que Gamal Abdel Nasser avait mis à bas le roi Farouk et galvanisé le monde arabe avec sa perspective de l’unité arabe. Mais il s’agissait d’une unité qui ne se fondait pas sur la lutte révolutionnaire dans toute la région mais sur une illusoire fédération de régimes oligarchiques.

## Demain, au tour des Saoudiens

Si dans l’optique israélienne, l’Égypte de Nasser doit être dépecée comme un second Liban, l’Arabie saoudite sera encore bien plus vulnérable car les jours de la monarchie sont considérés comme comptés.

Toute la péninsule arabe a une propension naturelle à la dislocation du fait des pressions internes et externes, et cela est particulièrement inévitable en Arabie saoudite. Toutes les principautés du Golfe et l’Arabie Saoudite sont édifiées sur un fragile château de sable dans lequel il n’y a que le pétrole. Au Koweït, les Koweitiens ne représentent qu’un quart de la population. Au Bahreïn, les chiites sont la majorité mais sont privés de tout pouvoir. Dans les Émirats arabes unis, les chiites sont une fois de plus majoritaires mais ce sont les sunnites qui détiennent le pouvoir. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 11)

Aucun doute non plus sur le fait que ce qui vaut pour l’Arabie vaut pour le reste du Golfe

La même chose vaut pour le territoire d’Oman et le Yémen du Nord. Même au Yémen Sud marxiste (sic) il y a une importante minorité chiite. En Arabie Saoudite la moitié de la population est étrangère, égyptienne et yéménite, mais une minorité saoudienne détient le pouvoir. (p. 5)

## Dépeupler la Palestine

Yinon réserve ses jugements les plus implacables pour les Palestiniens eux-mêmes. Il souligne avec emphase que le peuple palestinien n’a jamais renoncé à son désir et sa volonté d’être souverain dans son pays : c’est sur toute la Palestine que le sionisme doit régner.

En Israël, la distinction entre les zones de 67 et les autres territoires, ceux de 48, n’a jamais eu de sens pour les Arabes et ne signifie aujourd’hui plus rien pour nous. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 10)

Les Palestiniens doivent être non seulement chassés de la Jordanie et de Gaza, mais également de Galilée et de l’Israël d’avant 1967. Il faut les éparpiller comme en 1948.

La dispersion de la population est donc un objectif stratégique national de la plus haute importance : autrement nous cesserons d’exister entre des frontières quelles qu’elles soient. La Judée, Samarie et la Galilée sont notre seule garantie d’une existence nationale, et si nous ne devenons pas la majorité dans les régions montagneuses nous ne dirigerons pas le pays et nous serons comme les Croisés qui perdirent ce pays qui n’était d’ailleurs pas le leur et dans lequel ils étaient d’abord des étrangers. Rééquilibrer le pays sur le plan démographique, stratégique et économique est l’objectif le plus élevé et le plus crucial aujourd’hui. (p. 18)

Aujourd’hui, les Palestiniens sous contrôle territorial israélien, à Gaza, en Cisjordanie et dans la colonisation territoriale d’avant 67, sont à peu près 2 500 000. Il y a aujourd’hui à peu près 5 400 000 Palestiniens. Plus de la moitié du peuple palestinien est éparpillée dans une diaspora mondiale. Un nombre significatif se trouvent dans les pays du Proche-Orient, où ils sont là aussi soumis à toutes sortes de persécutions et de discriminations : 37,8 % en Syrie, Jordanie et au Liban, et 17,5 % dans d’autres États arabes.

La question posée est comment réaliser l’expulsion du peuple palestinien sous contrôle israélien, particulièrement du fait que toute la stratégie d’Israël dans la région en découle :

Réaliser nos objectifs sur le front Est dépend d’abord de la réalisation de cet objectif stratégique interne. (p. 10-11)

## Objectif immédiat : la Jordanie

La méthode pour accomplir tout cela suppose une opération délicate, ce qui donne un début d’explication à la tension qui règne chez les dirigeants sionistes et ceux de l’impérialisme américain à propos de la représentation jordanienne des Palestiniens.

La Jordanie constitue un but stratégique immédiat à court terme mais pas à long terme, car elle ne constitue pas une véritable menace à long terme après sa dislocation, la fin du long règne du roi Hussein et le transfert du pouvoir aux Palestiniens à court terme. Il n’y a aucune chance pour que la Jordanie continue d’exister sous sa forme actuelle pendant longtemps, et la politique d ‘Israël, en temps de guerre comme en temps de paix, devrait être orientée vers la liquidation de la Jordanie sous son régime actuel et le transfert du pouvoir à la majorité palestinienne. (p. 9-10)

Un terre désertique privée de ressources, dépendant largement des devises saoudiennes et de la protection militaire à la fois d’Israël et des Etats-Unis : la monarchie hachémite jordanienne est à peine souveraine. Elle règne de façon draconienne sur la majorité palestinienne reléguée dans des camps (même si les Palestiniens composent l’administration civile). Les Palestiniens n’ont aucun droit d’expression politique et lorsqu’ils sont déportés là par Israël de la Cisjordanie ou de Gaza, ils sont quotidiennement convoqués par la police jordanienne qui les harcèle et les maltraite. La suppression du régime hachémite devrait s’accompagner de ce que Jabotinsky, citant Hitler en 1940, avait qualifié par euphémisme de « *transfert de population* ».

Le changement de régime en Jordanie entraînera aussi la fin du problème créé par l’existence des territoires massivement peuplés d’Arabes de Cisjordanie. Que ce soit en temps de guerre ou de paix, l’émigration hors de ces territoires et un blocage économico-démographique en leur sein sont les garanties d’un changement futur sur les deux rives, et nous devrions agir pour accélérer ce processus le plus rapidement possible. Le plan d’autonomie doit également être rejeté ainsi que tout compromis ou partage des territoires car (…) il n’est pas possible de continuer à vivre dans ce pays dans la situation actuelle sans séparer les deux nations, les Arabes en Jordanie et les Juifs dans les régions à l’ouest du fleuve. (p. 10)

Le programme de Yinon reprend le vieux principe impérialiste du « diviser pour régner ». Le Liban, par exemple, a commencé à être une cible dès 1919. L’alibi d’une guerre a été le préalable nécessaire à la réalisation de ces plans à court ou à long terme. Le néocolonialisme reste la méthode favorite de l’impérialisme parce que les occupations directes l’affaiblissent, comme le savait Che Guevara.

Les sionistes en particulier, avec leur population relativement petite et leur totale dépendance vis-à-vis de l’impérialisme américain, ne peuvent réaliser leur plan de domination israélienne du Proche-Orient qu’au travers de combinaisons néocoloniales, et ces dernières nécessitent le soutien de leur maitre impérialiste. À cet égard, le plan d’Oded Yinon est la mise à jour pour le présent et un futur proche des projets sionistes poursuivis par Herzl, Weizmann, Jabotinsky, Ben Gourion, et de nos jours, par Peres et Shamir. Ceux qui voudraient choisir parmi ces plans offrent aux Palestiniens le choix entre la peste et le choléra, car le débat politique entre dirigeants sionistes est centré sur les moyens et les échéances d’un même plan de conquête.

Quand par exemple Moshe Dayan s’est emparé de Gaza en 1956, Ben Gourion furieux déclara à Dayan : « *Je ne voulais pas de Gaza peuplée, mais de Gaza sans peuple, de la Galilée sans population* ». Moshe Dayan lui-même déclarait à une réunion de jeunes sur le Mont Golan en juillet 1968 :

Nos pères avaient atteint les frontières attribuées par le plan de partition. La génération de la guerre des six jours a permis d ‘étendre encore jusqu’à Suez, la Jordanie, le Golan. Ce n’est pas fini. Après celles-ci, il y aura de nouvelles lignes de cessez-le-feu. Nous nous étendrons au-delà de la Jordanie, jusqu’au Liban et à la Syrie également. (The Times, 25 juin 1969)

La domination néocoloniale, cependant, comme Odel Yinon l’établit clairement, dépend de la relation dialectique entre la puissance militaire et les appuis mercenaires. L’éclatement des États arabes s’accomplira par le biais de la guerre - qu’il s’agisse d’une attaque éclair, de l’utilisation d’une force armée mercenaire ou d’opérations secrètes. Le succès final exige des dirigeants locaux qui puissent être achetés ou piégés. Les sionistes nous ont donc fourni à plusieurs reprises non seulement leur *Mein Kampf* mais la preuve que la préservation comme l’extension de leur domination dépendent de l’existence de dirigeants traitres au sein des peuples victimes.

Les plans de « division pour régner » du sionisme et de leur patron impérialiste sont sans fin. Si les Palestiniens et les masses arabes veulent résister à ces plans de conquête, ils auront à abattre les régimes corrompus qui bradent les aspirations des peuples. Il leur faudra forger une direction révolutionnaire qui dénonce ouvertement le rôle de ces gouvernements, qui dévoile publiquement les plans des sionistes et qui montre sa détermination à mener la lutte dans toute la région.

## Les quatre Non

Les thèses de Yinon ne sont pas marginales. Elles sont défendues par Sharon et le ministre de la défense Begin, par Moshe Arens et par le Parti travailliste également. Yoel Ben Porat, un haut représentant du ministère de la défense, s’irritait en 1982 des pieuses critiques de l’extension des installations de colons en Cisjordanie et à Gaza.

Il est temps de déchirer le voile de l’hypocrisie. Actuellement, comme par le passé, il n’existe pas de sionisme, pas de peuplement du pays, pas d’État juif sans le déplacement de tous les Arabes, sans confiscation de leurs terres. (Israel Mirror)

La plateforme politique du Parti travailliste de 1984 fut rendue publique par des annonces publicitaires pleine page dans les deux principaux journaux israéliens *Maariv* et *Haaretz*. Les annonces mettaient l’accent sur les « *Quatre non*» :

Non à un État palestinien. Non aux négociations avec l’OLP. Non au retour aux frontières de 1967. Non au retrait d’une quelconque implantation.

Ces annonces se prononçaient pour l’accroissement du nombre d’installations de colons en Cisjordanie et à Gaza, totalement subventionnées et protégées.

En 1985, le président d’Israël Chaïm Herzog, dirigeant du Parti travailliste, fit écho aux positions de Sharon et Shamir amplifiées par Oded Yinon.

Nous ne sommes certainement pas désireux de faire des Palestiniens nos partenaires de quelque manière que ce soit dans un pays qui est sacré pour notre peuple depuis des milliers d’années. Il ne peut y avoir aucun partenaire des Juifs dans ce pays. (Yosi Berlin, Meichuro Shel Ichud, 1985, p. 4)

Comme pour camp David, un bantoustan sur une partie de la Cisjordanie et de Gaza ne serait qu’un prélude à la « dispersion » finale. Faire entrer de force 2,5 millions de Palestiniens en Jordanie est une autre mesure intermédiaire, car « l’espace vital » israélien ne s’arrête pas au Jourdain.

Il devrait être clair, quelles que soient la situation politique ou les combinaisons militaires futures, que la solution du problème des indigènes arabes ne sera possible que lorsqu’ils reconnaitront l’existence d’Israël dans des frontières sures jusqu’au Jourdain et au-delà comme un besoin vital pour nous dans cette époque difficile dans laquelle nous entrerons bientôt : l’ère nucléaire. (dans Israël Shahak, The Zionist Plan For the Middle East, AAUG, 1982, p. 18)

## Israël et le pouvoir des Etats-Unis

Si le peuple palestinien affronte la destruction de son existence organisée par Israël, un fait doit être souligné : l’État sioniste n’est rien d’autre qu’une extension du pouvoir des États-Unis dans la région. Les plans d’extermination d’Israël, les occupations et extensions de territoire se font au compte de la principale puissance impérialiste de la planète. Quelles que soient les divergences tactiques qui parfois apparaissent entre Israël et les États-Unis, il n’y a aucune campagne sioniste qui puisse être menée sans l’appui de son principal garant. Entre 1949 et 1983, les gouvernements américains ont attribué 92,2 milliards de dollars en aide militaire, économique, prêts, subventions spéciales et « gratifications et dons » déductibles des impôts (voir Mohammed El Khawas & Samir Abeb Rabbo, *American Aid to Israel,* Amana Books, 1984)

Peu de pays dans l’histoire ont été aussi dépendants d’un autre qu’Israël l’est à l’égard des États-Unis. L’essentiel des armes d’Israël proviennent des Etats-Unis - soit sous forme de dons, soit comme prêts à long terme à taux d’intérêt très faible, dont peu de personnes considèrent sérieusement qu’ils seront remboursés. La survie d’Israël est garantie et subventionnée par Washington. Sans les armes américaines, Israël perdrait l’avantage qualitatif et quantitatif que le président Reagan a promis de préserver pour eux. Sans cette aide économique, le crédit d’Israël disparaîtrait et son économie s’effondrerait. En d’autres termes, Israël ne peut faire que ce que lui permet Washington. Israël n’ose pas lancer une seule opération militaire sans l’accord tacite de Washington. Lorsqu’une offensive militaire est entreprise, le monde entier suppose à juste titre qu’elle a l’accord tacite de Washington. (Joseph Harsh, Christian Science Monitor, 5 aout 1982)

L’État israélien ne doit pas être confondu avec le peuple juif. Historiquement, le sionisme est une idéologie minoritaire. Un État n’est qu’un appareil qui défend des relations économiques et sociale spécifiques. C’est une structure de pouvoir et son but est, sous quelque forme qu’il se présente, de contraindre et d’imposer l’obéissance. Même si l’État d’apartheid d’Israël était confiné à un bateau ancré au large d`Haïfa, il constituerait un scandale. Pas plus qu’à l’Afrique du Sud, au Chili de Pinochet ou à l’État américain (dirigé par 2 % de la population contrôlant 90 % de la richesse nationale), nous ne lui devons fidélité.

## Du sang, de la sueur et des larmes

Il y a près de 50 ans, un orateur s’éleva. Il ne s’élevait pas contre l’occupation de son pays ou la liquidation des 3/4 de ses villes et villages. Il ne réagissait pas aux massacres, aux emprisonnements massifs, aux camps de détention et à la torture. Il ne dénonçait pas le vol de la terre et de la propriété d’un peuple entier ou sa transformation soudaine en une masse de réfugiés misérables vivant dans des camps de toiles, pourchassés et persécutés où qu’ils fuient. Il ne dénonçait ni les quarante ans d’épreuve émaillés d’incessants bombardements, d’invasions et de nouvelles dispersions. Il ne réagissait qu’à quelques semaines de bombardements sporadiques lorsqu’il prononça ces paroles mémorables :

Je n’ai rien d’autre à vous offrir que du sang, des larmes et de la sueur. Vous demandez : « Quelle est notre politique ? » Je dis qu’elle est de faire la guerre, sur mer, terre et air. Avec notre puissance et la force que Dieu peut nous donner pour faire la guerre contre une monstrueuse tyrannie, jamais égalée dans le sombre et lamentable catalogue des crimes humains. Voilà notre politique. Vous demandez : « Quel est notre but ? » Je réponds par un mot : la victoire. La victoire à tout prix. La victoire malgré toute la terreur. La victoire même si la route doit être longue et dure. Parce que sans notre victoire, il ne peut y avoir pour nous de survie, il faut bien le comprendre, pas de survie. Je suis convaincu que notre cause ne connaitra pas l’échec et je me sens en droit de demander l’aide de tous.

Et une semaine après, il déclarait :

Nous défendrons notre pays, quel qu’en soit le prix. Nous nous battrons sur les plages. Nous nous battrons dans les zones de débarquement. Nous nous battrons dans les champs. Nous nous battrons dans les rues. Nous nous battrons dans les collines. Nous ne nous rendrons jamais. Et même si, ce que je ne crois pas un instant, cette ile était envahie et affamée, nous continuerions la lutte.

Qu`est-ce qui fait que pour Winston Churchill, dirigeant de la puissance impérialiste qu’est la Grande-Bretagne, s’exprimer ainsi soit acceptable, mais que cela soit illicite de la part du peuple palestinien ? Rien d’autre que le racisme endémique qui marque la conscience de notre société.

Churchill a été un porte-parole belliqueux de l’impérialisme britannique, particulièrement en Palestine et dans le monde arabe. Si Churchill est autorisé, démagogiquement, à lancer un appel à résister à l’agression et à l’attaque, combien plus encore le peuple palestinien est-il en droit de se battre, de résister à l’occupation, de combattre pour sa survie et pour la justice sociale.

# Une stratégie pour la révolution

Il y a plus de six millions de colons d’origine européenne en Afrique du Sud. La population afrikaner et celle d’origine britannique ont vécu en Afrique du Sud depuis de nombreuses générations. Pourtant, très peu de gens en général, et encore moins parmi ceux qui prétendent défendre l’autodétermination pour les Noirs d`Afrique du Sud, proposent la création de deux États, un État européen dont la sécurité serait garantie, aux côtés d’un État africain démilitarisé. En fait, c’est précisément l’existence d’un tel aménagement sous la forme des bantoustans en Afrique du Sud qui a rendu totalement indéfendable cette couverture de la préservation de la domination raciste.

De la même façon, dans l’Algérie coloniale et en Rhodésie du Nord et du Sud, l’importante population de colons européens -dont un grand nombre sont les descendants de plusieurs générations de colons- ne se sont pas vu accorder un statut séparé, et encore moins un « État des colons » sur la terre usurpée au peuple opprimé. Bien au contraire, en Afrique du Sud -comme en Algérie, en Zambie ou au Zimbabwe- il est admis que l’autodétermination d’un peuple colonisé ne peut être identifiée à la création d’un tel État de colons. C’est un tour de passepasse que de suggérer que, ayant dépossédé la population autochtone par la force, les colons ont maintenant un droit équivalent sur le territoire conquis.

Si c’est universellement admis par ailleurs, pourquoi cette exception injustifiable lorsqu’il s’agit d’Israël ? Ceux qui voudraient imposer au peuple palestinien leur exigence qu’il reconnaisse l’État-apartheid d’Israël savent parfaitement que les droits nationaux d’un peuple colonisé ne s’étendent pas à leurs colonisateurs. En Israël comme en Afrique du Sud, la simple justice exige le démantèlement de l’État-apartheid et son remplacement par une Palestine démocratique et laïque, où la citoyenneté et les droits ne soient pas déterminés par des critères ethniques.

En réalité, les soi-disant défenseurs des droits de l’homme pour les Palestiniens qui réclament l’acceptation et la reconnaissance de l’État d’Israël, ne font qu’agir, quel que soit leur déguisement, en tant qu’avocats de l’État colonial en Palestine. Leur plaidoirie utilise le paravent prétendument de gauche de l’autodétermination pour les « deux » peuples, mais cette utilisation spécieuse du principe de l’autodétermination est en fait la traduction d’un appel masqué à l’amnistie pour Israël.

De nombreux soi-disant « réalistes » argumentent en disant que la reconnaissance par les Palestiniens du « droit » de l’État-apartheid d’Israël à l’existence rapprochera la date à laquelle la naissance d’un État palestinien sera autorisée par les sionistes. Mais ce raisonnement n’est pas très convaincant. Les sionistes ne s’appuient pas pour leur propre État sur une reconnaissance verbale, mais sur la force armée.

L’acceptation, la reconnaissance et, par voie de conséquence, la légitimation par les Palestiniens de la conquête meurtrière de leur pays ne feraient qu’autoriser les sionistes à affirmer que ce sont les 40 ans d’intransigeance de la part des opprimés qui sont responsables de leurs souffrances. Cela entérinerait la prétention qu’Israël était une construction légitime dès le départ. Cela invaliderait rétroactivement le droit à la résistance des opprimés et fournirait un alibi à l’exigence sioniste que seuls les Palestiniens qui ont capitulé et reconnu Israël par le passé, acceptant sa légitimité, aient le droit de négocier avec Israël. Lorsqu’on danse avec le diable, on parle avec son haleine.

Et les Palestiniens qui vivent à l’intérieur des frontières de 1967, et les Juifs eux-mêmes ? Est-ce que l’apartheid cesserait en Afrique du Sud, ou l’État sud-africain serait-il transformé par la reconnaissance de son droit à l’existence ? Servirions-nous les intérêts du peuple du Paraguay ou du Chili en acceptant les prétentions à la légitimité de Stroessner ou Pinochet, ou en ratifiant l’existence des États qu’ils ont construits ?

## Une conférence internationale

En dépit des réponses évidentes à toutes ces questions, il y a néanmoins un nombre croissant de gens qui aujourd’hui poussent activement à la mise en place d’une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient dans le but d’établir un « mini-État » palestinien aux côtés de l’État d’Israël.

Le 10 janvier 1988, par exemple, *Al Fajr*, un hebdomadaire palestinien de Jérusalem, publiait une annonce signée par des personnalités juives et arabes qui demandaient une « *solution pacifique au conflit israélo-palestinien* » qui « *garantirait les droits nationaux à la fois israéliens et palestiniens* ». Dans une interview, Hanna Siniora, éditeur d’*Al Fajr*, précisait comment les « droits nationaux » israéliens et palestiniens pourraient être assurés dans une telle conférence de paix internationale.

Une association entre Israël, la Jordanie et un État palestinien, comparable à celle du Bénélux, avec une Cisjordanie démilitarisée comme le Luxembourg. Les Palestiniens, Arafat compris, accepteraient l’autonomie comme un pas intermédiaire vers l’indépendance. L’autonomie est un pas qui conduirait éventuellement à des négociations entre l’État d’Israël et l’OLP, aboutissant à l’émergence d’un État palestinien comme produit de ces négociations. (Reuter, 18 janvier 1988)

Siniora a rencontré le secrétaire d’État George Shultz à Washington le 28 janvier pour discuter de cette proposition. Cette rencontre avec Siniora s’est produite quelques jours seulement après que le président de l’OLP Yasser Arafat a annoncé qu’il souhaitait établir des tractations avec Israël et les États-Unis.

Arafat dit que si ces pays (Israël et les États-Unis) sont d’accord pour une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, il reconnaitra le droit à l’existence d’Israël. La Maison-Blanche considère cela comme un signe encourageant... (Associated Press, 17 janvier 1988)

## Un État palestinien « croupion »

Un ancien sous-secrétaire d’État sous la présidence de Kennedy et sous celle de Johnson, a expliqué comment les États-Unis et Israël devraient envisager la conférence pour la paix.

On répondrait largement aux inquiétudes d’Israël sur sa sécurité par la mise par écrit de sauvegardes rigoureuses et contraignantes dans le cadre d’un traité formel, qui interdirait au nouvel État (palestinien) d’avoir une quelconque force armée propre et limiterait le nombre et le type d’armes auxquelles aurait droit sa police. Comme précaution supplémentaire, son instauration s’accompagnerait de la mise en place de postes de surveillance plus importants et plus nombreux et efficaces que ceux qui fonctionnent actuellement au Sinaï sous le contrôle d’Israël à la suite des accords de paix avec l’Égypte… Si les États-Unis ne cherchent pas sérieusement à mettre d’accord les parties en présence, la guerre en terre sainte s’étendra et s’intensifiera ; tôt ou tard, les États arabes voisins -et même l’Égypte- seront entrainés dans la tourmente. (George Ball, Los Angeles Times, 17 janvier 1988.)

Ball explique que la mise en place de ce qu’il admet ouvertement être un « *État palestinien croupion en Cisjordanie* » est une urgence. La « tourmente » dont ce porte-parole de l’impérialisme est si effrayé, c’est l’émancipation des masses arabes de la région à l’égard de l’État colonisateur d’Israël ; des cheiks féodaux de la péninsule arabique et du Golfe ; et du régime égyptien, qui a réduit les travailleurs et les paysans d’Égypte à un niveau de pauvreté pire que celui qui existait sous le roi Farouk.

Une conférence internationale organisée pour légitimer les intérêts et la sécurité de l’État-apartheid d’Israël en échange d’un « bantoustan » palestinien ne pourra jamais être viable sauf si une direction palestinienne venait à fournir à ce plan sa caution. Une telle issue ne ferait que transmettre à l’OLP la tâche peu enviable de mettre au pas le peuple palestinien et de convertir l’autodétermination en une nouvelle réplique attristante des régimes vénaux qui sont la plaie des masses arabes, de la Jordanie à la Syrie en passant par l’Égypte et le golfe Persique.

Il y a quelques années à peine, aucun nationaliste palestinien n’aurait osé s’associer à une tentative aussi criante de trahison des longues années de lutte du peuple palestinien pour son autodétermination et son émancipation, et encore moins transformer la cause palestinienne en une plaidoirie pour obtenir le rôle de préservation du statu quo dans la région - avec la pauvreté écrasante, l’exploitation permanente et la subordination au contrôle de l’impérialisme qui y règnent. Ceux qui prétendent que c’est une solution concrète que de proposer deux États parce que ce plan a plus de chances d’être accepté sont coupables, sauf leur respect, de ce que Charles Mills appelait « *le réalisme du fou* ».

Il n’y a jamais eu aucune composante du sionisme -de sa « droite » effective à sa « gauche » autoproclamée- qui ait accepté l’existence d’un État palestinien sous une forme compatible avec l’autodétermination. Ben Gourion, Dayan, Yinon l’ont clairement fait comprendre : tous les sionistes, loin de vouloir abandonner leur contrôle sur la Cisjordanie et Gaza, sont occupés à comploter pour conquérir le Koweït.

Le jour où les droits africains ou palestiniens seront assurés avec la bénédiction de l’Afrique du Sud-apartheid ou d’Israël la sioniste sous le contrôle des Etats-Unis, ce jour-là nous apprendrons que Caligula était un disciple de Jésus, Hitler un adepte de Marx. Pendant ce temps, ceux qu’on torture, qu’on tue, qu’on opprime ne peuvent se permettre les fantaisies de leurs amis réformistes plein d’esprit pratique ; le prix de pareilles illusions se paye dans le sang. « *L’État croupion palestinien* » dont rêve George Ball sera créé pour les privilégiés sur le dos des pauvres palestiniens. Les dirigeants palestiniens qui adoptent cette invention -modelée sur les exemples inspirateurs des royaumes assujettis des cheiks du Golfe et des bantoustans africains- deviendront les Jiang Jieshi (Chiang Kai-Shek), Moïse Tshombé ou roi Hussein de la Palestine souffrante.

## Pour une Palestine démocratique et laïque

On ne pourra jamais promouvoir les droits du peuple palestinien de cette façon.

La réponse est devant nous dans le soulèvement des masses palestiniennes. Ce combat requiert une stratégie politique qui établisse la nécessité du démantèlement de l’État sioniste d’Israël et de l’établissement d’une Palestine démocratique et laïque. Il s’agirait d’une Palestine ou les droits seraient reconnus à tous quelle que soit leur race ou leur religion. Un tel programme a été avancé au départ par le Fatah, l’organisation d’Arafat, en 1968, bien qu’il ait été depuis abandonné pour une solution « bi-étatique ». La Palestine démocratique envisagée par le Fatah était une nation « *où les Juifs et les Palestiniens vivraient égaux et sans discrimination* ».

Nous disons « non » à l’État sioniste, mais « oui » au peuple juif de Palestine A ces derniers nous disons : « Vous êtes les bienvenus pour vivre sur notre terre, mais à une condition : vous devez être prêts à vivre parmi nous en égaux, non en dominateurs ». J’ai moi-même toujours dit qu’il y a une seule garantie pour la sauvegarde et la sécurité du peuple juif en Palestine - et c’est l’amitié des Arabes parmi lesquels ils vivent. (Alan Hart, Arafat, Terrorist or Peacemaker, Sidgwick & Jackson, 1984, p. 275)

Un document soumis par l’organisation d’Arafat, le Fatah, au IIe Congrès mondial sur la Palestine, en septembre 1970, établit le cadre d’une Palestine démocratique encore plus clairement (ce document, il faut le noter, rejette catégoriquement la conception du « mini-État »).

La Palestine d’avant 1948 - comme la définissait le mandat britannique - est le territoire que nous devons libérer (…). Il devrait être très clair à cette étape que la nouvelle Palestine dont nous discutons n’est pas la Cisjordanie occupée ni la bande de Gaza, ni les deux. Ce sont là des régions occupées par les Israéliens depuis juin 1967. La terre natale des Palestiniens usurpée et colonisée depuis 1948 ne nous est pas moins chère ni importante à nos yeux que celle occupée depuis 1967.

*De plus, l’existence même de l’État raciste oppresseur d’Israël, fondé sur l’expulsion et l’exil forcé d’une partie de ses citoyens, ne serait-ce que du plus minuscule village, est inacceptable pour la révolution. Tout arrangement qui s’accommoderait de l’État colon agresseur est inacceptable... Tous les juifs, musulmans et chrétiens qui vivent en Palestine ou en ont été exilés par la force auront droit à la citoyenneté palestinienne (…). Cela signifie que tous les Palestiniens juifs - pour l’instant israéliens - auront les mêmes droits pourvu bien sûr qu’ils rejettent le chauvinisme raciste sioniste et acceptent pleinement de vivre comme des Palestiniens dans la Palestine nouvelle (…). La révolution est convaincue que la majorité des Juifs israéliens actuels modifiera son attitude et souscrira à la nouvelle Palestine, en particulier après que la machine d’État, l’économie oligarchique et la hiérarchie militaire aient été détruites.* (*Documents of the Palestinian Resistance Movement,* Pathfinder, 1971, p. 4-5)

## S’adresser à la classe ouvrière juive

Comme le note à juste titre le document du Fatah de 1970, l’avenir du combat du peuple palestinien est lié à une stratégie politique qui s’adresse aux travailleurs juifs et qui appelle les Juifs à rejoindre les Palestiniens dans leur lutte pour une Palestine laïque et démocratique.

De fait, au sein de l’État sioniste, 70 % environ de la population colonisatrice sont constitués par les Juifs orientaux (essentiellement sépharades). Ils viennent de pays pauvres et le plus souvent soumis à des régimes rétrogrades. La grande masse des Juifs orientaux sont pauvres. Et les moyens utilisés pour les maintenir dans une sujétion économique et politique sont les mêmes que ceux utilisés dans n’importe quel ghetto, *barrio* ou banlieue ouvrière des États-Unis ou d’ailleurs. Les Juifs orientaux ont les mêmes droits de par la loi israélienne - d’un point de vue formel. Le problème est le suivant : en Israël, après 16 ans, l’éducation est privée et extrêmement couteuse. Cela signifie concrètement qu’il n’y a qu’un pourcentage minime de Juifs orientaux qui aient accès à une éducation supérieure. Les Juifs orientaux représentent 10 % des étudiants et 3 % des diplômés universitaires. C’est là la conséquence de l’exploitation économique.

Leur représentation politique ne reflète pas leur proportion dans la population. Les Juifs orientaux n’occupent que six sièges à la Knesset (le Parlement israélien). Elie Eliachar, l’une des personnalités dirigeantes de la communauté orientale et ancien membre de la Knesset, a expliqué que même cette représentation est uniquement nominale. Dans les faits, les députés orientaux représentent « *les partis politiques entièrement ashkénazes à qui ils doivent entière allégeance plutôt que la communauté sépharade orientale* ». Il écrit : « *Cela fait de la démocratie israélienne une pure caricature*». Il ne faut cependant pas se tromper. Les Juifs orientaux sont très souvent sionistes. Il serait erroné de parler d’eux sans dire clairement que les Israéliens, comme toutes les puissances impérialistes et coloniales, ont utilisé la règle du « diviser pour régner » pour les diriger. Les Juifs orientaux ont un statut socioéconomique très précaire en Israël. Ils occupent une position qui n’est pas de beaucoup supérieure à celle des Palestiniens. Plus encore, un juif venant d’Irak, du Maroc ou du Yémen est un Arabe d’origine religieuse juive. Par leurs mœurs, leurs manières, leurs traditions, leur apparence, ils sont les frères et sœurs des musulmans et des chrétiens. Ils subissent également la discrimination. Les sionistes tentent sans cesse d’instiller une haine raciste des masses palestiniennes chez les Juifs orientaux.

Lorsque de jeunes Juifs orientaux sont envoyés combattre au Liban, en Cisjordanie ou à Gaza, cela leur ouvre les yeux sur la politique militaire d’Israël. Ils reviennent pour retrouver la même position économique et sociale misérable qu’ils subissaient avant leur départ. C’est ce qui a conduit ces dernières années au développement d’un mouvement dit « des Panthères noires » dans les taudis sépharades et à un début de radicalisation chez les sépharades. La rage est à fleur de peau, et un de ces jours l’explosion se produira au sein de la communauté sépharade. C’est inévitable.

Lorsque le peuple palestinien commencera à se mobiliser il ne peut pas ne pas trouver un écho dans les conditions de vie de la classe ouvrière juive. Il appartient à une direction révolutionnaire palestinienne de s’adresser aux Juifs dans la perspective d’une Palestine démocratique et laïque. Le moment venu, les travailleurs juifs répondront à la mobilisation des Palestiniens. Le premier pas c’est de se dire : « S’ils peuvent le faire, nous aussi ». Le second sera de rechercher des alliés. C’est là la voie vers un mouvement révolutionnaire antisioniste.

## La crise de la direction révolutionnaire

En dépit des énormes possibilités révolutionnaires des dernières années, la direction de l’OLP s’est montrée incapable de développer une stratégie pour la mobilisation en Palestine des Palestiniens et des masses juives contre l’État sioniste. Ni la direction « modérée » de Yasser Arafat, ni celle « progressiste » du FPLP et du FDLP, ni les rebelles « dissidents » du Fatah n’ont formulé une stratégie pour le peuple palestinien qui soit indépendante des régimes capitalistes pourris de la région.

Les dirigeants de l’OLP à un moment donné briguent les faveurs de l’impérialisme et ses agents que sont les régimes vendus de l’Orient arabe, et le moment suivant se complaisent dans des actions armées lancées à l’aveuglette. Chacune de ces orientations vise, malencontreusement, à pousser l’impérialisme à soutenir la mise en place d’un « mini-État » palestinien.

Ces régimes - de la Syrie à la Jordanie en passant par l’Égypte - considèrent la révolution palestinienne comme un danger évident et pressant. Ils comprennent que la lutte extraordinaire de la nation palestinienne - même sous la direction nationaliste de l’OLP - est un rappel, pour leurs propres peuples qui souffrent, de ce qu’il faut faire et de qui est un obstacle.

Une direction palestinienne révolutionnaire devrait se battre, comme beaucoup le font, pour le démantèlement de l’État israélien. Elle devrait développer un programme qui amorce le processus d’auto activation des masses palestiniennes et de leurs alliés dc classe juifs. La mobilisation du peuple palestinien dans les grèves et les manifestations - avec une participation internationale – rencontrerait un écho parmi les travailleurs juifs. Une OLP fidèle à ses promesses d’une Palestine démocratique et laïque intègrerait à sa direction les Juifs antisionistes qui ont combattu l’État-colon. De cette façon, les masses juives elles-mêmes pourraient constater qui parle véritablement en leur nom, et qui leur offre une issue pour sortir de la guerre perpétuelle, de l’insécurité, des privations.

Le mouvement révolutionnaire palestinien ne peut avancer qu’en forgeant une stratégie nouvelle fondée sur la combinaison de la lutte nationale du peuple palestinien avec la lutte des travailleurs et des paysans de tout le Proche-Orient pour sa libération tant de la domination impérialiste que capitaliste. Un appel clair à une Palestine démocratique et laïque où les Juifs et les Arabes puissent vivre ensemble est essentiel pour unir dans leur masse les forces sociales capables de démanteler l’État sioniste et de le remplacer par une société humaine ayant pour but d’en finir avec les classes et l’oppression nationale. Il n’y a pas de raccourci vers la libération, comme les épreuves auxquelles sont soumis les Palestiniens depuis un siècle le démontrent. Le chemin qui mène à la victoire ne peut être réduit que par l’émergence d’une direction qui sait où elle va et ouvre la voie dans un langage qui entraine le peuple, le mobilise pour ses propres intérêts et qui dénonce sans crainte les dirigeants traîtres qui bloquent dangereusement la voie.

La réponse des Palestiniens aux plans sionistes et impérialistes se trouvent chez ces enfants qui lancent des pierres à Jabaliya, à Al-Shati, à Deir el-Balah et à Dheisheh. Car ils forment un peuple, un peuple vivant - comme était obligé de le reconnaitre Jabotinsky - et non une tourbe, ils sont un peuple conscient qui combat avec des pierres et des frondes contre la quatrième puissance militaire du monde. Nous leur devons à tout le moins d’être fidèles à leur combat révolutionnaire, qui ne sera jamais abouti avant de s’être étendu de la Méditerranée au golfe Persique, des rives de l’Égypte à l’Euphrate, et, comme leurs oppresseurs sionistes le proclament sans cesse, « *au-delà* ».